

VOLUME 32, NUMÉRO 3-4, AUTOMNE 2008

L'altermondialisme : une utopie créatrice



5070, RUE DE LANAUDIÈRE, MONTRÉAL (QUÉBEC) H2J 3R1
TÉLÉPHONE : 514 529-1316
SITE WEB : www.possibles.cam.org

La revue Possibles est membre de la SODEP
et ses articles sont répertoriés dans Repère.
Les textes présentés à la revue ne sont pas retournés.

Ce numéro : 14 $.
La revue ne perçoit pas la TPS ni la TVQ.

PRODUCTION ET IMPRESSION : Mardigrafe
CONCEPTION : Diane Héroux
DISTRIBUTION : Diffusion Dimedia inc.
DÉPÔT LÉGAL Bibliothèque et Archives nationales du Québec : D775 027
DÉPÔT LÉGAL Bibliothèque et Archives Canada : ISSN : 0703-7139

Un autre monde est en marche!

Un autre monde est possible! Au commencement était un slogan. Lancé contre l'idéologie néolibérale que les puissants de ce monde tentaient de nous imposer comme « la » pensée unique[1]. Désormais, nous n'aurions plus le choix que de vivre dans leur marché globalisé articulé autour des impératifs de privatisation, de déréglementation et de libéralisation de l'économie. *There is no alternative!* la formule ne cesse d'être ressassée depuis presque 30 ans, de Margaret Thatcher à Jean Charest. Même de l'espoir ils ont cru pouvoir nous déposséder.

Pourtant, l'histoire ne s'est pas arrêtée avec la chute du mur de Berlin[2]. L'arrogance triomphante des élites en pèlerinage à Davos[3] fut même de courte durée. Depuis le milieu

1. La revue POSSIBLES a déjà abordé cette question dans son numéro printemps-été 2000, intitulé « Sortir de la pensée unique », vol. 24, n° 2-3.

des années 1990, les peuples se font entendre aux quatre coins de la planète pour rejeter l'idéologie néolibérale et promouvoir des solutions de rechange. Au Chiapas, à Paris, Seattle, Prague, Washington, Manille, Buenos Aires, Gênes, Québec, Cancún, Hyderabad, Bamako, Hong-Kong, Montréal… partout le même message d'espoir retentit. Réapproprions-nous le droit de choisir le monde dans lequel nous souhaitons vivre et que nous voulons transmettre à nos enfants ! Une nouvelle narration du monde est aujourd'hui plus que nécessaire pour nous émanciper de la « théologie universelle capitaliste » qui colonise nos esprits et nos modes de vie[4].

Un autre monde est nécessaire

Nous sommes aujourd'hui à un carrefour de l'histoire. Nos sociétés capitalistes « avancées », fondées sur l'impératif de croissance, la consommation de masse et la civilisation du pétrole, sont en crise. Crise écologique, crise financière, crise alimentaire, guerres… Le moteur actuel de l'accumulation capitaliste, la finance, est atteint de plein fouet, obligeant par le fait même une intervention sans précédent de l'État (ou plutôt de nos économies collectives) pour sauver les banques, les bourses, l'économie[5]. Nouvel interventionnisme, soulignons-le au passage, exigé et mis en œuvre par ceux-là mêmes qui, jadis, fustigeaient l'État et encensaient le marché… Le moins que l'on puisse dire, c'est que nous ne sommes pas à un paradoxe près et que nous voilà

2. N'en déplaise à F. Fukuyama, *La fin de l'histoire et le dernier homme*, Paris, Flammarion, 1992.

3. Station de ski suisse où se tient chaque année, depuis 1971, le Forum économique mondial. Pour un aperçu rapide et informatif, Frédéric Lemaître, « Forum économique mondial. Des élites en quête de sens », *Le monde*, mercredi 23 janvier 2008, p. 18.

4. Riccardo Petrella, *Pour une nouvelle narration du monde*, Montréal, Écosociété, 2007.

5. Frédéric Lordon, « Le jour où Wall Street est devenu socialiste », *Le monde diplomatique*, octobre 2008, p.1, 4-5.

loin de la « mondialisation heureuse » que nous promettaient les néolibéraux des années 1990[6]!

Force est plutôt de constater que notre modèle dominant de société et de développement nous conduit dans l'impasse sur les plans environnemental, social et humain. Et l'avenir que nous proposent les élites politiques et économiques de la planète n'est pas vraiment rassurant. Pour répondre à l'approfondissement des inégalités et des antagonismes sociaux et internationaux générés par le néolibéralisme, elles n'ont rien d'autre à offrir que le choc des cultures, la surenchère identitaire et l'obsession sécuritaire. Plutôt que de chercher à fonder de nouvelles solidarités, le néoconservatisme qui sévit actuellement en Amérique du Nord et en Europe érige des murs, renforce ses contrôles migratoires et exporte la guerre.

Dans les Amériques, le constat est frappant. L'échec du projet néolibéral d'intégration continentale par le marché (la Zone de libre échange des Amériques – ZLEA) a conduit à un processus de désintégration continentale, où le Nord se replie sur lui-même (avec le Partenariat pour la sécurité et la prospérité – PSP) alors que le Sud tente d'inventer de nouvelles solidarités régionales (Alternative bolivarienne pour les Amériques – ALBA ; Communauté sud-américaine des nations – CSAN).

Le néoconservatisme ne peut être la réponse à la crise actuelle du néolibéralisme. Pour éviter de répéter les atrocités de l'histoire, il est aujourd'hui nécessaire de concrétiser des solutions de rechange.

---

6. Alain Minc, *La mondialisation heureuse*, Paris, Plon, 1997.

Un autre monde est en marche !

Visant la construction de sociétés plus justes, plus fraternelles, généreuses et libératrices, l'altermondialisme se présente comme la nouvelle utopie du XXIe siècle. On dénigre trop souvent le pouvoir de rêver[7]. On oppose facilement le supposé réalisme de la pensée économique rationaliste à l'idéalisme romantique des pelleteux de nuages… Or, outre le fait que le capitalisme et l'idée de marché sont aussi des utopies[8], reposant avant tout sur la croyance, on oublie que cette nouvelle vision du monde porteuse d'espoir, l'utopie altermondialiste, débouche aussi sur des réalisations concrètes. C'est en ce sens qu'elle est véritablement créatrice.

Les échecs de l'AMI (1998), de la ZLEA (2005), de la constitution européenne (2005), de l'OMC (2008) sont autant de victoires globales de l'utopie altermondialiste contre l'idéologie néolibérale. Les forums sociaux, ces nouveaux « espaces publics critiques » qui rassemblent des centaines de milliers de personnes et qui se déploient depuis 2001 sur tous les continents et à tous les niveaux, du global au local, constituent de puissants incubateurs de conscience citoyenne et de renouvellement de l'action collective[9]. Ils permettent l'éclosion d'une nouvelle culture politique[10] qui, tout en redynamisant les mouvements sociaux, peut à la longue enrichir les programmes politiques des partis progressistes.

---

7. Sur ce thème, voir le numéro précédent de *Possibles*, « Rêver, résister », vol. 25. n° 3-4, été-automne 2001.
8. Pierre Rosanvallon, *Le capitalisme utopique. Histoire de l'idée de marché*, Paris, Seuil, 1979.
9. Raphaël Canet, « L'intelligence en essaim. Stratégie d'internationalisation des forums sociaux et régionalisation de la contestation mondiale », *Cultures et conflits*, n° 70, été 2008, p. 33-56.
10. Chico Whitaker, *Changer le monde. Nouveau mode d'emploi*, Paris, Éditions ouvrières, 2006.

En ce sens, l'Amérique latine constitue un intéressant laboratoire d'expérimentation de cette nouvelle relation dialectique entre les mouvements sociaux et les gouvernements, palliant ainsi la crise de la démocratie représentative[11]. L'élection de Lula au Brésil, la révolution bolivarienne vénézuélienne et surtout les politiques du gouvernement Morales en Bolivie ou encore la nouvelle constitution qui vient d'être adoptée en Équateur, témoignent de la capacité des mouvements sociaux, lorsqu'ils reposent sur une base solide, d'enclencher de profonds processus de transformation sociale en travaillant de concert avec des gouvernements progressistes. Malheureusement, chez nous, nous sommes encore bien loin d'une telle avancée démocratique.

C'est à notre tour de changer le Québec !

L'espoir est cependant présent, et même manifeste dans les puissantes mobilisations sociales qui ont agité le Québec ces dernières années[12]. Il est faux de dire que l'apathie politique sclérose notre société. Quarante mille personnes dans les rues de Québec en avril 2001 pour le Sommet des peuples, 250 000 en mars 2003 dans les rues de Montréal contre la guerre en Irak, 80 000 étudiants en grève à l'hiver 2005, 5 000 participants au premier Forum social québécois tenu au mois d'août 2007[13], multiplication des forums sociaux régionaux (Saguenay, Mauricie, Outaouais, Laval, Lanaudière) en sont la preuve. Le problème est que, contrairement à ce qui se passe actuellement

11. Antonio Negri et Giuseppe Cocco, *GlobAL. Luttes et biopouvoir à l'heure de la mondialisation : le cas exemplaire de l'Amérique latine*, Paris, Éditions Amsterdam, 2007.

12. Francis Dupuis-Déri (dir.), *Québec en mouvements. Idées et pratiques militantes contemporaines*, Montréal, Lux éditeur, 2008.

13. À titre comparatif, le premier Forum social mondial, tenu à Pôrto Alegre au Brésil en janvier 2001, avait rassemblé 20 000 participants et, plus près de nous, le premier Forum social États-Unis, tenu à Atlanta en juillet 2007, a réuni 10 000 participants.

dans plusieurs pays du sud de notre continent, toutes ces mobilisations sociales ne semblent pas avoir, pour le moment, beaucoup d'impact sur notre système politique. Faut-il pour autant se résigner ? Non.

Apprenons plutôt à être patients et continuons à réaliser, progressivement, l'utopie altermondialiste. Le néolibéralisme a couvé pendant 40 ans dans les cercles restreints d'économistes de droite avant de s'imposer politiquement au tournant des années 1980 en profitant d'une conjoncture économique favorable (la crise des années 1970 et la fin des Trente Glorieuses). Tirons aussi des leçons du passé. Pour traduire en programme politique rassembleur les multiples aspirations sociales et populaires, il faut demeurer en contact avec les gens, il faut ouvrir des espaces d'échange et de dialogue, il faut débattre, pour que chacun puisse prendre conscience qu'il est lui aussi un artisan du changement social, pour que tous se sentent inclus dans le projet de société en construction. Nous devons créer le Québec que nous voulons, tous ensemble.

Le succès du premier Forum social québécois a résulté de cette claire volonté d'inclusion de tous dans le débat, ce souci constant d'être cohérents avec nos principes et de pratiquer concrètement l'idéal de participation. Le succès du FSQ est venu du fait que chacun a pu y trouver sa place et se redonner le pouvoir de la parole.

Le présent numéro de la revue POSSIBLES, tout comme le précédent qui portait sur le thème de « L'avenir », s'inscrit dans cette démarche de construction de solutions de rechange au néolibéralisme au Québec et dans le monde. Il interroge, d'une variété de points de vue répartis en quatre sections, le potentiel et les défis de l'altermondialisme, cette utopie créa-

trice du XXIe siècle. Nous traiterons, tout d'abord, des enjeux et des crises qui confrontent nos sociétés (institutions internationales, crise alimentaire, écologie, migrations). Ensuite, nous aborderons les différentes facettes du redéploiement actuel de l'action collective au Québec, que ce soit sur le plan de la mutation des acteurs existants (groupes progressistes, syndicats) ou des expériences innovantes (Forum social québécois, campement de la jeunesse, Université Populaire à Montréal). Dans une troisième section, nous nous pencherons sur le rôle du politique dans l'altermondialisme à partir d'une réflexion sur les partis politiques (notamment par le biais d'une entrevue réalisée avec Françoise David), et sur les projets politiques qui fleurissent en Amérique du Sud. Finalement, dans une quatrième section nous tracerons des pistes de solution pour concrétiser l'utopie altermondialiste (décroissance, coopérativisme, nouveaux paradigmes politiques).

Privée de l'appui financier de ses organismes subventionnaires, la revue POSSIBLES semble aujourd'hui acculée à livrer son chant du cygne, après 32 ans de travail éditorial visant à proposer une vision critique, progressiste et ouverte de la société, de la politique et de la culture au Québec. Cet espace de réflexion critique sur notre société est pourtant essentiel, il participe à la construction collective de cet autre monde en gestation. Plutôt que de disparaître, il devrait au contraire élargir son audience. C'est pour cette raison que, pour la première fois de son histoire, la revue POSSIBLES publiera aussi ce numéro sous un format électronique qui sera diffusé largement sur Internet.

RAPHAËL CANET

POUR LE COMITÉ DE RÉDACTION

ESSAIS ET ANALYSES

CRISES ET ENJEUX ACTUELS

Altermondialisme et grandes institutions internationales

PAR CLAUDE VAILLANCOURT

Après presque dix ans d'existence, le mouvement altermondialiste se remet en cause. L'euphorie des premières années semble tombée. Selon plusieurs de ses participants, les forums sociaux, lieux de rencontre catalyseurs de ce mouvement, se renouvellent avec certaines difficultés, reprennent les mêmes débats et mettent en avant le même défilé d'invités-vedettes. Hors de l'Amérique du Sud, les tentatives d'insertion du mouvement dans la politique active — telles Québec solidaire ou la candidature de José Bové aux présidentielles en France — donnent l'impression d'être vouées à l'échec. Les altermondialistes eux-mêmes font part de leurs doutes. Bernard Cassen, l'un des fondateurs du Forum social mondial, utilise désormais le terme « post-altermondialisme »[1]. Certains

1. Un colloque intitulé « Altermondialisme et post-altermondialisme » était organisé par l'association Mémoire des luttes et le journal *Utopie critique,* reliés à Bernard Cassen, dans le cadre des événements du Forum social mondial de 2008 à Paris.

observateurs du mouvement, tel Eddy Fougier, parlent d'« essoufflement », mot qui revient le plus souvent selon lui, lorsqu'on évoque le mouvement[2].

Qu'on soit d'accord ou non avec cette remise en cause, il faut admettre qu'il existe bel et bien un malaise au sein de l'altermondialisme. Les raisons en sont forcément complexes et diverses. Et le malaise en question ne doit pas être vu comme un effet nécessairement négatif et dont les répercussions seront néfastes. Sans aucun doute, le monde a déjà beaucoup changé depuis la naissance du mouvement, et ces transformations nécessitent une inévitable adaptation. Ces changements ont d'ailleurs été anticipés avec une rare perspicacité par les penseurs de l'altermondialisme, quoique la justesse de leurs vues ne leur ait pas donné la recette miracle pour réagir aux crises annoncées.

Une courte histoire de l'altermondialisme nous permet de retracer un lien constant et systématique entre lui et les grandes institutions internationales au service de l'idéologie néolibérale. Aujourd'hui, ces institutions sont gravement remises en cause et sont victimes de crises encore plus fortes que celle qui affecterait leurs opposants. Ainsi, serait-il pertinent de dire que l'altermondialisme reste viscéralement lié à ces institutions et que la déliquescence de ces dernières produit nécessairement des effets sur ceux qui les combattent ? Certes, il ne faut pas réduire l'altermondialisme à une simple force d'opposition. Mais il convient d'examiner comment l'évolution de ce mouvement a été marquée par une lutte parfois intense contre ces organisations puissantes que

2. « Où en est le mouvement altermondialiste ? Réflexion sur l'essoufflement », 3 mars 2008 (www.laviedesidees.fr)

sont, par exemple, le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale ou l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

L'organisation de la réaction

Il reste difficile de déterminer avec certitude le moment de la naissance du mouvement altermondialiste, entre la lutte contre l'endettement du Tiers Monde dans les années 1980, la bataille menée par les zapatistes au Mexique au lendemain de la signature de l'ALÉNA, la mise en échec de l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI) à la fin des années 1990 et les spectaculaires manifestations lors de la conférence ministérielle de l'OMC à Seattle en 1999.

Ce dernier événement cependant a sans doute été le plus médiatisé. Le projet d'ouverture totale des marchés, qui faisait consensus chez les puissants, s'est heurté à une résistance inattendue de manifestants venus de partout. La rencontre de Seattle a permis de situer clairement les enjeux, qui se retrouveront, à peu de nuances près, dans les batailles qui suivront. Ceux-ci opposaient d'une part des élus, des fonctionnaires et des représentants du milieu des affaires, qui proposaient de gigantesques plans de libéralisation, à des manifestants qualifiés d'abord de militants « antimondialisation », préoccupés par les effets néfastes de ces libéralisations sur les populations et l'environnement. À Seattle, toujours, a été établie une forme de cérémonial qui s'est reproduit lors des grandes rencontres internationales d'organisations ou de regroupements de pays dont l'ordre du jour était dicté par la mise en place de réformes ultralibérales : grande marche pacifique regroupant des dizaines de milliers de personnes, manifestations violentes durement réprimées, violence policière, vandalisme, traitement sensationnaliste des événements par les médias. Ces affrontements entre deux partis clairement

antagonistes, avec le même type d'action et de répression, se sont reproduits à Washington, à Nice, à Prague, à Göteborg, à Québec, jusqu'à un paroxysme à Gênes, entraînant une répression plus violente que jamais et causant la mort d'un manifestant. Cela dura jusqu'à ce que les événements du 11-Septembre viennent mettre brutalement fin à cette escalade.

La création des forums sociaux a permis de prendre la relève, par l'organisation d'événements pacifiques permettant d'élaborer une réflexion plus large sur la mondialisation et de favoriser de nouvelles alliances, dans le but de mettre en œuvre des actions à plus long terme. La création de ces forums, plus particulièrement celle du Forum social mondial, relève pourtant elle aussi d'une réaction face à l'une des principales institutions du néolibéralisme, le Forum économique mondial de Davos[3]. Alors que le Forum économique se situait en haute montagne, dans une station touristique ultra-chic, inaccessible, au cœur d'un très riche pays du Nord, la Suisse, prospère paradis fiscal, et qu'il limitait ses invités à une élite puissante et fortunée, le Forum social se déroulait au centre d'une grande ville qui inventait une nouvelle forme de démocratie participative, au Brésil, dans un pays du Sud victime des plans d'ajustement structurel et divisé par de grandes inégalités sociales ; ce forum ouvrait ses portes à qui voulait partager les idées audacieuses qui circuleraient en abondance. Entre la chose et son contraire, le blanc et le métissé, l'hyper-organisé et le joyeusement anarchique, une antinomie fondamentale séparait les deux forums pourtant désormais liés l'un à l'autre.

3. Dans son livre *Tout a commencé à Pôrto Alegre* (Paris, Éditions Mille et une nuits, 2003), Bernard Cassen rappelle cette volonté initiale des organisateurs des premiers forums sociaux de créer un « contre-Davos ».

Tout aussi ciblées, de grandes campagnes internationales ont été lancées par le mouvement altermondialiste : celle qui combattait l'accord multinational sur l'investissement (AMI)[4], entente permettant aux grandes compagnies multinationales de poursuivre les gouvernements qui mettraient des obstacles à leur expansion ; celle qui s'opposait à la guerre en Irak, rassemblant des millions de personnes partout dans le monde, la plus spectaculaire, la plus réussie, même si elle n'est pas parvenue à empêcher l'invasion américaine ; celle qui voulait contrer la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA), qui a grandement contribué à faire échouer le projet ; celle, enfin, qui refusait l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) à l'OMC, qui a rassemblé des centaines de villes, communes, régions contre cet ambitieux projet de libéralisation de tous les services, tout cela sans compter les attaques répétées contre le FMI et la Banque mondiale, responsables d'avoir détruit des États en établissant des plans d'ajustement structurel et en forçant les pays à rembourser leur dette plutôt qu'à prendre en charge la survie de leurs citoyens et citoyennes.

Crises à la chaîne

En quelques années, le monde s'est transformé à un point tel que les jeux d'opposition entre l'altermondialisme et les défenseurs du néolibéralisme se sont beaucoup complexifiés. L'une après l'autre, les principales cibles du mouvement altermondialiste se sont effondrées. Le FMI et la Banque mondiale connaissent des difficultés majeures, alors que les pays cessent d'avoir recours à leur financement. Ils ont dû constater que leurs plans d'ajustement structurel ont été catastrophiques et sont en quête d'une nouvelle vocation depuis que les pays auxquels ils

4. Datant d'avant la création du Forum social mondial.

ont grandement nui leur tournent le dos. L'OMC cherche en vain à conclure le cycle de Doha, car elle fait face à l'intransigeance et aux contradictions des pays les plus riches qui soutiennent leurs propres économies à coups de subventions tout en exigeant l'ouverture des frontières des pays les plus pauvres. Cet échec vient surtout révéler les travers du soi-disant « libre-échange », qui protège férocement les firmes multinationales et enfonce les pays pauvres dans la misère. Le G8, l'une des principales cibles des altermondialistes, qui le considèrent comme illégitime, ne parvient plus à se justifier en tant que club sélect : le critère selon lequel il faut appartenir aux « pays les plus industrialisés » ne tient plus, avec la montée en puissance de pays tels la Chine, l'Inde, le Brésil (mais aussi l'Espagne, la Corée, sans oublier l'Australie… jusqu'où doit-on s'arrêter ?), alors que chute désastreusement l'Italie. D'autant plus que la grande prouesse de ce groupe élitiste est d'avoir, d'une année à l'autre, lancé des promesses qui n'ont pas été tenues.

Ces grandes organisations, mises en place pour promouvoir, accroître et outiller la mondialisation néolibérale, n'arrivent donc plus à exercer leur rôle. La mondialisation sera aussi enrayée par ses propres abus, conformément à ce qu'avaient annoncé les porte-parole du mouvement altermondialiste, qu'on traitait pourtant de prophètes de malheur. Le réchauffement climatique et l'épuisement des ressources naturelles, particulièrement du pétrole, obligent à repenser largement l'économie et le commerce international. L'augmentation des coûts des transports rendent moins propices les délocalisations, qui ne sont plus aussi rentables à mesure que le pétrole devient plus cher. La croissance sans limites, favorisée par la consommation extrême et le gaspillage, se heurte aux capacités limitées de notre planète et à la nécessité de stopper la destruction de l'environnement.

Le système financier en est venu quant à lui à se mordre la queue. À force de vouloir constamment n'en faire qu'à leur tête, de craindre comme la peste les réglementations, les élites des affaires ne sont parvenues qu'à provoquer des crises, dont la plus flagrante est celle des *subprimes* aux États-Unis, dans laquelle sont impliquées les plus grandes institutions financières. Il faut aussi mentionner les crises alimentaire et pétrolière, qui ont été accentuées par une spéculation honteuse et dont l'immoralité semble plus évidente que jamais.

Des réactions contradictoires

Ces crises laissent un goût amer à tous ceux qui en sont victimes, forcément. Elles déclenchent chez les dirigeants les réactions les plus contradictoires. D'une part, on prend acte des échecs qui s'accumulent. L'écologie commence à devenir un enjeu majeur dans les campagnes électorales. L'existence du réchauffement climatique est de plus en plus admise, même par certains groupes auparavant réfractaires à la reconnaître, comme les républicains aux États-Unis. Certains scientifiques cherchent à alerter les élus afin de les préparer à envisager un monde sans pétrole. Dans les milieux financiers, le mot « réglementation » ne semble plus tabou pour certains, et plusieurs spécialistes ne voient que l'établissement de règles plus sévères pour mettre fin aux présentes dérives. Le principe sacro-saint du libre-échange est remis en question, tant par les démocrates aux États-Unis que par le ministre du commerce indien Kamal Nath, par exemple, qui, inquiet devant l'idée d'ouvrir les marchés dans le secteur de l'agriculture, a déclaré lors des dernières négociations à l'OMC : « Je ne veux pas mettre en danger la sécurité alimentaire de millions de paysans »[5]. Lors de la dernière Conférence de Montréal,

5. Cité dans *Libération,* 30 juillet 2008.

réunissant les élites mondiales de la finance, les interventions laissaient davantage place au doute et à l'interrogation qu'à la réaffirmation péremptoire du dogme[6].

Mais d'autre part, on peut désespérer de la capacité des gens d'affaires, des gouvernements (et de ceux qui les élisent) de tirer une leçon des catastrophes. Malgré de beaux discours, la lenteur avec laquelle on met sur pied des mesures qui protégeraient vraiment l'environnement reste désespérante pour nombre d'écologistes. Les réactions face à l'épuisement des ressources, plus particulièrement du pétrole, sont extrêmement limitées. Comme le dit Normand Mousseau, auteur d'*Au bout du pétrole*, « À part la Suède, aucun pays ne se prépare sérieusement à un monde où les combustibles fossiles se feront rares. »[7] Aucune mesure ferme n'a été prise pour contrer les crises telle celle des *subprimes*, ou la spéculation sur le pétrole et les aliments. D'une façon générale, peu importe l'ampleur du problème, la force d'inertie et la crainte de briser l'interdit de réglementer dans l'intérêt commun semblent l'emporter.

L'une des plus importantes revendications du mouvement altermondialiste a été d'encourager les États à prendre leurs responsabilités en protégeant les citoyens et les citoyennes par des lois efficaces au profit de la majorité, en distribuant la richesse et en offrant de bons services publics. Nous avons déjà parlé de la pusillanimité de nos élus lorsqu'il s'agit de réglementer efficacement. La concurrence fiscale entre les États et le développement des paradis fiscaux rendent de plus en plus difficile la distribution de la richesse

6. Pour prendre connaissance du programme de cette rencontre, consulter le site www.conferencedemontreal.com.

7. Éditions MultiMonde, 2008, p. 142.

et permettent à quelques individus et aux grandes compagnies d'échapper à l'impôt et d'accumuler des revenus faramineux. Les diverses crises qui se sont produites ne semblent en rien une raison pour modifier la situation. Le sous-financement des États rend difficiles les contrôles : nombre de crimes financiers, d'atteintes à l'environnement ou aux droits de la personne restent impunis, si bien que pour les grandes entreprises, la délinquance devient payante. La marche vers la privatisation est désormais inévitable, d'autant plus que les États ne se donnent plus les moyens de financer adéquatement les services publics. Ces privatisations se font à haute échelle, dans tous les pays occidentaux, sournoisement, progressivement, de façon inéluctable, sans consultation de la population, et sont consolidées par des accords commerciaux bilatéraux qui se multiplient et se complexifient, au point de former une insaisissable nébuleuse.

Choisir la bonne voie

Devant tous ces changements, il devient de plus en plus difficile pour le mouvement altermondialiste de s'organiser. L'adversaire n'est plus aussi visible et clairement identifiable qu'auparavant. Désarçonné, devenu vulnérable par ses cuisants échecs, cet adversaire ne sait plus comment réagir, avoue parfois ses erreurs, mais ne parvient en vérité qu'à appliquer les seules solutions apprises, toujours les mêmes, celles qui ont mené à des désastres, mais qu'on continue à présenter comme les seules valables, parce qu'on n'en connaît pas d'autres (mais aussi parce que ces solutions continuent à enrichir les élites). Le discours des puissants est désormais plus complexe, plus paradoxal, la mondialisation ne s'appuie plus sur de grandes institutions qui appliquent fermement la doctrine, et ceux qui la défendaient osent parfois énoncer de nouvelles vérités, aussitôt contredites par des actions qui se rabattent sur de vieilles certitudes.

Le combat contre les grandes institutions internationales se ramenait à des questions de principes, telles la lutte contre la pauvreté, la marchandisation du monde et les atteintes à l'environnement. Mais ces luttes deviennent plus confuses lorsque toutes prétendent arriver aux mêmes objectifs, mais par des moyens radicalement différents. Les problèmes auxquels nous faisons face semblent de plus en plus difficiles à décortiquer, qu'il s'agisse des différents types de pollution ou du déploiement de produits toxiques, d'accords bilatéraux, toujours plus nombreux, tortueux labyrinthes juridiques, ou de produits financiers particulièrement compliqués, dont les montages sont de purs embrouillaminis. Ce qui mène à de véritables batailles de spécialistes. Les experts reliés au milieu des affaires, qui ont mis en place ces diverses inventions, ont intérêt à garder leurs trouvailles incompréhensibles pour le commun des mortels. Ceux du mouvement altermondialiste ont développé une grande compétence dans des domaines extrêmement spécialisés et réussissent à formuler d'efficaces répliques. Ces luttes de savants restent cependant démobilisatrices pour nombre de militants altermondialistes qui peinent à suivre et qui voient les principes auxquels ils tiennent disparaître sous des débats proférés dans une langue sibylline et d'une grande technicité.

Les altermondialistes n'ont pas eu le plaisir de goûter à leurs victoires, par exemple les blocages de l'AMI, de la ZLÉA, du Traité constitutionnel européen (TCE), du cycle de Doha, victoires qu'on ne peut pas fêter parce qu'elles consistent à avoir réussi à éviter le pire plutôt que de mettre en place des mesures qui assureraient plus d'équité et de justice. Les avancées dans les autres domaines sont annihilées par les victoires électorales successives d'une droite particulièrement dure et peu accommodante, au Canada, aux États-Unis, en France,

en Italie, en Russie, etc. Dans de telles circonstances, il devient difficile de garder espoir et de continuer la lutte. Cela expliquerait à mon avis beaucoup plus l'« essoufflement » du mouvement altermondialiste que les luttes internes, la mésentente quant au projet de se lancer dans la politique active ou l'absence de reconnaissance auprès des médias, comme l'ont souligné certains observateurs.

Il semble certain cependant que le mouvement, dans ses orientations générales, reste plus nécessaire que jamais. Face aux crises et aux catastrophes qui se succèdent, les hommes et les femmes d'État, de même que les autres grands décideurs, sont à la croisée des chemins : ou ils continuent d'appliquer les mêmes politiques, créant à nouveau du malheur en série, ou ils se mettent à l'écoute de ceux qui ont eu raison, qui tiennent plus que tout à défendre la justice, à protéger la biodiversité, à penser en fonction de l'avenir de l'humanité plutôt qu'en termes de profits à court terme. Il ne faut certes pas perdre espoir. Dans cette période d'incertitude qui est la nôtre, les pressions du mouvement altermondialiste, si elles restent fermes et constantes, contribueront sans aucun doute lancer ceux qui nous gouvernent dans la bonne voie.

De la sécurité alimentaire à la souveraineté alimentaire

PAR GUY PAIEMENT

L'échec récent qu'a connu l'Organisation mondiale du commerce concernant l'agroalimentaire constitue un événement incontournable. Les 153 pays représentés n'ont pu s'entendre, en effet, sur des normes concrètes susceptibles d'orienter les échanges internationaux. Si les raisons en sont multiples, la principale d'entre elles tient au refus de plusieurs pays du Sud d'avaliser l'ordre actuel des choses mis en place par les pays les plus riches de la planète. Quand le premier Forum social mondial, en 2001, a vu des représentants d'organisations paysannes remettre en cause le modèle de développement alors en vigueur, on était loin de se douter que leurs analyses et leurs propositions seraient reprises, quelques années plus tard, au sein de l'OMC et changeraient la donne. C'est pourtant ce qui s'est passé. Des visions très différentes du développement sont ici en cause et il est stimulant de constater qu'elles traversent aussi notre propre pays. Mieux comprendre les changements en cours devrait pouvoir nous aider à mieux cibler les enjeux qui nous attendent.

D'où vient la crise ?

La plupart des analystes s'entendent pour situer l'origine récente de la crise actuelle dans ce que l'on appela « la révolution verte ». Initiée par les grands organismes internationaux et les multinationales de l'agrobusiness, elle consista à encourager les États et leurs agriculteurs à passer à l'agriculture industrielle et à utiliser des semences issues de la haute technologie pour maximiser leurs résultats. Cette politique fut accompagnée d'une aide financière qui obligea les pays à accepter l'ouverture de leurs marchés et à suivre les conditions prescrites pour être à même de payer leurs dettes. Les pays qui entrèrent dans cette orientation en virent rapidement les effets dévastateurs : disparition des petits producteurs, dépendance envers les grandes compagnies pourvoyeuses de semences, conséquences fâcheuses de la monoculture et des produits chimiques sur l'environnement. En quelques années, plusieurs pays virent leur système alimentaire s'effondrer et durent affronter la colère de leurs populations en proie à la faim et à l'exode rural.

Ces dernières années, la crise du pétrole provoqua la recherche d'autres sources d'énergie. C'est alors que l'on se lança dans la production des agro-carburants, provoquant rapidement un déplacement d'une partie de la production agricole vers sa conversion en carburant. Les prix de ces denrées se mirent à monter, ce qui empira l'appauvrissement de beaucoup de populations paysannes. Ajoutons que des spéculateurs se mirent rapidement de la partie, achetant à bas prix les denrées de base, les stockant pour les revendre plus tard. Ainsi donc, indépendamment des cataclysmes naturels et des guerres, l'ensemble de ces décisions a produit une crise de l'alimentation sur l'ensemble de la planète. Elles ont en même temps créé un enrichissement de certaines grandes

compagnies et de leurs intermédiaires, tandis que de plus en plus de gens connaissaient la faim et la misère.

Dès le début de cette « révolution », plusieurs associations de paysans et des ONG avaient bien décrypté la logique perverse qui se mettait en place. Est-il nécessaire, en effet, que la nourriture, et donc l'alimentation qui en découle, entre complètement dans la logique du commerce international ? Les intérêts commerciaux sont-ils au-dessus du droit des populations à bien se nourrir ? Leur réponse fut sans équivoque : c'était non !

Soulignons ici qu'à la même période, on a vu des pays contester le fait que la culture soit considérée comme un bien marchand semblable à n'importe quel autre. Même si des dimensions commerciales ne sont pas absentes d'une industrie culturelle donnée, elles ne peuvent pas s'y restreindre. Un État doit avoir le pouvoir de protéger sa culture et de la développer puisque cette dernière représente la compréhension qu'il a de ses racines, de sa langue et de son avenir. C'est avec ces convictions à l'esprit que le Québec a su faire front commun avec d'autres pays pour affirmer que la culture des peuples doit échapper à la logique marchande de l'OMC. L'Unesco a reconnu cette particularité et, même si tout n'est pas réglé pour autant, une politique d'exception fut acceptée par de nombreux pays. Les États qui ont réussi à faire échec aux propositions des pays les plus prospères semblent croire qu'il devrait en être ainsi pour l'agriculture. Celle-ci doit avoir comme fonction première de nourrir les communautés humaines qui habitent une région donnée avant d'être un bien de commerce laissé à la fluctuation des marchés et des intérêts de quelques-uns. Cette vision, faut-il le souligner, s'enracine dans le droit universel à se nourrir, lequel est antérieur au droit de produire et de s'enrichir.

La sécurité alimentaire et ses limites

Une traduction de ce droit se retrouvera dans le concept de sécurité alimentaire. C'est dans les années 1970 que la Banque mondiale le proposa. Profitant des menaces de pénurie alimentaire dans certains pays, elle incita ces derniers à s'occuper avant tout de garantir à leur population l'accès aux biens de nourriture. Les pays désignés devaient alors déployer les efforts nécessaires pour ouvrir leurs frontières et recevoir des réserves de nourriture des grands pays producteurs. On gommait ainsi les conditions d'achat, les chambardements introduits dans la production locale, l'érosion des coutumes et de la culture locale, l'endettement encouru par les États et les détournements de fonds par les élites locales ou l'armée. Cette perspective centrée sur l'individu fut pourtant acceptée. En 1976, nous retrouverons ce même concept chez nous. Il fut accepté assez facilement par le gouvernement et ce sont les diverses Régies de la santé qui s'en firent les propagandistes. La sécurité alimentaire devenait ainsi un problème de santé publique et non une responsabilité proprement politique qui aurait nécessité des arrimages entre les divers ministères et la prise au sérieux de la capacité économique des populations dites à risque.

Ce furent les groupes communautaires qui revendiquèrent une approche plus globale. Regroupés, pour la plupart, dans le réseau de la Table de concertation sur la faim et le développement social du Montréal métropolitain, la grande majorité des organismes d'aide alimentaire travaillaient, depuis une vingtaine d'années, avec les populations montréalaises qui ont de la difficulté à joindre les deux bouts et cela pour plusieurs raisons. En lien direct avec la population, ils étaient à même de vérifier que l'accès à la nourriture était loin d'être assuré dans tous les quartiers. Ils voyaient aussi que la perte de réseaux sociaux apportait avec elle une grande fragilité psychologique, développait une

faible estime de soi, engendrait une ignorance des procédés culinaires et sécrétait souvent l'incapacité de sortir de la pauvreté, malgré des emplois précaires ou mal payés. C'est donc à toutes ces dimensions qu'il fallait s'attaquer. Devant la complexité de la tâche, plusieurs renoncèrent à faire beaucoup plus que d'offrir de simples services d'aide d'urgence. D'autres, malgré leur propre fragilité économique, décidèrent d'aborder la faim dans une perspective plus politique. Ce fut ce second courant qui, à partir de 2002, participa activement à une réflexion collective afin de se donner une politique globale de sécurité alimentaire. Pendant trois ans, à raison d'une rencontre par mois, et souvent davantage, les groupes mirent leurs connaissances en commun, firent venir des ressources externes pour les approfondir et créèrent des arrimages avec le milieu municipal, le monde scolaire, la Régie régionale, le milieu universitaire. On fit des recommandations concrètes dont on entendra des échos dans divers lieux. À titre d'exemples, mentionnons la proposition de subventionner la production biologique pour la rendre accessible à plus de personnes, l'invitation faite aux commissions scolaires de favoriser l'alimentation santé dans leurs cafétérias, de favoriser les achats institutionnels de nourriture auprès des producteurs locaux, de soutenir les initiatives citoyennes qui redonnent aux gens le goût de se réapproprier l'art de cuisiner, de préconiser l'augmentation du revenu familial pour se bien nourrir, etc. Le travail des groupes fut encore bonifié par la participation de l'Association québécoise des banques alimentaires et des Moissons, d'Équiterre, d'Option consommateur, de l'Ordre professionnel des diététistes et de l'Union des consommateurs. Un rapport fut remis au gouvernement à l'occasion de la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois le 31 mars 2007. [1]

1. Table de concertation sur la faim et le développement social de Montréal — Comité de mobilisation politique, *Pour une politique nationale de l'alimentation au Québec,* Montréal, TCFDSMM, 31 mars 2007.

Pendant ce temps, d'autres groupes sociaux remettaient en cause le modèle industriel de l'agriculture et de l'élevage et proposaient une approche dite « paysanne ». Un courant plus écologique signala les conséquences sur l'environnement d'une production porcine avant tout destinée à l'exportation. Certains mirent en place des réseaux d'achats directs avec les agriculteurs et favorisèrent la multiplication de marchés publics alimentés directement par les producteurs. Enfin, l'engouement pour les produits écologiques fit de nombreux adeptes très déterminés. Toutes ces préoccupations furent représentées à la Commission gouvernementale. Le gouvernement n'a pas encore fait son lit, mais tous les ingrédients sont réunis pour imaginer une véritable politique globale de sécurité alimentaire. Certes, les tenants de l'idéologie néolibérale semblent avoir le vent dans les voiles et voient d'un mauvais œil toute tentative de freiner le laisser-faire actuel. Pourtant, des changements partiels se mettent déjà en place sous la poussée des préoccupations au sujet des coûts du système de santé : l'industrie du tabac a fondu au soleil et la malbouffe est en train de disparaître des milieux scolaires. Les groupes écologistes scrutent chacun des projets importants et présentent leurs contre-expertises. La santé et la qualité de l'environnement deviennent ainsi des vecteurs qui incitent les décideurs à ne pas tabler seulement sur la sensibilisation individuelle, mais à créer des conditions sociales concrètes qui rendent les changements possibles. Plusieurs espèrent que ce courant atteigne aussi le monde du travail, car c'est là que les changements seront déterminants. À quoi bon, en effet, avoir un parterre de fleurs devant son lieu de travail et mordre avec volupté dans son croque-monsieur santé si son travail devient une nouvelle forme d'esclavage assisté par ordinateur ?

Participer à définir les limites

Les transformations en cours, qui proviennent pour la plupart de la société civile, mettent en relief le changement de paradigme qui s'infiltre dans l'univers des prises de décision. Pendant des années, les efforts d'un peu tout le monde ont consisté à *s'adapter* à la situation provoquée par les organismes internationaux et les grandes compagnies. Les structures qui se mettaient en place n'étaient pas remises en question. Il s'agissait plutôt d'apprendre à *fonctionner* dans les réalités existantes. Sous la poussée de la mondialisation des marchés, l'État est devenu de moins en moins le seul maître d'œuvre du progrès de la société. Il a accepté très rapidement d'être le haut-parleur qui rappelle les contraintes extérieures. Qu'il s'agisse du déficit zéro ou de notre place sur les marchés internationaux, il se fait de plus en plus le porte-voix de ce qui lui échappe. Or de multiples acteurs de la société civile ont déjà pris acte des changements en cours et revendiquent d'être, eux aussi, les *définisseurs des limites* qui les concernent. Limites pour l'environnement, limites pour assurer le développement des personnes, limites pour avoir prise sur son territoire et son milieu de vie, limites pour décider de sa nourriture et de son eau. Les États qui, lors de la dernière rencontre de l'OMC, se sont opposés au modèle mis en place par les pays les plus riches l'ont fait en écoutant les voix de leurs populations les plus fragiles. C'est ainsi que je comprends leur revendication de souveraineté alimentaire. Il ne s'agit pas de dresser des murs autour des pays, mais de permettre aux gens d'avoir prise sur leur alimentation. Celle-ci ne consiste pas seulement à avoir de quoi manger, mais s'inscrit dans des rapports complexes qui s'enracinent dans la culture des gens et dans la dignité qu'il y a à être un peu maître de sa vie et de son environnement. « Le modèle auquel nous aspirons, résume le rapport déjà cité, devrait avoir

pour mission première de nourrir la population du Québec dans une perspective de santé, de respect de l'environnement et de pouvoir citoyen ».

Il est encore trop tôt pour prévoir la suite des choses à l'OMC. D'ores et déjà, on peut cependant affirmer qu'une nouvelle étape vient d'être franchie sur la question agroalimentaire. Certains pays d'Amérique du Sud entrevoient des accords avec l'Europe. Au Québec, il existe actuellement un ensemble de forces qui préparent encore de mille et une façons une politique alimentaire originale et qui attend l'accompagnement politique. Comme il l'a fait pour l'exception culturelle, le Québec peut chercher des alliés dans d'autres pays pour promouvoir une nouvelle manière d'avoir prise sur son alimentation. En bout de piste, ce que rappelle ici le mouvement altermondialiste, c'est qu'il n'est pas suffisant de s'adapter aux orientations des puissants, encore faut-il s'interroger sur la direction que nous voulons prendre collectivement. L'innovation est alors incontournable et elle doit se donner des réseaux de complices pour dépasser l'émiettement et la récupération.

Repères bibliographiques

ATTAC, *Inégalités, crises, guerres : sortir de l'impasse,* Paris, Mille et une nuits, 2003.

Roméo Bouchard, *Plaidoyer pour une agriculture paysanne,* Montréal, Écosociété, 2002.

Développement et paix, *La faim et le profit : crise du système alimentaire,* Montréal, juin 2008.

Jacques B. Gélinas, *La globalisation du monde : laisser faire ou faire ?,* Montréal, Écosociété, 2000.

John Madeley, *Le commerce de la faim. La sécurité alimentaire sacrifiée à l'autel du libre-échange,* Montréal, Écosociété, 2002.

Helena Norberg-Hodge *et al., Manger local : un choix écologique et économique,* Montréal, Écosociété, 2005.

Revue *Relations,* « L'agriculture insoutenable », Montréal, numéro 277, juin 2002.

Jean Ziegler, *Le droit à l'alimentation,* Paris, Mille et une nuits, 2003.

Écologie politique et altermondialisme

PAR MICHEL LAMBERT

Les réserves d'eau douce et potable et les dernières forêts disparaissent à des rythmes effrénés. Les déserts poursuivent leurs avancées. Des espèces s'éteignent quotidiennement. La satisfaction des besoins élémentaires des populations les plus pauvres continue d'affaiblir les derniers écosystèmes. Sur un autre front, et malgré des pressions de plus en plus importantes, le capitalisme demeure avide et destructeur. L'extraction du pétrole des sables bitumineux canadiens, la coupe du bois en Amazonie comme au Québec, l'or sud-américain, les diamants africains, etc., continuent d'alimenter un système insatiable en ressources naturelles et prêt à tous les excès polluants pour se maintenir.

Alors que les effets des changements climatiques s'accélèrent, alors qu'il est reconnu scientifiquement qu'il nous faudrait aujourd'hui 1,6 planète Terre pour supporter l'activité humaine, alors qu'il devient clair que notre action sur cette planète est plus grande que la capacité de régénération de celle-ci, la

question des droits environnementaux des générations futures est dorénavant posée. Prisme universel d'analyse du politique et du social, la compréhension des liens et surtout de l'incompatibilité entre la protection de l'environnement et le système capitaliste industriel représente le défi majeur pour l'avenir du mouvement altermondialiste.

Les enjeux dépassent largement les frontières. Des problèmes tels que l'amincissement de la couche d'ozone et le réchauffement climatique n'affectent pas uniquement les pays qui polluent le plus, et ils ne peuvent être résolus sans une intervention à l'échelle planétaire. Face à ce constat, les gouvernements sont lents et promeuvent encore et toujours un essor économique rétrograde, qui repose sur une industrialisation alimentée aux combustibles fossiles. La campagne électorale fédérale de 2008 au Canada a bien failli faire de la question environnementale un enjeu central, pour la première fois d'ailleurs. Mais l'essentiel des propositions avancées par les différentes formations politiques se sont limitées à un timide affrontement entre le « laisser-faire » conservateur et ces « nouvelles » idées qui reposent encore et toujours sur un invisible marché censé pouvoir se renouveler dans la mesure où nous saurions établir les bonnes balises. Même chez nous, les gauches tergiversent toujours sur la manière de faire diminuer l'appétit pour la consommation de masse sans faire régresser le peu d'acquis sociaux durement gagnés que nous avons.

Au mieux donc, en taxant les pollueurs, des gouvernements « verts » espéreraient que le marché puisse favoriser la mise en vente de produits « verts », éco-énergétiques, durables, etc. Des produits renouvelés, repeints en vert, ne modifiant que très peu le système de surproduction et de surconsommation capitaliste. Ces « changements » n'auraient que des conséquences marginales

en termes d'amélioration de la crise environnementale et aucun effet sur les changements climatiques. C'est l'*éco-capitalisme* et, à peu de choses près, cela nous maintient devant les mêmes défis.

Dans un système éco-capitaliste idéal, cette approche minimale en faveur d'une consommation « verte » pourrait être associée à une approche législative visant à limiter la production de polluants, à protéger les individus et les communautés contre eux-mêmes tout en contribuant à l'éducation environnementale. Mais même « éco-capitalistes », les gouvernements demeurent timides puisqu'ils tirent une bonne partie de leur appui de gens et d'entreprises qui polluent.

À l'échelle internationale, ces questions revêtent une connotation toute particulière quand on sait que l'essentiel de la pollution vient des pays très industrialisés, comme le Canada. C'est paradoxalement dans ces pays que, malgré les inégalités, s'est construite une plus grande « justice sociale » par une certaine redistribution, bien que très mince, d'une production beaucoup plus importante. Aujourd'hui, une foule de pays émergents – notamment les BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine) – aspirent minimalement au même niveau de vie que les pays du Nord, et ils ont toujours, pour l'instant, une empreinte écologique plus faible. Pour l'instant seulement, car le développement passe souvent entre autres par l'exploitation des ressources naturelles comme au Brésil où les « promoteurs » ont les yeux rivés sur l'Amazonie, poumon de la planète.

Au Brésil justement, c'est en tentant de concilier plus de « développement » pour 60 millions de Brésiliens, d'une part, et un air plus pur pour six milliards de terriens, d'autre part, que le gouvernement Lula s'est lancé en 2007 dans une gigantesque consultation nationale visant l'adoption de sa nouvelle politique

environnementale. Étalé sur plusieurs mois, le processus a pu impliquer 100 000 Brésiliens dans tous les États du pays. La ministre de l'environnement d'alors, la progressiste Marina Silva, avait dirigé la consultation d'une main de maître, favorisant jusqu'à la fin la protection des écosystèmes brésiliens. Mais les pressions des promoteurs capitalistes locaux et internationaux eurent finalement raison d'elle qui, désavouée par son propre gouvernement, a dû ultimement remettre sa démission au lendemain de la clôture de la conférence finale.

Ce nouvel échec, d'autant plus troublant qu'il est le fait d'un gouvernement progressiste, repose encore les mêmes questions. Comment les aspirations des pays du Sud à une plus grande équité peuvent-elles être comblées sans que cela repose sur une production et consommation de masse entraînant davantage de destruction de notre écosystème ? Est-ce que capitalisme et protection des écosystèmes sont compatibles ?

Convergence des mouvements sociaux et environnementaux

Il faut repenser le développement. Sans un changement social et culturel, il n'y aura pas de demande de production verte et pas de pressions sur les gouvernements pour qu'ils agissent. Sans une approche législative, les changements tarderont à se faire à grande échelle et les insouciants annuleront les efforts des autres. Sans pressions sur l'appareil productif, nous n'aurons pas de solutions de rechange pratiques pour faire les choses autrement au quotidien. C'est évidemment en répondant à ces premières questions que la contribution des altermondialistes est précieuse parce qu'ils promeuvent des propositions des changements sociaux et culturels, qu'ils cherchent à encourager des valeurs non consuméristes et à concevoir le développement à l'aide d'objectifs qui ne sont pas ceux de la croissance économique à tout prix.

Mais il importe d'aller plus loin, car il n'est pas possible d'articuler ces changements sociaux dans une même vision d'ensemble sans intégrer des notions transversales d'écologie politique. Cette écologie va au-delà de la stricte étude du biotique et insiste sur les dimensions sociale, politique et culturelle organisant le rapport des humains à la nature. Plus que jamais, il importe de marier les mouvements altermondialistes aux mouvements écologiques !

De l'écologie à l'éco-socialisme

À l'avant-garde de la mouvance de l'écologie politique se retrouve l'éco-socialisme qui vise à fournir une alternative radicale au système capitaliste industriel par une politique économique basée sur des critères non monétaires, soit les besoins sociaux et l'équilibre écologique. Le but de l'éco-socialisme est de créer une nouvelle société fondée sur la rationalité écologique, le contrôle démocratique, l'égalité sociale, et où prédomine la valeur d'usage sur la valeur d'échange. L'existence de cette société suppose la mise sur pied d'une planification démocratique, d'objectifs d'investissement et de production et une nouvelle structure technologique au service des forces productives de l'humanité. En d'autres mots, elle exige une transformation sociale et économique révolutionnaire.

Pour arrêter le processus catastrophique du réchauffement climatique global avant qu'il ne soit trop tard, les éco-socialistes proposent des changements radicaux à trois niveaux : 1. dans le système énergétique, en remplaçant les combustibles fossiles qui sont responsables des effets de serre (pétrole, charbon) par des sources énergétiques propres comme les éoliennes ; 2. dans le système de transport, en réduisant de façon draconienne l'utilisation de camions et de voitures particulières et en leur substituant des moyens de transport publics

économiques et efficaces ; 3. dans les normes actuelles de consommation, basées sur la production de déchets, en faisant la promotion de la modération et de la simplicité volontaire ainsi que de la concurrence apprivoisée.

Cela n'est qu'une infime partie des propositions contenues dans le Manifeste éco-socialiste actuellement en cours de rédaction par le Réseau international éco-socialiste[1].

Construire une société durable

Le réchauffement climatique planétaire ne sera sans doute pas vaincu par la négociation de nouveaux traités. Comme l'a démontré l'exemple du protocole de Kyoto, le système capitaliste industriel ne favorise aucunement le respect de telles ententes qui vont à l'encontre de sa raison d'être. La solidarité internationale avec les opprimés et les victimes d'écocides peut agir sur ce point. Partout, les peuples autochtones sont à l'avant-garde de ces batailles en combattant des multinationales polluantes, l'agrobusiness toxique, les semences génétiquement modifiées envahissantes, ou encore les biocombustibles qui détournent le maïs vers les réservoirs des voitures au détriment des pauvres et des affamés. Ce sont des combats auxquels les altermondialistes doivent se joindre maintenant. La collaboration entre les mobilisations écologiques anticapitalistes dans le Nord et dans le Sud est maintenant une priorité stratégique.

En janvier 2009, le Forum social mondial se tiendra justement en Amazonie et revêtira par conséquent une forte couleur environnementale. Il sera, de plus, associé au premier Forum social « Science et Démocratie » visant justement à

1. Pour plus d'informations sur ce réseau et son manifeste, consultez son site : http://www.ecosocialistnetwork.org

construire des ponts entre le monde scientifique et la mouvance altermondialiste. Pour assurer la survivance de l'espèce humaine, les multiples mouvements qui seront présents à Belém doivent entreprendre de discuter de questions fondamentales liées non seulement au maintien mais aussi au développement des écosystèmes. Plus que jamais les forums sociaux nationaux, régionaux, internationaux et thématiques doivent viser les convergences entre tous les mouvements sociaux et les mouvements environnementaux de façon à assurer une intégration transversale du prisme d'analyse de l'écologie politique au sein des luttes. Des secteurs entiers de l'industrie et de l'agriculture doivent être revus, voire supprimés, alors que des solutions de rechange doivent maintenant être créées. Des processus de décision publics et démocratiques sur les changements nécessaires dans le financement du développement et dans la technologie doivent remplacer le contrôle par les banques, les sociétés transnationales et les gouvernements capitalistes afin de servir le bien commun et permettre l'établissement de sociétés durables.

Les travailleurs migrants, nouveaux non-citoyens du monde

PAR VICTOR PICHÉ

Le phénomène des migrations internationales pose en ce début de siècle des défis à la mesure des transformations sociales et politiques qui affectent l'ensemble des pays de la planète. En particulier, la mondialisation change radicalement la donne en ce qui concerne le rôle des migrations internationales et surtout la place dévolue aux travailleurs migrants. Nous assistons présentement à la mise en place d'un nouveau régime migratoire axé sur le refus de l'intégration citoyenne inscrit dans des programmes de travailleurs étrangers qui mettent l'accent sur l'aspect temporaire des permis de travail.

Ce nouveau contexte migratoire n'est pas sans contradictions. Nous en relevons trois ici, que nous présentons sous forme de paradoxes. Premier paradoxe : alors que la mondialisation des marchés de tout acabit (capital, biens, services, cultures, idéologies) exerce des pressions énormes sur la libéralisation de

la circulation des personnes et favorise une gestion mondiale des migrations, les États mettent en place des politiques migratoires de plus en plus restrictives au nom de la souveraineté nationale. Deuxième paradoxe : alors que les pays développés sont sous le « choc » démographique caractérisé par d'importantes pénuries de main-d'œuvre, les discours anti-immigration font rage, soit au nom de la sécurité nationale, soit au nom de valeurs nationales fondamentales à préserver. Enfin, troisième paradoxe : alors que le paradigme des droits de la personne, et en particulier des droits des travailleurs migrants, semble émerger comme discours important, les politiques migratoires s'orientent dans un sens contraire en octroyant le moins de droits possibles aux travailleurs migrants et aux membres de leur famille.

Après avoir explicité davantage ces trois paradoxes, nous allons proposer une voie alternative de gestion des migrations internationales face au nouveau contexte mondial, axée sur la libre circulation des personnes et le respect des droits fondamentaux.

Paradoxe 1 : la souveraineté nationale versus la mondialisation

Durant tout le XXe siècle, les politiques migratoires ont logé à l'enseigne d'un modèle unique basé sur la souveraineté nationale. En effet, les principes sous-tendant la gestion des migrations internationales sont devenus tellement prégnants que l'on peut parler d'un véritable paradigme dont les postulats sont considérés comme « allant de soi » et donc non discutables. Le premier postulat, qui constitue l'assise du paradigme, pose comme principe quasi absolu la souveraineté nationale au nom de laquelle toute politique migratoire doit d'abord et avant tout répondre aux intérêts nationaux. Le deuxième postulat, intrinsèquement relié au précédent, met en avant la primauté de la

sécurité nationale, préoccupation devenue omniprésente depuis les attaques du 11 septembre 2001.

Ce paradigme nationaliste et utilitariste est pourtant ébranlé par le phénomène de la mondialisation, le niveau national étant de moins en moins efficace en ce qui concerne la gestion des migrations internationales. En effet, l'État-nation est considéré comme incapable de contrôler efficacement les flux migratoires de façon unilatérale[1]. La mondialisation affecte les migrations internationales sous au moins deux angles. Premièrement, on assiste présentement à une accélération des mouvements migratoires Sud-Nord due, d'une part, à la forte pression à l'émigration engendrée par l'accroissement des inégalités socio-économiques entre les pays du Nord et ceux du Sud et, d'autre part, aux nouveaux besoins en main-d'œuvre des pays du Nord (nous y reviendrons). Deuxièmement, il y a également une accélération des tentatives de mise en place d'une gestion davantage multilatérale des flux migratoires. La mondialisation a fait émerger de façon importante depuis le début des années 1990 une école de pensée qui revendique la nécessité de passer d'une gestion unilatérale et nationale à une gestion multilatérale et mondiale des flux migratoires[2]. Il est clair que les années 1990 ont vu se multiplier les discussions multilatérales, qu'elles impliquent les gouvernements ou les grandes institutions internationales, en particulier dans tout le système des Nations unies[3].

1. A. Dieckhoff, *La nation dans tous ses états,* Paris, Flammarion, 2000.

2. B. Gosh, *Managing Migration : Time for a New International Regime,* Oxford University Press, 2000.

3. H. Pellerin, « Intégration économique et sécurité : nouveaux facteurs déterminants de la gestion de la migration internationale », *Choix,* vol. 10, nº 3, 2004, p. 1-30 et V. Piché, « Immigration, mondialisation et diversité culturelle : comment « gérer » les défis ? », *Diversité urbaine,* 5, 1, printemps 2005, p. 7-27.

Malgré ces tendances globalisantes, les gouvernements des pays du Nord continuent, non seulement à revendiquer la mainmise absolue sur les politiques migratoires, mais à élaborer des politiques migratoires répressives et restrictives[4]. C'est là le premier paradoxe fondamental qui caractérise actuellement les migrations internationales.

Paradoxe 2 : les discours anti-immigration versus le « choc » démographique

Tous les pays développés font présentement face à un choc démographique caractérisé par le vieillissement de leur population et des taux de croissance démographique sur le point de devenir négatifs. De sérieux problèmes de main-d'œuvre sont d'ores et déjà à prévoir d'ici quelques années. Ainsi, selon une étude citée par le journal *La Presse*, « le Québec aurait besoin de 300 000 immigrants par année pour parer le choc démographique brutal qui frappera le marché de l'emploi d'ici cinq ans[5] ». Dans ces conditions, la migration internationale devient la composante principale de la croissance démographique. Par exemple, pour la période 2000-2005 dans les pays développés, la migration internationale nette serait de 2,6 millions alors que la croissance naturelle (naissances moins décès) ne serait que de 1 million.

Dans ce nouveau contexte démographique et économique, la plupart des pays développés hésitent à ouvrir leurs frontières aux immigrants, et c'est là le deuxième paradoxe. D'une part, selon une compilation récente faite par les Nations unies, les tendances depuis 1976 vont plutôt dans le sens d'une

---

4. F. Crépeau et D. Nakache, « Controlling Irregular Migration in Canada : Reconciling Security Concerns with Human Rights Protection », *Choices,* vol. 12, nº 1, 2006, p. 1-39.

5. *La Presse,* 14 août 2008, p. A1.

restriction de l'immigration[6]. Par exemple, en 1976, 86 % des gouvernements affirmaient que leur politique allait dans le sens de maintenir les niveaux en vigueur et seulement 7 % pensaient les diminuer. En 2003, la proportion visant la réduction de l'immigration atteint 34 %. D'autre part, les discours anti-immigration et xénophobes de même que les pratiques discriminatoires sur le marché de l'emploi sont monnaie courante. Bref, comme l'affirme Legoux[7], les craintes démographiques jouent contre les droits humains.

Paradoxe 3 : les droits des migrants versus la migration temporaire ou le refus de la citoyenneté

La réponse politique face aux problèmes de main-d'œuvre dépend des types de besoins. Pour la main-d'œuvre hautement qualifiée, les solutions passent parfois par des politiques d'immigration offrant la résidence permanente, comme c'est le cas par exemple dans les pays d'immigration comme le Canada, les États-Unis, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Il faut mentionner que plusieurs pays d'Europe envisagent actuellement de telles politiques. La tendance actuelle est de rendre de plus en plus sélectif, voire élitiste, ce genre de politiques. Par ailleurs, un volet « migrations temporaires », en lien avec les traités de libre circulation des biens et services, existe également pour faciliter la mobilité de la main-d'œuvre hautement qualifiée impliquée dans les services touchés par ces traités. Par contre, pour les besoins de main-d'œuvre moins qualifiée (manuelle), les gouvernements ont de plus en plus tendance à recourir à des programmes de migrations temporaires. Dans le cas de ce type de main-d'œuvre, les gouvernements sont réticents à octroyer

6. V. Piché, *op. cit.*

7. L. Legoux, « Les craintes démographiques contre les droits humains », dans Caloz-Tschopp, M.-C. et P. Dasen, (dir.), *Mondialisation, migration et droits de l'homme : un nouveau paradigme pour la recherche et la citoyenneté,* Bruxelles, Bruylant, 2007, p. 551-580.

aux migrants temporaires les mêmes droits que ceux octroyés aux nationaux et aux résidents permanents.

Cette tendance au recours à la migration temporaire est largement appuyée à l'échelle internationale par un consensus idéologique sur la pertinence de tels programmes. Tant la Commission globale sur les migrations internationales[8] que le Bureau international du travail (BIT)[9] font des recommandations en ce sens, basées sur le principe de l'offre et de la demande : d'un côté, il existe une « offre » de personnes « pauvres » qui ont un pressant besoin de revenus. De l'autre côté, une demande importante de main-d'œuvre se développe dans des secteurs d'emploi peu ou non qualifiés, qu'il est difficile, voire impossible, de satisfaire sur place. Bref, permettre à ces travailleurs d'avoir accès à des revenus appréciables fait l'affaire de tout le monde : les migrants, les pays d'origine et les pays de destination. Très récemment encore (2006), l'« Initiative internationale migration et développement », lancée par l'Organisation internationale des migrations (OIM) en collaboration avec le secteur privé, la Banque mondiale et certains gouvernements, argumentait en faveur d'une plus grande mobilité temporaire des travailleurs afin de faire face aux écarts croissants entre la demande et l'offre de travail.

Le Canada ne fait pas exception en ce domaine. Certes, historiquement, le Canada a toujours projeté une image de pays d'immigration et favorisé le recrutement de travailleurs étrangers par la voie de la sélection assortie de la résidence permanente.

---

8. Global Commission on International Migration, *Migration in an interconnected world : New directions of action,* 2006.

9. International Labor Organization, *ILO Multilateral Framework on Labour Migration : Non-binding principles and guidelines for a rights-based approach to labour migration,* Genève, 2006.

Certes, un certain nombre de travailleurs temporaires sont entrés au Canada au cours des années 1970 et 1980, mais ce nombre est demeuré limité. Toutefois, depuis environ une dizaine d'années, cette image s'est considérablement transformée en raison des changements cruciaux du contexte économique et démographique dont nous avons parlé précédemment. De plus, les pressions des employeurs canadiens pour lier directement emplois et travailleurs sont à la base de la mise sur pied de programmes de travailleurs temporaires et de l'augmentation considérable de ce type de migrations au Canada[10]. Cette tendance va s'accentuer dans l'avenir et le gouvernement actuel vient d'annoncer d'importants changements dans ce programme pour rendre plus facile et rapide le processus de recrutement, augmenter le nombre d'occupations « sous pression » et accroître la durée des visas (jusqu'à trois ans).

Parallèlement à ce mouvement vers la prolifération de programmes de recrutement de travailleurs temporaires, le paradigme des droits des migrants se développe de façon importante, surtout depuis les années 1990[11]. En effet, ce paradigme des droits humains, y compris son application aux migrants et migrantes, trouve de nombreux lieux de promotion au niveau global, que ce soit par l'intermédiaire des organisations internationales comme le BIT et l'OIM, ou des organisations non gouvernementales. Il y a présentement une mobilisation importante à l'échelle internationale en faveur de la ratification de l'instrument clé en matière de droits des migrants, à savoir la Convention des Nations unies sur la protection des droits

10. V. Piché, « Une politique canadienne discriminatoire », *Relations,* nº 720, oct.-nov. 2007, p. 15-18.

11. V. Chetail, « Migration, droits de l'homme et souveraineté nationale : le droit international dans tous ses états », dans Chetail, V. (éd.), *Mondialisation, migration et droits de l'homme : le droit international en question,* Bruxelles, Bruylant, 2007, p. 92-105.

de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille. Cette convention, adoptée en 1990, n'a été ratifiée qu'en 2003. Il faut souligner qu'aucun pays développé ne l'a encore signée, y compris le Canada, pour des raisons largement reliées au fait que le Canada ne veut pas octroyer aux travailleurs migrants certains des droits mentionnés dans cette convention[12]. Quoi qu'il en soit, le droit international des droits de la personne est en rapide évolution et, paradoxalement, vient heurter de plein fouet les pratiques discriminatoires actuelles inhérentes aux programmes de travailleurs temporaires. En particulier, ces programmes créent une nouvelle catégorie de non-citoyens puisque les travailleurs temporaires n'ont droit ni à la résidence permanente ni à la réunification familiale. De plus, il s'agirait d'une nouvelle forme d'esclavage dans la mesure où les travailleurs sont rattachés à l'employeur, c'est-à-dire n'ont pas le droit de changer d'employeur. Malgré les nombreux cas d'abus reconnus, les travailleurs n'ont toujours pas le droit d'être entendus par un organisme indépendant. Bref, les programmes de migration de travailleurs temporaires constituent le pire scénario par rapport aux droits de la personne. Cela est d'autant plus paradoxal que, par ailleurs, les pays développés se présentent comme les champions des droits humains.

Le droit de migrer : une utopie ?

En matière de migrations internationales, le paradigme des droits humains implique au moins deux droits fondamentaux. Premièrement, au droit à l'émigration, actuellement universellement reconnu, devrait correspondre le droit à l'immigration. Un droit d'émigrer sans droit d'immigrer est un véritable non-sens. La liberté de circulation devrait donc constituer un droit

12. Pour plus de détails, voir V. Piché, E. Pelletier et D. Epale, « La Convention des Nations unies sur les droits des travailleurs migrants : la situation au Canada », *Hommes et Migrations,* nº 1271, janv.-fév. 2008, p. 66-81.

fondamental[13]. Il est évident que l'affirmation de ce droit heurte le paradigme dominant actuel, qui fait de l'immigration un privilège octroyé par des États souverains. De plus, l'octroi de ce droit est considéré comme irréaliste, voire utopique. Pourtant, ce droit est déjà affirmé dans le droit international, en particulier dans le Pacte sur les droits civils et politiques et le Pacte sur les droits économiques, sociaux et culturels qui garantissent des droits aux étrangers, comme par exemple la liberté de mouvement, le libre choix du lieu de résidence, ainsi que le principe de la non-discrimination indépendamment de la nationalité[14].

Deuxièmement, le droit à l'intégration, c'est-à-dire l'accès à la résidence permanente et à la citoyenneté, devrait également faire partie des droits des migrants. Les pays qui ont recours à la main-d'œuvre étrangère pour combler leurs besoins démographiques et économiques doivent offrir à ces travailleurs et aux membres de leur famille la possibilité de s'installer en permanence, s'ils le désirent, et d'avoir accès aux mêmes ressources et avantages que les nationaux.

Peut-on concevoir des programmes de travailleurs temporaires qui soient acceptables du point de vue des droits de la personne ? Oui, mais au moins quatre conditions doivent être réunies : (1) l'aspect temporaire doit être une option volontaire de la part du travailleur et celui-ci ainsi que les membres de sa famille devraient avoir une réelle option de résidence permanente et éventuellement de citoyenneté ; (2) le travailleur ne doit pas être rattaché à un employeur et il doit avoir la liberté de changer d'employeur ; (3) des mécanismes

---

13. A. Pécoud et P. de Guchteneire, « International Migration, Border Controls and Human Rights : Assessing the Relevance of a Right to Mobility », *Journal of Borderlands Studies,* vol. 21, nº 1, 2006, p. 69-86.

14. V. Chetail, *op. cit.*

indépendants doivent être mis en place pour assurer le respect des contrats de travail de la part des employeurs ; et (4) des recours efficaces contre les abus doivent être prévus.

Vers un nouveau régime migratoire mondial restrictif et répressif ?

Nous assistons aujourd'hui à l'émergence d'un nouveau régime migratoire mondial restrictif et répressif. Par restrictif, il faut entendre que l'immigration (avec droit à la résidence permanente) est réservée à une élite et aux travailleurs très qualifiés. Quant aux autres types de travailleurs, dont on a besoin pour des emplois que les nationaux ne veulent pas occuper, on les laisse entrer de façon temporaire et selon la demande des employeurs qui font ainsi fonction d'agents recruteurs. L'aspect répressif des politiques migratoires actuelles fait référence aux nombreuses mesures visant à restreindre le droit d'asile et à combattre la migration dite clandestine au nom de la sécurité nationale[15]. De plus, ce régime est nouveau dans la mesure où (1) il est mondial, c'est-à-dire élaboré dans le cadre d'instances multilatérales ; (2) le contexte démographique et économique façonne une nouvelle réalité bipolaire Nord-Sud ; (3) il existe présentement un fort consensus pour ce genre de régime migratoire, consensus impliquant une alliance entre employeurs et gouvernements, largement appuyée par une opinion publique et médiatique très méfiante en matière de migrations internationales, et enfin (4) les « contre-pouvoirs », que ce soit le système des Nations unies ou les ONG internationaux et nationaux, ne font pas le poids.

Il est clair que seules une forte coalition internationale en faveur du droit des migrants et la mobilisation en faveur

15. F. Crépeau et D. Nakache, *op. cit.*

de la ratification de la Convention internationale pour la protection des droits des migrants et des membres de leur famille pourront contrer la tendance actuelle à considérer les travailleurs migrants uniquement comme une force de travail « jetable après utilisation ». Enfin, il est nécessaire de construire un droit international fort, avec des instruments et des mécanismes qui lieraient les pays et les contraindraient à respecter les droits humains, afin que les travailleurs migrants ne soient plus les non-citoyens de ce monde globalisé. La construction de l'Autre monde passe aussi par là.

ESSAIS ET ANALYSES

REDÉPLOIEMENT DE L'ACTION COLLECTIVE

Laborieuses mutations des acteurs collectifs

PAR ANDRÉ THIBAULT

Juste avant, il y eut le RAP

L'esprit des forums sociaux n'a pas pris les milieux progressistes québécois par surprise. Les 28 et 29 novembre 1997, quelque 600 personnes s'étaient rencontrées au cégep Maisonneuve pour lancer le Rassemblement pour une alternative politique. Dans le compte rendu qu'il en donnait dans *l'aut'journal* de décembre-janvier suivant, Paul Cliche parlait d'une « rencontre historique entre militants et militantes en provenance de l'ensemble des groupes, mouvements, partis et tendances formant l'arc-en-ciel progressiste souverainiste ». Les participants devaient y trouver « un lieu de rassemblement où ils pourront s'informer mutuellement des activités des différents réseaux, échanger, se solidariser et prendre des initiatives qui établiront progressivement un réel rapport de force politique […]. Ils veulent que ce mouvement d'action politique prenne position, questionne les décisions des dirigeants, interpelle le pouvoir […], en somme propose et organise l'alternative ».

Le virage économique du gouvernement Bouchard faisait basculer nettement le PQ dans le courant ultralibéral, accélérant son divorce avec une partie substantielle de sa base sociale militante. Conscients de la diversité de leurs « convictions idéologiques profondes », les fondateurs entendaient ne pas décevoir les espoirs qu'ils éveillaient, « en mettant en commun leurs points de convergence, en construisant des ponts entre les tendances, en tentant de s'élever au-dessus de l'esprit de chapelle sans se renier ».

Malgré tout, c'est lors de cette rencontre enthousiaste qu'une première porte a claqué. Un amendement à la proposition de fondation fut proposé, stipulant que « l'indépendance constitue le principal cheval de bataille du futur mouvement ». Son rejet entraîna la sortie fracassante de quelques personnes, sous les invectives de quelques autres. Tôt ou tard, tout projet arc-en-ciel doit affronter la question de savoir si certaines couleurs auront prédominance sur d'autres. On s'entendit plus aisément sur un second amendement, voulant que le RAP soit « en rupture avec les partis traditionnels (PQ, PLQ, ADQ) » — le fait de les énumérer n'étant pas fortuit comme on le verra plus loin.

Comment ensuite combiner efficacité et démocratie ? Un conseil des régions devait assurer le contact continu avec la base et un comité de coordination national prendre en charge les objectifs organisationnels. Ce dernier délégua à un comité du contenu la formulation des « idées-forces capables de susciter des changements sociaux et politiques majeurs ». On l'aura peut-être deviné, ce dernier attira les adhérents les plus convaincus à certains des courants idéologiques représentés. Conformément à la tradition immortalisée par l'hymne

national canadien, son « histoire est une épopée »… au sens homérique du terme ! Chaque rencontre fut riche en engueulades et en départs. Quand les survivants présentèrent au comité de coordination la plate-forme issue de leurs délibérations, une nouvelle querelle éclata entre les deux comités à savoir si ce contenu pouvait être révisé ou devait être présenté tel quel lors du congrès officiel de fondation.

Entre le comité de coordination national et celui de Montréal, il y eut longtemps une tension persistante, dont l'objet plus ou moins avoué était l'influence exercée dans le mouvement par des partis de gauche non mentionnés dans la déclaration de rupture précédente. Et puis, une dernière confrontation opposa ceux pour qui le RAP devait survivre et servir de base de lancement à la naissance d'un parti politique conforme à ses orientations, et les autres qui préconisaient qu'il se saborde comme mouvement et se transforme le plus tôt possible en parti. Cette dernière option l'emporta, par un autre vote serré. La suite est bien connue. Ce nouveau parti se joignit à de petits partis de gauche existants pour constituer l'UFP, laquelle fusionna ensuite avec Option citoyenne, issue davantage des groupes communautaires, pour donner Québec solidaire. Ceux qui se sentaient plus à l'aise dans un mouvement se retrouvent aujourd'hui dans divers groupes altermondialistes.

Que reste-t-il de nos États ?

À l'intérieur de ces derniers groupes, la stratégie traditionnelle de tout miser sur l'action politicienne partisane n'inspire plus confiance. Mais la question de l'État demeure un dilemme irrésolu, une source de malaise. Elle est pourtant incontournable.

Un petit exemple, presque trivial. Les « véhicules hors route » dégagent, souvent sans l'excuse d'une utilité quelconque, de fortes quantités de gaz à effet de serre, en plus de la pollution sonore qu'ils produisent et des dégâts qu'ils causent à diverses espèces végétales et animales. J'adhère à l'association Québec Nature, qui fait un sérieux travail de sensibilisation à cet égard. Elle a probablement réussi à convaincre plusieurs personnes et à faire progresser l'adhésion à un modèle culturel critique à l'endroit de cette conception du loisir. Mais la libre délibération entre les acteurs de la société civile trouve vite sa limite. Les enthousiastes des promenades bruyantes en pleine nature n'ont pas la moindre intention de renoncer aux « joies » de la vitesse et à l'impression de puissance qu'ils y expérimentent ; les objections des verts les braquent au contraire sur leur position.

Là où s'arrête la capacité persuasive des militants sociaux, le pouvoir de l'État a les moyens de prendre la relève. Le site Web de Québec Nature nous informe : « En 1997, une nouvelle loi qui encadre la circulation des véhicules hors route a été adoptée. La circulation des véhicules motorisés à des fins récréatives ou sportives est permise sur les terres publiques ou privées, à certaines conditions. Les agents de conservation, les agents de la paix tout comme les agents de surveillance de sentiers de clubs homologués, ont le mandat d'en assurer le respect ».

Aucun parti vert n'a encore réussi à faire élire de député au Canada ni au Québec. Les militants de Québec Nature ou de Greenpeace œuvrent dans le secteur associatif, pensent globalement et agissent localement. Mais c'est à la bonne vieille échelle gouvernementale classique qu'a pu se prendre une décision verte dotée de moyens qui en impo-

sent l'application. Décision trop modérée à mon goût, mais applicable au-delà de tout ce que peut se permettre la seule société civile.

On s'entend depuis Max Weber sur le constat que l'État bénéficie d'une légitimité exclusive de l'exercice de la contrainte. Et aucun changement social majeur, aussi souhaitable qu'il soit objectivement, ne peut se passer d'outils musclés pour en imposer l'application à certains acteurs sociaux. On aimerait mieux pas. Que la libre délibération et l'éducation suffisent à dégager les consensus nécessaires. Mais c'est rêver en couleur.

Ne serait-ce que sur le terrain trivial de la violence privée. Sa régulation autogérée par la communauté porte le plus souvent un nom : le lynchage! C'est le mécanisme presque spontané qui refait surface quand l'appareil public est dépassé et n'arrive pas à rassurer les populations. Dans un quartier populaire du Sénégal au début de cette année, deux malfaiteurs multipliaient les actes de violence. La foule a fini par se faire justice. *L'Observateur* décrit la scène : « Des bosses par-ci, du sang coulant sur des plaies béantes. Leurs habits dépouillés et leurs bras attachés par une corde, ils ont vraiment subi les foudres de ces populations qui leur en voulaient terriblement ». Sur le *blogue* de ce journal national, la majorité des réactions de lecteurs rejoint la plus succincte : « Il faut les kill » (comme si en anglais, ça tuait encore plus).[1]

1. http://www.seneweb.com/news/article/15122, php

… mais certains États sont plus égaux

Hence, progress can be thought of only along spatial lines of expanding the liberal creed abroad, […] With its unsophisticated reduction of 'freedom' to a set of allegedly universal criteria to be established, the liberal narrative […] can conceive of it only as the geographical expansion of an already established truth. Thus, it fails in the long run to provide anything but an imperialist and fairly antagonistic version of the purpose : new barbarians in need of conversion, new tyrannies in search of civilization.

Vibeke Schou Pedersen[2]

La démonstration qui précède est platement classique. Si les drames de la vie collective se limitaient aux faits divers éloquemment relatés par le *Journal de Montréal*, les passionnés du bien commun continueraient comme naguère à s'engager prioritairement au service de l'État, État dont les capacités d'action et de contrôle coïncideraient avec le tracé de ses frontières. Cette vision de l'État comme système complet et autonome, pendant politique du concept sociologique de société globale, est historiquement récente et même au cours des deux derniers siècles, n'a guère eu de validité heuristique satisfaisante que dans de grandes collectivités nationales assez fortes pour… loger de prestigieuses écoles de sociologie et de science politique. Ces grands ensembles se reconnaissaient par des structures sociales distinctes, une culture supposée commune, voire un projet de société (dont rêvent encore bien des néonationalistes québécois dans l'espoir

---

2. « Paradox as a Republican Way Out », *International Relations,* 2003, 17 (téléchargé par le site sagepub). C'est le chapitre d'Anne-Marie Daoust, « Identité, différence et exceptionnalisme dans la rhétorique présidentielle américaine » dans le livre *Les élections présidentielles américaines* dirigé par Élisabeth Vallet et David Grondin, qui a attiré mon attention sur le texte de Pedersen.

de trouver un mécanisme d'intégration qui puisse se substituer aux racines ethniques).

Or la globalisation est en train de chambarder tout cela. N'y voir qu'une subordination du politique, du social et du culturel à l'économique, c'est en négliger le caractère géopolitique majeur. Même aux États-Unis, il y a bien un plafonnement de l'État-providence, mais la présence plus forte que jamais d'un pouvoir politique capable d'infléchir des orientations et décisions collectives de tous ordres, y compris bien au-delà de ses frontières. Cela nous interroge particulièrement ici, car ce pays est à moins d'une heure de trajet en automobile pour la plupart d'entre nous. Cette influence multidimensionnelle (politique, économique, culturelle… et militaire) limite beaucoup plus la marge de manœuvre des instances politiques québécoises que le fédéralisme centralisateur canadien. Pendant que certains continuent de se battre contre l'héritage de Trudeau, la plupart des nouveaux militants sont beaucoup plus angoissés par les manœuvres des grands consortiums financiers, de leurs bras organisationnels comme l'OMC et le FMI, et des groupes de réflexion néoconservateurs qui rayonnent de Washington partout et jusque chez nous (Institut économique de Montréal). Même le terme d'empire, dans son sens traditionnel, rend mal compte du basculement universel des rapports de pouvoir en train de se produire.

Brouillage des identités collectives

Cela noie-t-il les identités collectives (peuples, nations, ethnies) dans un grand tout indifférencié ou provoque-t-il au contraire des replis où l'on réinvente et sacralise des « nous » mutuellement exclusifs ?

Chez nous, non seulement de nombreux immigrants s'intègrent dans leur société d'accueil, mais ils lui fournissent plus que leur part de vedettes (de Maryvonne Kendergi à Bruny Surin et à Dany Laferrière chez nous). Malgré que les taux actuels d'immigration soient loin d'être les plus élevés de notre histoire, on a souvent l'impression du contraire, en raison de la diversification spectaculaire des origines géographiques. Et ces nouveaux venus pénètrent des champs d'emploi de plus en plus larges, incluant l'administration, la technologie, l'entrepreneuriat. Au nom de quoi considérerait-on cette situation historique exceptionnelle ? Les grandes migrations sont une constante plutôt que l'exception dans l'histoire humaine. Régulièrement, les traités de paix ont redessiné les frontières sans respecter les appartenances ethniques des populations. Et depuis la plus haute Antiquité, le commerce a toujours maintenu en contact des groupes séparés par la géographie.

Dans ces sociétés à haute mixité qui sont les nôtres, le concept d'appartenance est clair mais son application concrète est pleine d'imprécisions et d'ambiguïtés. À l'intérieur de chaque communauté, il y a des tiraillements incessants et insolubles entre la solidarité et les tensions : je ne suis pas le produit aveugle de mes ancêtres ; l'appartenance ethnique est une composante importante mais non exclusive de l'identité des individus. Entre les communautés, on observe beaucoup d'ambivalence entre attrait et répulsion, convergences et divergences d'intérêts, interdépendances et besoins d'autonomie et d'identité. Sont fréquents les cas de métissage, de mariages ou de liaisons amoureuses interethniques, de partenariats professionnels ou amicaux, d'échanges de produits culturels.

Cela n'empêche pas que les différences identitaires sont réelles. Mais on ne naît pas membre d'une communauté

ethnique, on le devient en assimilant, en intériorisant cette identité. Et avant d'en adopter les symboles, on apprend concrètement, charnellement, à vivre comme et avec les autres membres de cette communauté. Cet apprentissage vital se fait essentiellement par immersion, en s'imprégnant comme naturellement des manières de vivre qui ont cours dans ce groupe d'appartenance. On apprend aussi à penser comme et avec les autres.

Le principal symbole qui va rigidifier cette identité, c'est le postulat d'infaillibilité de sa propre culture. Devant le scandale de divergences interculturelles majeures, la classe dominante d'un groupe ethnique tranche que les représentations partagées dans ce groupe — mythes, coutumes, visions du monde, définition du bien et du mal — sont les seules vraies, donc que sa propre culture est la seule qui accomplit l'universalité et qu'elle est intrinsèquement supérieure aux autres. S'ajoute, dans la société qui se considère avancée, une théorie de l'histoire humaine faisant de sa société à soi l'aboutissement d'un processus évolutif. À partir du moment où une élite fait de ces contenus culturels une orthodoxie, la séduction se transforme en contrainte et la dynamique repousse vers l'extérieur ceux qui auraient pu la garder vivante en la renouvelant. Pourtant, la production des symboles d'identité est une opération interactive entre des communautés ethniques, incompréhensible en dehors de cette interaction. Et on s'enferre dans des impasses si on oublie que les symboles d'identité n'ont pas pour rôle de décrire la réalité mais d'inspirer et de motiver.

Toute culture repose sur la conception imaginaire, le choix et la mise en application de certaines solutions à certains problèmes. Toutes, elles négligent d'autres problèmes, d'autres solutions, et les discours socialement acceptables, ceux qui

construisent le lien social dans le groupe, ignorent ces zones sombres. D'où la marginalité que connaissent, du moins au début, les innovateurs, les réformateurs, les artistes, qui abordent les sujets avec lesquels cette culture ne sait pas composer.

La première conscience critique du dissident est celle d'un échec personnel, précisément dans l'affirmation de son identité propre et de son appartenance. Il s'aperçoit un jour que cette expérience d'échec est partagée par d'autres — que cela crée un écart entre un discours collectif formel et un pessimisme personnel inavoué — et que les communications deviennent inauthentiques parce qu'elles doivent respecter ce discours formel auxquels ils ne croient pas (langue de bois). C'est le fondement imaginaire de la légitimité qui s'effondre. Le manque d'ardeur à jouer la comédie constitue un prélude possible à un nouveau lien social, une solidarité des personnes *contre* le modèle culturel de leur société d'appartenance. Le maillon faible d'un discours identitaire qui diabolise les étrangers, c'est la probabilité de rencontrer des étrangers sympathiques. Le diable devient l'ange, dans une relation libre des contraintes qui restreignent et banalisent les rapports internes. Le groupe d'affinité ne coïncide plus avec le groupe d'appartenance.

Il reste que sur notre planète aujourd'hui même, tant de gens se tuent dans des conflits interethniques ! Pour eux, la spécificité d'une culture justifie n'importe quel abus pourvu qu'il soit sanctionné par l'histoire officielle. Et la douleur des survivants devient facilement désir de vengeance.

Quand la différence peut se porter au contraire sur des terrains comme la culture, la politique ou l'économie, le spectre des massacres vengeurs sans fin commence à se résorber. Des tensions internationales ont été réduites par des complicités

établies par des scientifiques, des commerçants, des sportifs, des artistes. La réplique principale des Afro-Américains aux crimes racistes perpétrés par plusieurs générations a été le blues et le jazz. La bonne société conservatrice blanche a tout fait pour empêcher l'expansion de cette musique et pour la dénigrer comme étant vulgaire, voire immorale. Peine perdue. Mais aucun musicien blanc n'en est mort, à moins que l'un ou l'autre ait crevé de jalousie. De même, la seule stratégie de valorisation de l'identité qui ait vraiment fonctionné au Québec, c'est d'avoir constamment misé sur un facteur échappant à l'aléatoire et à l'arbitraire, soit la langue. Il n'est pas étonnant que ceux dont les fonctions sociales reposent sur l'usage de la langue (des écrivains aux professionnels desservant une clientèle locale) en aient été les principaux gardiens… et qu'aujourd'hui, toujours aussi attachés à cette spécificité linguistique, ils éprouvent de plus en plus une sensibilité altermondialiste dont les concepts et les stratégies demeurent largement à définir — ce numéro de POSSIBLES s'inscrivant dans une très longue démarche.

Mouvement syndical et altermondialisme

PAR JACQUES LÉTOURNEAU ET NATHALIE GUAY

Au cours des dernières années, le mouvement syndical international s'est rapproché de la mouvance altermondialiste issue des forums sociaux mondiaux. Au Québec, on a vu certaines organisations syndicales soutenir l'organisation du premier Forum social québécois (FSQ) et y participer. Forte de son expérience historique sur le terrain de l'action sociopolitique, la Confédération des syndicats nationaux (CSN) a participé, depuis sa fondation en 2001, au Forum social mondial (FSM) ainsi qu'au premier FSQ. Devenue nécessaire dans le contexte de la mondialisation, cette jonction entre la mouvance altermondialiste et le mouvement syndical représente une opportunité certaine pour renforcer la mobilisation contre le modèle unique que tente de nous imposer le capitalisme transnational. Cependant, la composition du mouvement altermondialiste et son caractère diffus font en sorte que la pratique issue de Pôrto Alegre ne cadre pas toujours avec les objectifs syndicaux du mouvement ouvrier. Sociologiquement construit sur le modèle du XXe siècle, le mouvement

syndical répond de moins en moins bien aux enjeux imposés par la mondialisation. Si l'action syndicale demeure plus que jamais pertinente, les transformations récentes qui ont changé la division internationale du travail appellent à un élargissement et à une recomposition de l'action syndicale. En ce sens, les forums sociaux mondiaux représentent un moment privilégié pour la refondation du syndicalisme.

De nouveaux défis pour le mouvement syndical international

Des transformations importantes dans le système capitaliste mondial se sont produites au cours des dernières années. La fin de la guerre froide, l'apparition des nouvelles technologies de l'information et le renforcement des économies émergentes ont bouleversé considérablement le monde du travail. Si durant les Trente Glorieuses les travailleurs et les travailleuses exerçaient leur action syndicale essentiellement dans un cadre national, la mondialisation de l'économie est venue changer la donne. La nouvelle division internationale du travail a provoqué des mutations dans le système mondial de production, modifiant considérablement la nature même de l'emploi, notamment dans les pays occidentaux. L'apparition de nouvelles formes de travail, le déclin du secteur industriel et la remise en question par les néolibéraux de l'État-providence ont affecté sérieusement le rapport de force du mouvement syndical. Aux États-Unis et au Canada, le secteur manufacturier et industriel représente aujourd'hui moins de 15 % du PIB, ce qui confirme une transformation importante du marché du travail.

De plus, il faut ajouter que la montée fulgurante du capitalisme financier au détriment de l'économie réelle a ébranlé les fondements du capitalisme moderne. Certes, une bonne partie des conditions générales de vie et de travail sont toujours déterminées dans le cadre de l'État-nation, mais cette

réalité est de moins en moins vraie à mesure que se dessinent les contours de la mondialisation.

Ces changements représentent des défis pour le mouvement syndical. Selon l'Organisation internationale du travail (OIT), le taux de syndicalisation de la main-d'œuvre à l'échelle mondiale a chuté, entre 1975 et 1995, de 16 % à 8 %. À quoi doit-on s'attendre pour 2015 ? La désindustrialisation accélérée des pays occidentaux, causée essentiellement par le transfert de la production vers les pays du Sud, et l'émergence des nouvelles technologies ont provoqué ce recul important de la représentativité syndicale. Alors que dans le monde occidental les « nouveaux travailleurs » sont très peu syndiqués, le prolétariat industriel qui se développe dans les pays émergents demeure pour l'essentiel à organiser. Souvent impuissant devant le rouleau compresseur du libre marché et des politiques de droite des gouvernements, le mouvement syndical a travaillé d'arrache-pied en vue d'atténuer les effets de la mondialisation. Malheureusement, le modèle syndical hérité de la révolution industrielle et des théories keynésiennes n'a fait qu'alléger les effets des politiques néolibérales. Il n'a pas renversé la vapeur.

C'est ce constat qui a présidé récemment à la création d'une nouvelle entité syndicale internationale, la Confédération syndicale internationale (CSI). Celle-ci regroupe la presque totalité des travailleurs syndiqués dans le monde (168 millions) et se lance le double défi de renforcer l'action syndicale à l'échelle internationale tout en instaurant de nouveaux liens entre les luttes nationales et les luttes mondiales. S'inspirant des actions concertées du mouvement des femmes, telle la Marche mondiale de 2000, ou, encore, de la multiplication des forums sociaux régionaux ou nationaux prescrits par le Forum social mondial, la CSI a proposé que le 7 octobre 2007 soit consacré

à l'échelle mondiale au thème du travail décent. Cette action a été reprise par plus d'une centaine de confédérations syndicales dans le monde. De plus, dans son document fondateur, la CSI admet que le mouvement syndical est en perte de vitesse et convient que le mouvement altermondialiste joue un rôle de vecteur de résistance et de changement, et qu'il doit être reconnu comme tel. Si le mouvement syndical international dans sa globalité ne se définit pas nécessairement comme partie intégrante du mouvement altermondialiste, plusieurs syndicats qui en sont membres s'inscrivent dans l'action sociale et politique qu'il met en avant, dépassant ainsi le cadre unique des relations de travail.

Au cours des dernières années, bon nombre d'organisations syndicales ont participé aux forums sociaux mondiaux. Lors du dernier FSM en 2007 au Kenya, la CSI a même repris les thématiques proposées par le forum afin de les intégrer aux analyses et aux actions syndicales. C'est dans cette foulée que des organisations syndicales québécoises, en particulier la CSN, ont mis la main à la pâte pour contribuer à l'organisation du premier Forum social québécois en août 2007.

Intégrer la question du travail à la sphère altermondialiste

Si le mouvement altermondialiste dégage des perspectives d'action qui interpellent le mouvement syndical dans sa façon de réagir devant les changements survenus au cours des dernières années, force est de constater que l'altermondialisme a tout intérêt à élargir ses horizons en accordant une place centrale à la question du travail, particulièrement en ce qui a trait à la pauvreté et à l'exclusion. En effet, il faut reconnaître que l'espace qu'ont ouvert les forums sociaux mondiaux évoque rarement le travail comme un maillon fondamental du partage de la richesse.

Or, pour le mouvement syndical international, le travail décent est au cœur d'une importante campagne mondiale. On le sait, la mondialisation fait des laissés-pour-compte de millions de femmes et d'hommes un peu partout dans le monde. Si la croissance de certains pays permet le développement du travail formel, les conditions générales, elles, demeurent nettement insuffisantes. Par exemple, on sait que les femmes et les jeunes font toujours l'objet d'une exploitation sans vergogne, laquelle ne peut que s'estomper à la faveur d'une action syndicale libre et authentique. Cette liberté syndicale est encore brimée dans plusieurs pays et reste donc à construire au moyen notamment des réseaux internationaux de solidarité.

Aussi, de façon éloquente, des données récentes canadiennes démontrent, encore une fois, toute la pertinence de l'action syndicale. On y apprend qu'au cours des 25 dernières années, le salaire moyen n'a augmenté que de 53 $ au Canada. Au moment où les plus riches gagnent 16 % de plus, les revenus des plus pauvres diminuent de 20 %. La situation des personnes immigrantes, particulièrement les femmes, s'est aussi considérablement dégradée[1]. À titre indicatif, selon l'Institut de la statistique du Québec, les travailleurs syndiqués gagnent environ 10 % de plus que ceux qui ne le sont pas[2]. Le recul du syndicalisme dans le reste du Canada est d'ailleurs l'un des facteurs évoqués par les experts pour expliquer cette stagnation des revenus.

1. Statistique Canada, *Gains et revenus des Canadiens durant le dernier quart de siècle,* Recensement de 2006. En ligne : http://www12.statcan.ca/francais/census06/analysis/income/pdf/97-563-XIF2006001.pdf

2. Guillaume Bourgault-Côté, « Le pouvoir d'achat des travailleurs a augmenté de 53 $ en 25 ans », *Le Devoir,* 2 mai 2008, p. A1.

Par ailleurs, les changements survenus dans le monde de la finance et de la production relèguent les travailleurs au second plan. Outre les délocalisations et les réductions de personnel, on assiste à une dégradation des conditions de travail. La croissance du travail atypique – tout ce qui n'est pas travail salarié, permanent, à temps complet – découle à la fois des changements et des besoins nouveaux du marché du travail. L'emploi atypique est passé de 16,7 % en 1976 à 31,6 % en 2002, cela en ne prenant pas en compte les étudiants[3]. Si le travail atypique permet parfois de répondre aux besoins de certaines personnes, notamment le travail autonome et à temps partiel, d'autres variantes, tels les emplois temporaires et ceux offerts par les agences de placement, représentent dans la plupart des cas un recul au regard des conditions de travail.

Ouvrir sur de nouvelles perspectives syndicales

L'engagement syndical dans les milieux de travail et dans la communauté en général pose un défi qui va bien au-delà de l'amélioration des conditions de travail de ceux et celles qui sont membres d'un syndicat. Depuis quelques années, le mouvement syndical œuvre à définir un cadre d'action qui permette d'agir sur de nouveaux enjeux liés au développement durable de notre société. Par exemple à la CSN, l'articulation de l'action syndicale sur le terrain de ce que l'on nomme le deuxième front[4]

---

3. Institut de la statistique du Québec, *Réalité des jeunes sur le marché du travail en 2005,* Québec, Publications gouvernementales, 2007, p. 46.

4. À la CSN, la critique sociale et le projet alternatif ont vu le jour sous la présidence de Marcel Pepin à la fin des années 1960. Le but du « deuxième front », né en en 1968, était d'élargir la portée de l'action syndicale aux différentes dimensions des conditions de vie des personnes et des collectivités, en s'alliant avec les autres forces progressistes engagées dans le développement social. La nécessité d'investir le terrain de l'espace public se justifiait par le fait que l'exploitation des personnes se poursuivait à l'extérieur du milieu de travail, par la consommation notamment, il se justifiait aussi par le projet de préconiser une vision qui embrasse l'intérêt général plutôt qu'un discours défendant une diversité d'intérêts particuliers.

autorise justement un élargissement de la pratique syndicale. C'est en se référant à ce volet du syndicalisme que la CSN a participé au premier Forum social québécois.

D'autres expériences syndicales militent en faveur d'un élargissement de la pratique. Par exemple, la création des outils collectifs de la CSN qui interviennent sur le terrain de l'économie solidaire et de la finance socialement responsable en témoigne. La campagne de la CSN sur le commerce équitable et la consommation responsable en est un autre exemple. Après une première période de sensibilisation, 500 syndicats, représentant environ le tiers des membres de la CSN, rapportaient faire des gestes concrets en ce sens (recycler, privilégier les produits équitables, favoriser le covoiturage, le transport en commun, les collectes de vêtements, la diffusion d'information, etc.). Des résolutions prises au dernier congrès – un congrès vert – devraient susciter des pratiques qui investiront plus en profondeur les milieux de travail en matière de responsabilité sociale telle que la protection de l'environnement, en plus d'interpeller les gouvernements quant à leur inertie en la matière[5].

Ces nouvelles pratiques syndicales contribuent par la force des choses à l'élargissement de l'action des syndicats, cela dans la droite ligne de l'esprit qui anime le Forum social mondial.

* * *

5. http://www.csn.qc.ca/Evenements/congres2008/indexa.html

Dans la société en général, les organisations syndicales ont bien souvent mauvaise presse et les perceptions de la population à leur égard sont fréquemment négatives. S'il faut travailler à modifier les perceptions pour que l'on parle davantage des actions syndicales positives, les organisations syndicales gagnent aussi à élargir le débat avec les citoyens et les autres acteurs sociaux. Rappelons qu'au Forum social québécois des représentants syndicaux ont accepté l'invitation, lancée par des organisations étudiantes de discuter du contexte de la grève étudiante de 2005 et des critiques qu'elle avait soulevées. De même, certaines des idées qui germent dans les forums sociaux sont parfois étrangères à la culture syndicale. Pourtant l'histoire syndicale témoigne de l'évolution que peuvent prendre certains débats. Les personnes qui ont suivi à la CSN les discussions au sujet de l'environnement ont pu constater l'évolution des mentalités face à cette problématique passant d'un certain scepticisme, dans un premier temps, à une position prospective par la suite.

Pour les organisations syndicales, les forums sociaux sont certainement des lieux qu'il faut privilégier afin de mettre leurs pratiques en perspective et de contrer la crise à laquelle elles font face, mais également pour réaffirmer l'importance des luttes syndicales tout en cherchant à les adapter au type de société qui nous attend dans les prochaines années. Dans la recherche de solutions de rechange au néolibéralisme, il est certain que la diversité des idées ainsi que le foisonnement des pratiques et des expériences qui émanent de ces forums sont extrêmement enrichissants. Une chose est évidente : un monde plus juste et solidaire ne peut se construire seul et le mouvement syndical peut à coup sûr trouver dans les forums sociaux ses meilleurs alliés.

Potentiels et innovations de l'altermondialisme au Québec

Forum social québécois et Campement autogéré

PAR GABRIELLE GÉRIN

Ce n'est certainement pas pour rien qu'au Québec, l'on parle de mouvement altermondialiste plutôt que de mouvement anti-mondialisation, et qu'on en parle comme d'un mouvement continu, jeune certes, mais détenant passé et avenir, plutôt que comme simple soulèvement spectaculaire et éphémère d'une génération contre quelques institutions internationales. Le terme reste flou, multiforme, et l'on s'en drape rapidement et pour des raisons diverses – des colocs qui compostent leurs déchets aux militant-e-s anarcho-écolos s'enchaînant aux arbres, en passant par les syndicats envoyant chaque année quelques-un-e-s des leurs au Forum social mondial, il semblerait que nous soyons tous et toutes altermondialistes, à notre façon.

Pour certaines ONG et mouvements institutionnalisés, l'« altermondialisme » correspond surtout à une internationalisation de leurs activités. Par la création de liens d'échange et de collaboration avec d'autres organisations équivalentes aux quatre coins du monde, ils espèrent coordonner, solidariser et ainsi renforcer leurs projets de transformation sociale à l'échelle du globe. Dans cette perspective, le moment clé où se cristallise le processus altermondialiste est le Forum social mondial, espace de réseautage et d'élaboration de stratégies globales entre organisations.

Mais de façon plus endogène, l'on peut aussi considérer l'altermondialisme comme l'arrivée de quantité de nouveaux militant-e-s et groupes au sein des communautés militantes des quatre coins du monde, ayant stimulé un certain renouveau et une diversification de leurs pratiques organisationnelles, stratégies, discours et terrains d'activité. Pour plusieurs, l'altermondialisme est également caractérisé par un engouement renouvelé pour l'action directe et créative, un rejet des modes d'organisation hiérarchiques, ainsi que par le développement de pratiques parallèles du vivre ensemble social et politique, de production, de consommation et de militantisme basées sur l'horizontalité et l'écologie. On parle ici parfois de l'arrivée en scène d'une nouvelle génération militante, ou d'un retour en force des idées et pratiques radicales, voire anarchistes. On se réfère aussi souvent à un événement clé, catalyseur de cette approche : le Campement intercontinental de la jeunesse (CIJ).

Difficile, donc, de réunir cette diversité en un groupe plus ou moins homogène, sauf autour de la croyance large en un autre monde possible. Mais pour commencer à la comprendre et à en saisir les potentiels, nous nous attarderons à

observer les équivalents québécois des deux événements cités ci-haut, soit le Forum social québécois (FSQ) et le Campement autogéré (CA). En effet, l'organisation de ces événements a non seulement permis l'ancrage plus profond et continu de l'« altermondialisme » au Québec, mais a aussi fait preuve d'innovations significatives par rapport à leurs équivalents mondiaux, sur lesquelles il vaut la peine de se pencher.

Les défis de l'altermondialisme

Le slogan du Forum social mondial (FSM), « Un autre monde est possible », a rapidement été repris dans toutes les langues et à toutes les sauces, notamment à cause de la force symbolique du contrepoids qu'il oppose aux revendications libérales et conservatrices d'une prétendue fin de l'histoire, ou de l'absence d'alternative au capitalisme néolibéral. Cette affirmation large et rassembleuse reste toutefois plutôt symbolique, et ne saurait suffire. En effet, elle oublie non seulement d'interroger la nature de cet autre monde, mais aussi celle du monde que l'on cherche à dépasser, et évite donc de poser la question de ce qu'il faudra détruire et mettre en œuvre pour le faire. Il importe donc maintenant de se pencher sur la construction d'un contrepoids réel au capitalisme néolibéral, qui lui oppose non seulement une autre vision idéelle des rapports entre humains et avec la nature, mais qui lui mette aussi concrètement des bâtons dans les roues et construise pratiquement cet autre monde, en opposition à celui que l'on rejette.

Ce passage à la construction pratique d'un contre-pouvoir populaire capable d'enrayer le capitalisme néolibéral et de construire des formes de vie sociale nouvelles demande que l'on retombe sur ses pieds et que l'on réfléchisse à la façon dont l'on marche : elle requiert avant tout la revitalisation, l'élargissement, la politisation et la démocratisation des luttes

à toutes les échelles, par la base. Tiens, je dois vous faire rire – ce n'est pas un objectif peu ambitieux, me direz-vous, et l'identifier ne nous offre pas pour autant les moyens de le réaliser. Mais il reste vrai que si l'on veut qu'un autre monde se construise, il faudra lutter contre les processus qui, petit à petit, nous retirent des mains et des consciences les capacités de résister et de produire un monde à notre image.

Ces processus ont, certes, une dimension globale, mais ils s'implantent concrètement à l'échelle locale – par la construction d'un port méthanier dans le golfe du Saint-Laurent, à travers l'attaque contre les droits syndicaux au Québec, la privatisation progressive de la santé, la marchandisation de l'éducation, la construction d'une nouvelle autoroute au centre-ville de Montréal et les innombrables autres projets et mesures qui assoient le pouvoir croissant du capital sur nos vies.

Le meilleur moyen de contrer la mondialisation et l'intensification des impératifs du marché capitaliste est donc la construction de luttes qui sauront empêcher leur implantation concrète et multiforme à l'échelle locale. Pour cela, l'autre monde doit se mettre en marche et unir ses versants « anti » et « alter » – d'une part, en luttant contre le monde qu'il rejette et sa logique expansive, sans quoi ses capacités à y résister ne feront que décliner, et, d'autre part, en continuant à créer le monde qui l'anime et qu'il souhaite construire, en menant ses luttes par des méthodes qui dépassent les logiques auxquelles il s'oppose.

Vous me répondrez que cette préoccupation est bien présente au Québec, puisqu'une série impressionnante de luttes y a été menée récemment. Mais il importe aussi de faire preuve d'introspection et d'autocritique, en se demandant pourquoi

elles n'ont pas réussi à enrayer réellement le processus de restructuration néolibérale, et en désignant les moyens à prendre pour que notre activité menace vraiment les intérêts dominants et acquière un pouvoir transformateur.

D'un côté, le défi à relever est de donner une force collective à la très grande diversité de groupes, militant-e-s et individus conscientisés issus des luttes populaires récentes, formés par la lame de fond altermondialiste et/ou engagés dans la recherche de modes de vie nouveaux. Leur diversité et leur ancrage aux échelles locales ou sectorielles (autour de thématiques particulières) peuvent être considérés comme étant une force, caractéristiques nécessaires et inspirantes d'une communauté militante créative, dynamique et contrôlée par la base. Mais ils peuvent aussi être considérés comme une faiblesse si les forces de ces groupes et individus restent trop atomisées, faute d'espaces où articuler la diversité de leurs énergies et connaissances en un front plus ou moins cohésif, où établir des liens entre leurs enjeux, où groupes et individus peuvent trouver et s'offrir soutien organisationnel, échange de connaissances, solidarité et débat, et unir leurs forces en entreprenant un processus démocratique et inclusif de construction de luttes communes.

D'autre part, la grande capacité organisationnelle des « vieux » mouvements institutionnalisés, syndicats, mouvement étudiant, ONG, etc., reste une coquille vide si l'ensemble de leurs membre lui-même n'est pas au cœur des processus décisionnels et organisationnels, réellement mobilisé au moyen de l'élaboration démocratique de campagnes, de l'organisation libre d'actions et de la création d'espaces de participation et de partage de connaissances. La tendance générale au sein des grandes institutions mili-

tantes au Québec aujourd'hui semble plutôt être de limiter leur activité à la collection de cotisations auprès de leurs membres, les appelant à se présenter aux manifestations et à « participer » à des campagnes élaborées au sein d'espaces clos, dans une dynamique « top-down ».

Selon cette même logique, les représentant-e-s d'organisations et d'institutions militantes semblent surtout chercher des solutions formelles à leur incapacité à bloquer la route au capitalisme néolibéral, en voulant améliorer les mécanismes à leur disposition pour travailler en commun aux échelles mondiale et régionale. Mais ils et elles limitent ainsi le problème et la solution au sein du cadre de leur champ d'action, soit les hautes sphères des mouvements – les instances où sont concentrés, de façon problématique, leur pouvoir décisionnel et leur capacité d'action. Une telle perspective pourrait presque être considérée, en poussant l'analogie, à une fuite vers le haut, puisqu'elle évite la nécessaire autocritique interne des mouvements et de leur mode d'organisation, particulièrement de leur activité à l'échelle locale et nationale.

On répond souvent que le fait que cette logique soit favorisée découle du manque de motivation et d'implication des membres de ces organisations. Il me semble plutôt que c'est le fait de comprendre l'activité de ces groupes comme étant basée sur la délégation du pouvoir de leurs membres à un groupe chargé de faire vivre l'institution, plutôt que sur la facilitation des processus de développement de forces militantes créatives et de capacités démocratiques au sein et en dehors de leur membres, qui produit, en bout de ligne, un tel résultat – et limite notoirement le contre-pouvoir réel représenté par ces groupes.

En somme, il semble que le problème n'est pas tant l'absence de résistance, de volonté de transformer la vie sociale, ou de capacités potentielles de le faire, mais plutôt le manque d'espaces et d'énergies dédiés à mettre militant-e-s potentiel-le-s et existant-e-s en mouvement de façon collective, qui leur permette d'acquérir et de cumuler leurs forces : un manque d'espaces où les potentiels contenus dans la grande diversité des luttes, structures, consciences, volontés, connaissances et modes de vie alternatifs puissent se rencontrer, tisser des liens et acquérir une force transformatrice.

Le Forum social québécois

Certain-e-s ont justement vu la tenue du premier Forum social québécois (FSQ), à Montréal en août 2008, comme le début d'un tel processus de démocratisation, d'élargissement, d'unification et de revitalisation des mouvements sociaux québécois par leur base. En effet, il a rassemblé en un espace des militant-e-s et groupes de tous types, mouvements et régions, ainsi que des individus sans « affiliation institutionnelle » particulière, mais simplement attirés par les idées et activités de transformation sociale progressiste. L'idée de base n'était donc pas tant d'offrir une solution formelle aux problèmes auxquels les mouvements font présentement face au Québec que de créer un espace pour que leurs représentant-e-s et leurs idées se rencontrent et négocient des alliances. On cherchait plutôt à transformer et à renforcer les mouvements sociaux de façon endogène, en facilitant le processus de construction, de démocratisation et d'unification de leur base militante à l'intérieur, en dehors et entre les structures formelles existantes. Le FSQ voulait donc offrir un espace pour que les individus et groupes rassemblent de l'information, bâtissent confiance et détermination pour la poursuite de leurs projets et luttes, et trouvent des espaces d'implication, de réflexion sur les enjeux,

et de création de liens organisationnels et théoriques entre groupes et secteurs militants.

L'événement en soi était organisé de façon à atteindre cet objectif : ainsi, presque toutes les activités inscrites à la programmation des trois journées étaient autogérées, organisées par les groupes, mais aussi les individus (différence notoire par rapport au FSM) le désirant; notons également que beaucoup de travail de convergence entre les activités portant sur des thèmes similaires a été effectué, de façon à ce que groupes et personnes se rencontrent, engagent des débats et dégagent des perspectives communes. Le résultat de l'invitation à joindre le processus d'autoprogrammation fut stupéfiant pour une première expérience, comptant plus de 300 activités inscrites au programme par presque 200 groupes et individus. Le forum visant à être un espace de discussion et de débat plutôt qu'un simple colloque à grande échelle, la forme même des activités tendait à favoriser la participation directe des personnes présentes aux échanges, ce qui a permis l'expression de points de vue généralement peu représentés dans les conférences traditionnelles et notamment plusieurs remises en question des pratiques institutionnelles et hiérarchies internes, structurelles et thématiques, aux mouvements sociaux.

L'insistance mise sur la dimension populaire de l'événement durant le processus d'organisation porta également fruit : en recrutant en dehors des réseaux militants traditionnels, les organisateurs et organisatrices de l'événement réussirent à faire en sorte que plus de 40 % des participant-e-s au FSQ, environ 2000 personnes, soient des individus ne faisant partie d'aucun groupe militant particulier. De plus, l'attention portée à rendre l'événement accessible, aux niveaux logistique, financier et du transport, permit une participation très diversifiée, notamment sur le plan territorial.

Mais la particularité du FSQ, et le potentiel porté par l'événement, se trouvaient selon moi surtout dans la volonté de ses initiateurs et initiatrices de renouveler son processus d'organisation, considéré comme moyen de transformation sociale en soi. Formée à la suite du FSM 2005, l'Initiative vers un Forum social québécois est née de la volonté de quelques militant-e-s, surtout étudiant-e-s, de doter le Québec de son propre espace de rassemblement pour les mouvements sociaux, malgré le manque de volonté de ses principales institutions de s'engager dans l'organisation d'un tel événement. Pour les membres de l'Initiative, l'idée n'était pas tant de renforcer le réseautage et la coordination entre les hautes sphères des mouvements sociaux que de créer un espace dédié aux forces dites « citoyennes », ou populaires – à la base des mouvements sociaux – organisé par et pour elles.

L'ouverture de l'assemblée générale et des comités d'organisation à tout groupe ou individu intéressé à s'impliquer dans le processus, la décentralisation de ce dernier en collectifs régionaux autonomes, la recherche de l'horizontalité et du consensus comme modes d'organisation et l'importance de la créativité militante, du développement des capacités et du respect de l'autonomie de toutes les personnes impliquées faisaient de l'organisation du FSQ, à son origine, un processus semblant s'inspirer davantage des valeurs portées par le Campement intercontinental de la jeunesse que du mode d'organisation des FSM. L'idée était de mettre en commun les forces respectives des personnes impliquées et de leur offrir un espace où laisser libre cours à leur créativité, de façon à mettre en commun leurs talents, à acquérir de nouvelles connaissances, à vivre l'expérience d'un mode d'organisation horizontal et à bâtir des réseaux de solidarité durables.

Le processus d'organisation fut ainsi extrêmement riche et complexe, d'autant qu'il rallia plus tard une très large part des groupes militant au Québec, dont les grands mouvements institutionnalisés. Il fallut donc innover sur le plan du mode organisationnel, de façon à établir des consensus rassembleurs malgré la diversité parfois contradictoire des pratiques, objectifs et intérêts des groupes et personnes impliqués, autant représentant-e-s d'institutions aux milliers de membres que militant-e-s autonomes.

On ne saurait prétendre qu'un simple événement ponctuel suffira à relever les défis auxquels l'altermondialisme fait face au Québec s'il veut atteindre ses objectifs de transformation sociale, surtout lorsqu'on parle d'une initiative aussi jeune. Mais le FSQ a été, et devra rester, plus qu'un événement : par sa forme même et par son processus d'organisation novateur, ancré dans l'inclusion, la créativité et l'horizontalité, il pourrait bien contribuer de façon importante à réseauter, démocratiser et élargir la communauté militante du Québec de façon durable. Cela, toutefois, à condition que l'on continue à chercher à dépasser les contradictions présentes dans son processus d'organisation et à oser innover en ce qui concerne nos pratiques organisationnelles, de façon consciente, autocritique et créative.

Le Campement autogéré

Le Campement autogéré (CA) consiste lui aussi en une expérience extrêmement riche de leçons et source d'inspiration pour l'avenir de l'altermondialisme au Québec. Il trouve ses racines dans le Campement intercontinental de la jeunesse, espace organisé parallèlement au Forum social mondial depuis ses débuts et visant à mettre concrètement en pratique les valeurs prônées au sein de cet événement.

Inspirées par l'expérience, des militant-e-s du Québec ont organisé le premier campement, alors dénommé Campement québécois de la jeunesse, en 2003, ce qui fait du Campement autogéré de 2008 la sixième manifestation de l'événement : en six ans, le campement a donc pu évoluer et beaucoup s'enrichir. Les premières manifestations ont consisté avant tout en des laboratoires de recherche autogestionnaire profonde, d'expérimentation politique consciente et rigoureuse. La relative petite échelle de l'événement (entre 30 et 150 participant-e-s sur deux semaines de campement) a permis de pousser très loin l'élaboration progressive d'un mode d'organisation sociale nouveau, visant à se libérer de toute forme d'oppression et de la logique de marché capitaliste, et basé sur l'échange libre de connaissances, la recherche du consensus, la créativité, la responsabilisation, l'autonomie, le respect et surtout, l'horizontalité des rapports. En cela, le Campement autogéré est un événement assez unique, et la mémoire collective qui s'y est formée a certainement beaucoup contribué à l'évolution de la pensée et de la pratique altermondialiste.

Le campement m'apparaît pourtant avoir évolué de façon importante ces dernières années. D'abord « geste politique en soi », le campement semble être passé d'une philosophie de l'autonomie isolationniste – ce qu'il me plaît de désigner par l'appellation « phénomène carré de sable » – à une philosophie de l'autonomie de la prévision, interventionniste, transformatrice.

Je m'explique : alors que le campement s'est d'abord déroulé « dans le bois », en retrait de la société que l'on cherche à transformer, il s'est plutôt greffé, lors de ses deux dernières manifestations, à des luttes en cours. Ainsi, en 2007, le campement s'installe près de Montebello, pour les deux semaines précédant les mobilisations contre le sommet ayant réuni les dirigeants des États-Unis, du Canada et du Mexique ainsi

qu'un consortium des plus grandes entreprises d'Amérique du Nord pour la négociation du Partenariat pour la sécurité et la prospérité (PSP). Il visait à rassembler les militant-e-s intéressé-e-s par l'expérience du campement, mais aussi par l'organisation d'actions et la réflexion collective sur des enjeux liés au sommet.

Au moment où j'écris ces lignes, le campement 2008 est installé à Lévis, sur les rives du Saint-Laurent, sur les terres où est prévue la construction prochaine d'un port méthanier par les compagnies Enbridge Inc., Gaz de France et Gaz Métro. Ses participant-e-s cherchent dans ce cas à tisser des liens de solidarité avec les groupes et personnes luttant depuis maintenant presque cinq ans contre l'implantation du projet, afin de leur apporter un soutien direct par l'organisation de rencontres et d'actions, ainsi que par la mise en commun de leurs méthodes d'organisation. Par leur présence, ils et elles cherchent aussi à contribuer à souligner la dimension nationale et même globale des enjeux en question (notamment, les changements climatiques), afin que cette lutte ne se réduise pas à l'argument « pas dans ma cour ».

Le campement fait donc de plus en plus preuve d'une volonté claire d'extérioriser ses apprentissages et de contribuer aux luttes en cours de façon constructive et créative. L'« autonomie » est ici comprise comme une pratique cherchant à se défaire de toute forme de domination, de la logique de marché capitaliste et des institutions la reproduisant, mais placée au cœur du social plutôt qu'isolée, de façon à y catalyser ses éléments transformateurs.

En ce sens, le Campement autogéré relève de plus en plus les défis désignés plus haut, en unissant les versants « anti »

et « alter » de l'altermondialisme : il contribue, d'une part, à construire et à démocratiser les luttes qui cherchent à empêcher l'implantation concrète du capitalisme néolibéral à l'échelle locale, tout en mettant l'accent sur la dimension globale des enjeux auxquels elles font face, et, d'autre part, il s'engage consciemment à créer le monde qui nous anime et que l'on souhaite construire, en menant nos luttes par des méthodes qui dépassent les logiques auxquelles l'on s'oppose. La tenue du campement catalyse le développement des deux pendants du processus au sein des mouvements populaires et sociaux du Québec, et représente en ce sens une source importante d'espoir et d'inspiration quant à la réalisation du potentiel du mouvement altermondialiste.

Potentiels en mouvement

Sans aucun doute, le Québec est un terreau fertile pour le développement de la pensée et de la pratique altermondialistes. Ses moments phares, le Forum social québécois et le Campement autogéré, bien qu'ils soient des événements très différents, tant dans leur mode d'organisation que dans leur forme, semblent pouvoir se compléter et se rejoindre sur le plan des buts qu'ils recherchent. L'on pourrait même affirmer qu'ils portent un potentiel énorme, à leurs façons respectives, pour relever les défis qui se présentent à ceux et celles qui croient qu'un autre monde est possible, et qui s'emploient à le mettre en marche. Mais pour que ces potentiels continuent à prendre forme dans la réalité, et de façon toujours plus constructive, il faudra que leurs participant-e-s s'engagent toujours plus pleinement à continuer à les construire sur la base de leurs caractères innovateurs, en cultivant une pratique de l'autonomie de la prévision, de l'utopie concrète et transformatrice.

L'UPAM : une invitation à l'action et à la réflexion

PAR MARIANNE DI CROZÉ

En novembre 2007, je participais à la création de l'Université Populaire à Montréal (UPAM), initiative d'étudiants et d'étudiantes de l'UQÀM qui ont traduit dans une action concrète leur vision de l'éducation, de telle sorte qu'il soit possible d'en faire l'expérience. Si l'UPAM est née dans un contexte particulier – celui de la grève étudiante de novembre 2007 à l'UQÀM[1] –, elle m'apparaît nous inviter, tant par les activités qu'elle propose que par les principes qui l'animent, à une réflexion beaucoup plus large sur l'éducation et sur le monde dans lequel nous vivons.

1. Nous n'élaborerons pas sur ce contexte particulier de la grève étudiante uqamienne de novembre 2007. Nous rappellerons seulement qu'à l'automne 2007 s'amorçait le dégel des frais de scolarité enclenché par le gouvernement libéral de Jean Charest et que les étudiant-e-s de l'UQÀM subissaient aussi les premières conséquences (entre autres une hausse des frais afférents) de la crise financière qui affectait leur université et qui l'affecte toujours.

Un an plus tard, il me semble tout indiqué de prendre ici le temps de porter un regard sur cette expérience aux multiples facettes. Car l'UPAM est tout à la fois un événement d'éducation populaire, une action politique, une organisation ayant sa structure et son fonctionnement propres, mais surtout le fruit du travail et de la participation de plusieurs personnes exceptionnelles et engagées[2].

Dans ce texte, je donnerai un aperçu de ce qu'est l'UPAM en mettant en lumière certains de ses aspects. J'aimerais par là lancer une réflexion à partir de cette expérience. Cela dit, je tiens à spécifier que la réflexion que je souhaite amorcer ici est le fruit de mon expérience personnelle de l'UPAM – comme co-organisatrice et comme conférencière – et des riches discussions que j'ai eu la chance d'y avoir. En ce sens, mes propos n'engagent aucunement l'organisation elle-même ou les personnes qui en font partie. Par le biais de ce texte, j'espère ouvrir la voie à une réflexion collective sur le sens de cette expérience qu'est l'UPAM et sur le potentiel d'action et de transformation qu'elle porte.

De l'action à la réflexion ou Comment est née l'UPAM

Dans les faits, les débuts de l'UPAM c'est 68 activités (conférences, ateliers, tables rondes, etc.) qui ont été présentées par une cinquantaine de personnes dans la semaine du 12 au 16 novembre 2007 à l'UQÀM. Un forum ouvert s'est aussi tenu dans des cafés autour de l'université. Environ 2 500 personnes sont venues assister à ces activités d'horizons divers :

2. Je dédie d'ailleurs ce texte à toutes les personnes qui ont œuvré à l'organisation et à la tenue des différents événements de l'UPAM ; particulièrement aux personnes extraordinaires que j'y ai rencontrées et avec qui j'ai eu la chance de travailler souvent dans la dernière année : Emmanuelle, Anne, François, Marlène, Eve-Lyne et ceux et celles que j'oublierais ici.

philosophie, politique, études féministes, art, informatique ou économie, pour ne nommer que ces disciplines. À titre d'exemple, on peut notamment penser à la projection du film *La république des Beaux-Arts* en présence de son réalisateur Claude Laflamme, à la conférence d'Amir Khadir intitulée « La santé de ma grand-mère n'est pas une occasion d'affaires », à la conférence « Naufrage des universités » d'Éric Martin ou encore à celle de Louise-Caroline Bergeron, « Femme avec un grand F »[3].

Ce qu'il faut savoir, c'est que cet événement a été organisé en environ trois semaines par une équipe d'une quinzaine de personnes et avec l'appui des associations étudiantes facultaires. Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'un travail immense a été accompli pour mettre en œuvre cette université populaire, mais surtout que celle-ci découle d'une forte volonté d'action commune :

> Animés d'un sentiment d'urgence et d'un besoin de s'organiser, des militants et militantes ont mis sur pied l'Université Populaire à Montréal afin de défendre une vision de l'éducation centrée sur la transmission et la production du savoir plutôt que sur la formation d'éléments économiquement productifs arrimés au marché du travail[4].

C'est donc en réaction à la situation particulière de l'UQÀM, mais également en réaction à la tendance globale de marchandisation de l'éducation que le besoin criant d'agir s'est manifesté. C'est de cette action, presque spontanée, qu'est née

3. Pour plus de détails sur la programmation, consultez la section « agenda » du wiki de l'UPAM : www.upam.info.

4. Extrait d'un tract de l'UPAM réalisé en juin 2008.

l'UPAM qui, au départ, n'était pas pensée dans la durée. C'est à la suite du succès de cette expérience qu'une réflexion visant à établir la structure actuelle de l'UPAM a été entamée. C'est l'action concrète qui a fait naître l'envie de poursuivre la réflexion et le travail qui avaient été faits : « L'expérience fut un franc succès et ils et elles [les participant-e-s] ont décidé de former un comité permanent dans le but de poursuivre cette démarche et d'explorer les possibles d'une université populaire ici et maintenant[5]. » C'est ainsi que d'autres activités de l'UPAM ont eu lieu, entre autres lors d'une deuxième grève étudiante en février 2008 à l'UQÀM, de même que sous la forme de quelques activités dans le cadre du lancement du centre social autogéré de Pointe-Saint-Charles en juin dernier.

L'une des choses intéressantes qui me semble ressortir de cette expérience qu'est l'UPAM, c'est un lien étroit entre la pensée et l'action. Comme on l'a vu, le processus même de « fondation » de l'UPAM témoigne d'une réflexion basée sur la pratique. Dans son esprit même, l'UPAM se veut un lieu privilégié pour le développement de la pensée critique par la participation active à des échanges et débats collectifs. Cela dit, l'éducation est sans doute l'objet sur lequel l'UPAM nous invite à réfléchir tout particulièrement et cette réflexion passe par l'expérience directe d'une forme d'éducation différente de celle qu'on connaît généralement.

Une vision de l'éducation

Ce que l'UPAM veut promouvoir, c'est une vision « ouverte, gratuite, diversifiée, transdisciplinaire, anti-autoritaire[6] » de

5. Voir la section « Présentation et Mission » du wiki de l'UPAM : http://www.upam.info/Pr % C3 % A9sentationEtMission

6. *Ibidem.*

l'éducation. Tout d'abord, on retiendra que l'accessibilité à l'éducation est une valeur prédominante : tous et toutes devraient avoir accès à une éducation de qualité, et ce, indépendamment de leur condition socio-économique. Le choix d'un programme d'études devrait d'abord se faire en fonction de l'intérêt pour le domaine d'études et non pas sur la base de critères matériels. L'idée selon laquelle l'éducation, c'est-à-dire l'acquisition et la production de savoir, quel qu'il soit, a une valeur en soi est également au cœur de cette vision de l'éducation. Cela implique que l'éducation a une valeur qui lui est propre et qu'elle ne devrait pas être soumise aux critères et aux règles du marché. Le financement des programmes d'études, l'attribution de bourses ou de subventions de recherche ne devraient pas être établis en fonction de leur utilité immédiate pour le marché du travail. L'éducation ne doit pas être réduite à la formation de travailleurs et de travailleuses, elle doit aussi et surtout nous former en tant qu'êtres humains prenant part à un monde qui nous est commun. En ce sens, l'UPAM mise sur le partage et la transmission du savoir dans un cadre libre et participatif, c'est-à-dire en favorisant les échanges et les discussions entre les participant-e-s.

À ce propos, l'une des choses qui a spécialement retenu mon attention à l'UPAM – que ce soit dans les deux conférences que j'ai présentées ou celles auxquelles j'ai assisté – c'est le dynamisme et la richesse des débats et des discussions. Je dirais que les échanges étaient plus animés et, à certains égards, plus féconds que dans plusieurs cours ou séminaires que j'ai suivis tout long de mon parcours universitaire. Si cela peut paraître étrange, je crois que cela peut s'expliquer par le fait que ce qui réunissait les personnes présentes, c'était leur intérêt pour le sujet abordé et leur désir d'approfondir leurs connaissances. Le désir d'une bonne note ou le besoin de

performer pour obtenir un contrat de recherche ou une bourse n'étant pas de la partie, nous étions plongés dans une atmosphère conviviale qui favorisait la coopération plutôt que la compétition. Les activités de l'UPAM ont donné lieu à une réelle réflexion collective.

Une structure et un fonctionnement émergeant de la pratique

Dans la mesure où l'UPAM, en tant qu'organisation, existe surtout dans l'action, on ne s'étonnera pas de savoir que son fonctionnement et sa structure actuels sont le fruit de la pratique. En effet, l'équipe de l'UPAM ne se réunit pas sur une base régulière, mais plutôt chaque fois qu'il y a un besoin d'agir ou une occasion pertinente de mettre sur pied des activités. En ce sens, la pérennité de l'UPAM est à l'image de sa création, c'est-à-dire qu'elle résulte surtout de la réunion quasi spontanée d'individus en vue d'une action commune. Le fonctionnement de l'UPAM n'a donc « jamais été réfléchi comme tel. Il est le résultat de la pratique et d'un fort sentiment antihiérarchique[7] ». La structure de l'organisation, qui comprend un comité permanent, des comités ponctuels et une rencontre entre sympathisant-e-s, n'est que la transposition de ce qui a été fait concrètement et elle reste ouverte au changement.

L'ouverture et la coopération sont au cœur de la structure et du fonctionnement de l'UPAM. Les différentes « instances » sont accessibles à toute personne qui souhaite s'y impliquer, car ce qui réunit les « membres » de l'UPAM, c'est avant tout une vision commune de ce qu'est l'éducation et la volonté d'agir pour la promouvoir. Le pouvoir décisionnel est collectif et chacun peut y prendre part en fonction de son degré

7. Voir la section « structure et fonctionnement » du wiki de l'UPAM : http://www.upam.info/StructureEtFonctionnement

d'implication dans l'organisation. L'UPAM est d'ailleurs l'un des rares endroits où j'ai pu faire l'expérience d'un travail collectif d'organisation fonctionnant presque toujours par consensus et où toute dynamique de pouvoir est absente. Comment expliquer cela ? Je ne sais pas trop. Sans doute les personnes impliquées y sont-elles pour beaucoup. Mais au-delà de ça, je crois qu'il est permis de penser que les principes et les valeurs qui animent l'UPAM ont été mis en pratique jusque dans son fonctionnement interne. En ce sens, l'UPAM m'apparaît comme un exemple singulier de mise en œuvre d'un réel pouvoir collectif, ce qui constitue un point de départ intéressant pour repenser le fonctionnement des institutions en général sous un mode de participation directe.

Quel avenir pour l'UPAM ?

Je ne sais pas quel sera l'avenir de l'UPAM ou quand elle se manifestera de nouveau. Néanmoins, cette expérience a suscité un vif intérêt chez ceux et celles qui y ont participé, mais aussi chez plusieurs personnes qui nous ont contactés pour en savoir davantage. Cela me permet d'espérer que la réflexion va se poursuivre, que ce soit à l'UPAM ou au moyen d'autres initiatives de ce genre. Car il me semble que l'UPAM est une expérience positive qui nous invite à agir pour repenser et transformer notre société, ses institutions et particulièrement son système d'éducation.

Les signes d'une crise de l'éducation m'apparaissent nombreux et évidents, du primaire à l'université. Il suffit d'un détour par l'actualité, ne serait-ce que dans la dernière année, pour en trouver des exemples patents : qu'on pense ici à l'application de la réforme au primaire et au secondaire, au sous-financement des universités ou à la récente modification des règles d'admission au cégep effectuée pour répondre à la

demande de main-d'œuvre. Une véritable réflexion sur le sens de l'éducation, sur son rôle et sur sa pratique sont plus que jamais nécessaires. Parce que, comme nous le dit si bien Hannah Arendt :

> L'éducation est le point où se décide si nous aimons assez le monde pour en assumer la responsabilité et, de plus, le sauver de cette ruine qui serait inévitable sans ce renouvellement et sans cette arrivée de jeunes et de nouveaux venus. C'est également avec l'éducation que nous décidons si nous aimons assez nos enfants pour ne pas les rejeter de notre monde, ni les abandonner à eux-mêmes, ni leur enlever leur chance d'entreprendre quelque chose de neuf, quelque chose que nous n'avions pas prévu, mais les préparer d'avance à la tâche de renouveler un monde commun[8].

Et il me semble que c'est au moyen d'initiatives où la réflexion et l'action collectives sont possibles que l'on peut espérer que cette « tâche de renouveler le monde en commun » soit réalisée de la meilleure façon qui soit.

8. Hannah Arendt, « La crise de l'éducation » dans *La crise de la culture*, Paris, Gallimard, collection « Folio essais », 1972, p. 251-252.

ESSAIS ET ANALYSES

RÔLE DU POLITIQUE

Pas à pas, ensemble et différents, nous changerons le monde !

Entrevue avec Françoise David[1]

Depuis 2001, date de la tenue du premier Forum social mondial à Pôrto Alegre (Brésil), la mouvance altermondialiste ne cesse de se propager aux quatre coins du globe. Comment expliquez-vous ce phénomène ?

Ce phénomène a été rendu possible par l'action de groupes altermondialistes et de mouvements sociaux qui ont mis en évidence dès les années 1990 le fait que nos gouvernements étaient en train de négocier, par-dessus nos têtes et en notre nom, des accords quasi secrets qui pouvaient avoir des conséquences assez dramatiques sur nos vies quotidiennes.

1. Entrevue réalisée par Raphaël Canet à Montréal le 19 juillet 2008.

Cette prise de conscience s'est véritablement propagée lors des événements de Seattle, contre l'Organisation mondiale du commerce en 1999[2]. Des groupes de jeunes ont ouvert les yeux à beaucoup d'organisations (populaires, syndicales et autres) sur ce que la conclusion d'accords commerciaux impliquait : une redéfinition du rôle des États. À l'époque j'étais à la Fédération des femmes du Québec (FFQ), nous préparions la Marche mondiale des femmes, et nous considérions ces événements avec beaucoup d'intérêt. Nous étions en contact avec des femmes d'une centaine de pays et le partage d'expériences concrètes nous a amenées à comprendre que le néolibéralisme et le patriarcat se nourrissaient mutuellement. J'ai beaucoup appris à ce moment-là et beaucoup de femmes québécoises ont appris aussi. Au fond, ça a pris un certain temps, 15 à 20 ans après le début des premières politiques néolibérales, pour que les gens sur le terrain réalisent vraiment ce qui se passait. Ensuite, les choses ont évolué assez rapidement. Au Québec, depuis une dizaine d'années, il y a une effervescence militante en rapport avec tout ce qui touche à la mondialisation, aux accords de libre-échange, particulièrement dans les Amériques. On assiste à une prise de conscience de la nécessaire solidarité entre les peuples du monde.

Ce n'est pas étonnant que les mouvements sociaux en soient venus à se dire qu'on ne peut plus lutter seul, dans son pays, dans son quartier, qu'il faut désormais se parler à des échelles plus larges. C'est la réponse la plus efficace à un courant mondial qui est bien organisé. Les gouvernements de la

2. Cinquante mille personnes s'étaient rassemblées dans les rue de Seattle en novembre 1999 en marge de la Troisième conférence ministérielle de l'OMC afin de protester contre le nouveau cycle de négociation commerciale. C'était la première d'une longue série de manifestations contre la mondialisation néolibérale.

planète ont leurs fronts communs, les grands de ce monde, sur le plan économique, ont leur Davos et toutes sortes d'autres lieux de rencontre. Il était temps que les mouvements sociaux en fassent autant. Les forums sociaux constituent donc une réplique adéquate, et c'est normal que la formule se soit ensuite disséminée partout dans le monde. C'est la suite logique d'une prise de conscience qui a commencé il y a à peine 10 ans. Au fond cela va assez vite, c'est réjouissant!

L'attention particulière accordée à la nécessité de rassembler la plus grande diversité des mouvements, des formes de lutte et des aspirations au sein de cette mouvance altermondialiste est-elle, selon vous, une opportunité ou un handicap dans cette entreprise de transformation sociale ?

Pour moi, c'est surtout une opportunité. C'est même peut-être l'un des aspects les plus intéressants des forums. Je trouve que cette diversité a quelque chose de nourrissant. Cela permet à toutes sortes de gens, des militants « professionnels » aux simples curieux, de se rencontrer. Cela permet de sortir de son secteur, et au Québec comme ailleurs, c'est important. Une féministe ira écouter ce qu'a à dire un écologiste, et vice-versa. Chacun et chacune, dans son mouvement, n'a pas vraiment l'occasion de discuter avec l'autre et de comprendre que les analyses et les luttes des un-e-s et des autres sont tout aussi pertinentes. Cette diversité doit rester.

Un débat de fond anime la mouvance altermondialiste au sujet des forums sociaux mondiaux. Certains considèrent qu'ils doivent demeurer un espace de rassemblement de la diversité des groupes en lutte afin qu'ils se rencontrent, échangent et poursuivent leur travail de transformation sociale. D'autres souhaitent qu'ils deviennent un acteur qui

puisse définir un programme clair qui serve ainsi de socle commun de revendications pour l'ensemble des composantes de la mouvance altermondialiste. Que pensez-vous de ce débat?

J'ai participé à deux forums sociaux mondiaux (Mumbai, Inde en 2004 et Caracas, Venezuela en 2006) ainsi qu'au Forum social québécois (FSQ) de l'an passé. Les échanges et les discussions sont passionnants. Mais il est vrai que si nous n'arrivons pas à faire déboucher les forums sur un minimum d'actions concrètes et concertées, le danger c'est que les échanges deviennent un peu répétitifs à la longue.

Prenons le cas du Forum social québécois : il est dommage d'avoir eu 5000 personnes rassemblées en août, qui ont échangé, qui ont découvert d'autres perspectives, qui se sont aussi rendu compte qu'elles n'étaient pas toutes seules à se battre, etc., et que si peu de personnes se soient retrouvées le 26 janvier lors de la Journée d'action mondiale. On a peut-être manqué là une occasion de mener une vaste action concertée entre les mouvements. Donc, au terme d'un forum, pourquoi ne pas choisir un thème rassembleur, qui soit marquant dans une conjoncture particulière et qui parle à la population, pour agir ensemble?

Cela dit, évoquer l'importance pour les forums de mener à des actions concrètes concertées, cela ne veut pas dire que ces lieux de parole doivent déboucher sur un seul programme et une seule vision. Si nous faisions cela, nous risquerions d'assister à la mise en place d'une mégastructure internationale où le pouvoir serait concentré entre les mains de quelques-uns. Je pense que l'on perdrait beaucoup de monde. Ce ne serait plus un forum social, ce serait autre chose.

Vous êtes l'une des deux porte-parole d'un parti politique provincial, Québec solidaire. Quel est, selon vous, la place et le rôle d'un parti politique dans la mouvance altermondialiste ?

Je vais renverser la question : quel pourrait être le rôle de militants et militantes altermondialistes dans un parti politique ? Les militant-e-s altermondialistes savent où ils s'en vont, ils publient des analyses, leurs stratégies sont multiples. Un parti politique écologiste et de gauche n'a peut-être pas grand-chose à apprendre aux militants altermondialistes, il doit surtout apprendre d'eux.

Si Québec solidaire est aujourd'hui capable de faire le lien entre patriarcat et néolibéralisme, c'est parce que la Fédération des femmes du Québec avait élaboré cette analyse auparavant. Québec solidaire est le produit des luttes de femmes, de syndicalistes, d'écologistes, de gens pauvres… La plupart de nos militantes et militants les plus actifs viennent de tous ces milieux et apportent analyses et stratégies. Québec solidaire n'est pas une avant-garde éclairée pour le mouvement altermondialiste, au contraire le parti se nourrit de cette mouvance, la plupart de ses membres en étant issus.

En prônant plus de participation citoyenne et moins de représentation, la mouvance altermondialiste tente de pratiquer une nouvelle culture politique centrée sur le citoyen en propageant l'idée que tout le monde peut être un acteur de changement social. En jouant le jeu électoral traditionnel du système représentatif, QS n'est-il pas en décalage par rapport à cette nouvelle culture politique ?

Il est évident qu'en faisant le pari de changer les choses avec des outils politiques issus en partie d'une action électorale traditionnelle, Québec solidaire s'est lancé à lui-même un gros défi.

Le monde de la politique partisane est par définition un monde centré sur la compétition. C'est un monde qui a ses règles, médiatiques par exemple. La joute politique est aussi éminemment stratégique. Le risque de se couper de la base, de négliger la participation citoyenne, est bien réel. Mais est-ce que c'est inévitable? Voilà la vraie question.

Je pense que non. Ce n'est pas inévitable si on a un parti profondément démocratique et enraciné dans les communautés et les luttes des mouvements sociaux. Mais cela demande une vigilance de tous les instants. Je vais prendre un seul exemple. On entre actuellement, à Québec solidaire, dans la phase d'élaboration de notre programme politique. Le défi, c'est de ne pas devenir les 200 militantes et militants qui vont tout définir, parce qu'on est les 200 les plus impliqués, ceux et celles qui ont le plus de vocabulaire, qui sont sortis des universités… alors qu'on a 5000 membres. Nous avons le devoir de nous assurer que la base du parti se sente vraiment encouragée à participer. Plus encore, nous avons décidé de faire appel aux forces vives des mouvements sociaux pour nous inspirer dans l'élaboration de ce programme politique. Nous sommes bien loin de nous refermer sur nous-mêmes. Mais pour arriver à cet objectif, il faut créer des conditions de participation populaire accessibles à toutes et à tous. Nous y travaillons! Là encore, nous pouvons nous inspirer des démarches de participation citoyenne au Québec et, pourquoi pas, en Amérique latine?

Est-il possible de faire de la politique autrement?

Oui, mais au prix de grands efforts et en observant une vigilance de tous les instants. Le jeu politique actuel ne conduit pas à ça, mais il laisse suffisamment d'espace pour que des gens très décidés transforment progressivement les règles communément admises. Nous y arriverons si nous sommes convaincus que nous devons consacrer du temps aux processus, et pas seulement aux résultats, comme le veut la règle politique traditionnelle. À mon avis, les féministes apportent beaucoup à Québec solidaire lorsqu'il s'agit de réfléchir aux processus.

Avant de faire le saut en politique, vous avez fait partie d'un mouvement social et vous l'avez même dirigé, la Fédération des femmes du Québec, qui a connu de belles réalisations au Québec ainsi qu'à l'échelle internationale avec la Marche mondiale des femmes. Selon votre expérience, quelle doit être à votre avis l'articulation entre les mouvements sociaux et les partis politiques ?

Au Québec, pour diverses raisons, les mouvements sociaux tiennent à rester non partisans. Aussi, je ne m'attends pas à ce que les directions nationales des grands mouvements sociaux québécois appuient ouvertement notre parti. Je considère parfaitement légitime que les mouvements sociaux soient désireux de conserver leur entière autonomie vis-à-vis de quelque formation politique que ce soit. Je souhaite cependant qu'ils nous voient comme des alliés.

Je remarque que les écologistes ou le mouvement antiguerre ont moins de réticences que d'autres mouvements à inviter les représentant-e-s des partis politiques à se joindre aux actions qu'ils organisent. Comme ils invitent tout le monde, ils ne peuvent pas être accusés d'être partisans. J'aimerais dire

aux représentant-e-s des mouvements sociaux que nous pourrions nous asseoir à la même table de temps en temps, sans que quiconque tente de noyauter qui que ce soit, et débattre ensemble de l'organisation d'actions qui peuvent être importantes dans certaines conjonctures. C'est d'ailleurs arrivé dans les cas de la lutte contre la privatisation du mont Orford ou des protestations contre l'agression israélienne au Liban. Nous pouvons ainsi dialoguer et travailler ensemble dans le respect de l'autonomie de chacun.

Il y a quelques années, en donnant l'exemple du mouvement zapatiste au Mexique, John Holloway publiait un livre au titre provocateur :* Changer le monde sans prendre le pouvoir. *Pensez-vous que ce soit possible ?

Changer le monde est un vaste programme! Comment y arriver? Je crois qu'il n'existe pas une seule et unique réponse. Pourquoi ne pas accepter que puissent coexister diverses stratégies? C'est pas à pas, ensemble et différents, que nous changerons le monde. Lutte par lutte, gain par gain, en faisant parfois des bonds de géant mais le plus souvent en avançant lentement.

Nous aurons besoin de mouvements sociaux forts, dynamiques, revendicateurs, démocratiques, où la participation citoyenne est à l'ordre du jour, qui peuvent s'unir pour défendre des causes communes dans des conjonctures particulières, qui se rassemblent à l'échelle internationale; mais nous aurons aussi des partis politiques menant le même combat avec des moyens différents, en ouvrant des espaces publics de discussion, en faisant avancer des idées. Il arrivera que ces partis forment des gouvernements, comme c'est le cas dans certains pays d'Amérique latine. Ça ne change pas le monde au complet… mais pour les populations

concernées, l'élection d'un gouvernement de gauche peut signifier une amélioration notable des conditions de vie de la majorité. Ce n'est pas rien !

Le mouvement féministe n'est-il pas justement l'exemple de ce genre de mouvement qui a changé le monde sans prendre le pouvoir ?

C'est vrai que les féministes ont réussi dans certains pays à faire des avancées extraordinaires. On s'entend, ce n'est vraiment pas le cas dans tous les pays du monde ! Mais prenons le Québec. Au cours des vingt dernières années, les luttes féministes ont débouché sur des victoires intéressantes. Il a fallu pour cela que des alliances se forgent entre le mouvement des femmes et certaines politiciennes à Québec et à Ottawa. Aujourd'hui, les féministes se heurtent à des blocages économiques, par exemple, dans le cas de l'équité salariale. Celle-ci est accessible aux employées du secteur public ou des grandes entreprises syndiquées, soit une minorité de travailleuses. Toutes les autres attendent. Pourquoi ? Parce que leur rapport de force n'est pas suffisant, parce que les patrons ne veulent rien savoir et que l'État ne les obligera à rien. Pour aller plus loin, il faudra une loi plus coercitive et pour cela, il faudra élire à Québec des féministes de gauche, décidées à remettre en question l'ordre économique défendu par le gouvernement et les dirigeants d'entreprise.

Quel est, selon vous, l'avenir de la mouvance altermondialiste ?

Il me semble que l'un des défis de la mouvance altermondialiste est le pari de l'information et de l'éducation. Les gens ne peuvent pas se mobiliser s'ils n'ont pas une conscience claire de ce qui se passe. Ce n'est pas en écoutant seulement le

Téléjournal qu'on va comprendre les effets des accords de libre-échange sur notre vie quotidienne ! Un autre défi consiste à combattre le sentiment d'impuissance au sein de la population. Beaucoup de gens se sentent désarmés face au néolibéralisme et à ses effets. Pourtant la contrepartie aux effets du néolibéralisme existe, elle est dans les forums sociaux, dans les alliances entre les mouvements sociaux, dans les mobilisations, dans des partis de gauche et écologistes qui naissent et se développent. Peut-être nous faudrait-il mieux nous concerter, mieux travailler ensemble loin des chicanes sectaires ?

En attendant le Grand Soir

PAR FRANCIS DUPUIS-DÉRI

L'anarchisme a effectué un retour sur la scène politique à l'occasion des manifestations de Seattle en 1999 et de Québec en avril 2001. Ce renouveau de la sensibilité anarchiste est une illusion ; le phénomène prend racine dans la contestation radicale et le mouvement contre-culturel des années 1960, principalement au sein du mouvement féministe et pacifiste. Aujourd'hui, les anarchistes ne font pas que manifester bruyamment ; on les retrouve au Québec au Centre des médias alternatifs et dans les journaux *Le Couac* et *À bâbord!*, au Salon du livre anarchiste de Montréal, au sein du réseau des féministes radicales, dans des groupes écologistes qui pratiquent la récupération et la production de nourriture distribuée gratuitement, dans des ateliers et des conférences de la Nuit de la philosophie à l'UQAM, ou dans des appartements collectifs qui servent d'espaces d'élaboration de réflexion et de pratiques politiques, comme le Rhizome à Montréal[1]. Au-delà de l'anarchiste qui se réclame ouvertement de la

1. Pour en savoir plus sur l'anarchisme au Québec aujourd'hui, voir Louis-Frédéric Gaudet, Rachel Sarrasin, « Fragments d'anarchisme au Québec (2000-2006) », F. Dupuis-Déri (dir.), *Québec en mouvements : idées et pratiques militantes contemporaines,* Montréal, Lux, 2008 ; F. Dupuis-Déri, « Contestation altermondialiste au Québec et renouveau de l'anarchisme », Anne Morelli, José Gotovitch (dir.), *Contester en pays prospère : l'extrême gauche en Belgique et au Canada,* Bruxelles, P.I.E. Peter Lang, 2007.

tradition révolutionnaire du XIXe siècle incarnée par des auteurs comme Bakounine et Kropotkine, plusieurs activistes du mouvement altermondialiste reprennent consciemment ou non des principes anarchistes dans leur mode d'organisation et leurs pratiques : processus de prise de décision en assemblée délibérante, si possible au consensus, refus de la délégation représentative, action directe, rotation des tâches, etc. Par souci de respectabilité ou par ignorance, on préfère parler de « démocratie directe », même si cela a toutes les apparences de l'anarchie !

Plusieurs des activistes altermondialistes sympathiques à l'anarchisme entretiennent un rapport ambivalent à l'égard des partis politiques de gauche et des élections. J'en suis. Revenant chez moi en fin d'après-midi, le jour même des élections provinciales de mars 2007, j'y trouve mon amoureuse qui enfile son manteau et s'apprête à sortir. Me voyant arriver, elle affiche un sourire figé, comme gênée d'être prise en faute… Intrigué, je lui demande où elle va. « Bon, bon, je vais voter… », laisse-t-elle tomber, en murmurant. Il faut dire que nous habitons dans la circonscription où Françoise David, coprésidente du parti Québec solidaire, s'est portée candidate. J'accompagne mon amoureuse au bureau de scrutin, mais sans voter moi-même. Débattant sur la route de l'importance de faire le geste ou de s'en abstenir, je déclare, mi-sérieux, mi-rieur : « Si David perd d'une voix, ce sera de ma faute et tu pourras m'engueuler ! » Malgré mon cynisme face au cirque électoral, je suis resté collé au téléviseur toute la soirée, horrifié de constater la « victoire » de Mario Dumont et du parti de l'Action démocratique du Québec, qui a doublé le Parti québécois et s'est retrouvé au poste de l'opposition officielle face à un gouvernement libéral minoritaire de Jean Charest.

Au Québec, où les relations sociales semblent parfois plus pacifiées qu'ailleurs, la mise en débat de la question de l'option

électorale pour la gauche et l'extrême gauche a souvent été décevante. Les personnes ayant organisé des discussions publiques sur ce thème espéraient le plus souvent un choc des idées entre activistes proches de l'anarchisme et partisans de Québec solidaire, mais n'ont en général eu droit qu'à des échanges polis et tolérants entre les deux camps… Il y a bien eu, à l'occasion des élections provinciales de mars 2007, l'apparition de la coalition *Nous on vote pas!* (http://www.nousonvotepas.org/), que le Directeur général des élections a menacée d'une injonction. En effet, la loi électorale exige que les campagnes abstentionnistes s'enregistrent officiellement! Mais l'attaque des abstentionnistes était menée contre le système électoral en général plutôt que contre Québec solidaire expressément.

Et puis, il y a des liens organiques réels entre des membres influents de Québec solidaire et des mouvements sociaux parfois radicaux. Françoise David, on le sait, a été présidente de la Fédération des femmes du Québec et porte-parole du Sommet des peuples, en marge du Sommet des Amériques en avril 2001. Amir Khadir, coprésident du parti, a été infirmier volontaire lors de manifestations contre la réunion mini-ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) organisées par la Convergence des luttes anti-capitalistes (CLAC) à l'été 2003, à Montréal. À cette occasion, il a été piégé avec plus de 200 autres activistes dans une arrestation de masse menée par les policiers de la Ville de Montréal.

Si la solidarité et la collaboration restent possibles entre « électoralistes » et « mouvementistes », il ne faut pas pour autant nier les tensions, voire les critiques qui fusent de part et d'autre. Du côté des adeptes de la formation d'un parti politique, que ce soit au Forum social ou sur la scène politique québécoise, on entend souvent dire qu'il est très naïf, voire

puéril et dangereux, que les mouvements sociaux radicaux se rangent derrière le slogan « changer le monde sans prendre le pouvoir »[2]. Il y aurait là comme un abandon de toute prise sur le réel, et conséquemment un repli dans les communautés activistes où l'on se réjouit d'expérimenter la démocratie directe, abandonnant à leur sort les classes défavorisées, exploitées ou exclues. C'est, en substance, ce que tentent de démontrer de jeunes universitaires comme Christine Couvrat qui déclare avec assurance que « la réflexion alter à propos de l'action politique et des façons envisageables d'en orienter la pratique » oublie « le canal par lequel il paraît encore pensable aujourd'hui d'imprimer à l'organisation de nos sociétés complexes une certaine dose d'orientation rationnelle (le « canal législatif » de la démocratie représentative classique) » qui « n'intéresse pas les partisans de la démocratie alter ». Elle insiste : « la philosophie démocrate-radicale contemporaine ne vise pas la constitution et l'exercice rationnel du pouvoir politique ». Dans le même esprit, Frantz Gheller déplore que « la lutte altermondialiste est fragmentée. Tant qu'elle se cantonnera à la promotion d'un amalgame de revendications particularistes, sa capacité à bâtir un projet émancipateur sera compromise[3]. » Et dans *Le Devoir*, le chroniqueur qui recense les essais québécois, Louis Cornellier, accorde une véritable attention aux publications de l'extrême gauche mais conclut systématiquement ses papiers à leur sujet en rappelant que les radicaux, incarnant un certain archaïsme politique, font fausse route et devraient se « convertir » au réformisme.

2. John Holloway, *Changer le monde sans prendre le pouvoir : le sens de la révolution aujourd'hui,* Montréal/Paris, Lux/Syllepse, 2007.

3. Christine Couvrat, *L'essor de l'altermondialisme : expression de la montée en Occident d'une culture démocrate-radicale,* Paris, L'Harmattan, 2007, p. 293 ; F. Gheller, « L'éthique de la société des identités et l'altermondialisme : une illustration », Jacques Beauchemin, Mathieu Bock-Côté (dir.), *La cité identitaire,* Outremont, Athéna, 2007, p. 129.

Or il peut sembler plus raisonnable de rappeler que les deux tendances — « électoraliste » et « mouvementiste » — se nourrissent l'une l'autre en attendant le Grand Soir, que ce soit la victoire électorale de Québec solidaire ou la révolution anarchiste, toutes deux aussi improbables pour l'instant. Dans l'histoire de la social-démocratie occidentale qui prend racine au XIXe siècle, il semble bien que ce soit la menace inspirée par le dynamisme de mouvements radicaux et révolutionnaires qui ait poussé des gouvernements — souvent conservateurs — à accorder des droits et des programmes sociaux à la classe ouvrière. L'État-providence tel qu'on le conçoit aujourd'hui est né dans une Allemagne alors sous le règne d'un kaiser — encouragé par Bismarck — qui a accordé certains gains aux ouvriers et ouvrières pour calmer le jeu et miner leur élan révolutionnaire[4]. S'il n'y a pas de radicaux, le spectre politique se tasse à droite, et l'horizon des possibles se rétrécit, ce qui réduit d'autant la marge de manœuvre des « réformistes ». Or qui porte cette flamme radicale aujourd'hui, sinon les groupes et collectifs de sensibilité anarchiste ?

Même leur turbulence peut en bout de piste servir les électoralistes. Qui peut nier aujourd'hui que le renversement d'un segment de la clôture de sécurité entourant le périmètre interdit a été le geste — tout « violent » soit-il — qui a le plus marqué les esprits au moment du Sommet des Amériques à Québec en avril 2001 ? Cet affront à l'égard de l'arrogance des grands a participé de l'imaginaire de la résistance et du dynamisme engagé par les mobilisations. Cette action d'éclat aura fait autant, sinon plus, pour ramener vers le politique des jeunes et des moins jeunes qui ne s'y intéressaient pas ou plus,

4. Pour une réflexion plus développée à ce sujet, on lira avec intérêt la section « Résistances » dans Carol Levasseur, *Incertitude, pouvoir et résistances : les enjeux du politique dans la modernité,* Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, 2006.

que tous les points de presse des porte-parole du Sommet des peuples (tout à fait légitime, cela dit)…

La légitimité relative des radicaux et de leur turbulence semble d'ailleurs aujourd'hui mieux reconnue, alors qu'en plusieurs occasions des convergences hier encore improbables s'incarnent dans la rue, comme à l'occasion des manifestations contre le Sommet de Montebello en 2007 ou lors des manifestations contre les défilés militaires à Québec en juin 2007 et juillet 2008. Des activistes formés en Black Blocs ou ayant annoncé des actions de « perturbation » s'y retrouvent dans la rue aux côtés de leaders du mouvement syndical, du mouvement féministe, voire de Québec solidaire (comme à Montebello).

Faut-il alors s'attendre à un retour de politesse, et que demain les activistes de sensibilité anarchiste se rendent aux bureaux de scrutin déposer dans l'urne leur bulletin de vote ? L'élection est un processus à la signification complexe et un certain nombre de tensions restent inhérentes au geste même de voter, si l'on se targue d'adopter une éthique anarchiste. Quoi qu'on entende sur le « pouvoir du peuple », la « souveraineté de la nation » ou le « premier devoir citoyen », voter non pas au sujet d'une décision collective, mais pour nommer des dirigeantes ou dirigeants qui (nous) gouverneront en notre nom évoque l'image paradoxale de l'esclave qui se choisit un maître. Pour l'anarchisme qui est la seule philosophie politique opposée à toute forme de direction d'un parti politique, l'idée de choisir le maître par élection apparaît absurde, voire répugnante.

Des anarchistes répliquent ensuite à l'argument du moindre mal, selon lequel un parti de gauche est toujours

mieux qu'un parti de droite, en rappelant qu'un gouvernement de gauche est néfaste pour plusieurs raisons. Premièrement, quelques anarchistes adeptes de la politique du pire prétendent que les gouvernements de droite vont, par leur arrogance et leurs choix politiques, aggraver les conflits sociaux et pousser les masses à la révolte. Deuxièmement, des anarchistes insistent pour rappeler qu'un parti de gauche une fois au pouvoir peut très bien mener des politiques de droite. L'histoire est riche d'exemples de gouvernements de gauche ayant écrasé dans le sang des révoltes, déclenché et mené des guerres injustes, refusé le droit de vote aux femmes (accordé par le gouvernement conservateur de Borden au Canada et par Charles de Gaulle en France), mené des politiques d'austérité et des coupes dans les services sociaux et participé à l'orchestration de la mondialisation du capitalisme tant décriée par le mouvement altermondialiste. Dans tous les cas, la participation d'un parti de gauche au jeu électoral laisse entendre qu'il s'agit là d'une arène politique légitime et qu'il convient de respecter un certain décorum dans la lutte qui doit rester feutrée, quitte à œuvrer de concert avec des salauds (les politiciens de droite). Enfin, les anarchistes s'entendent pour dire que voter n'offre que l'illusion d'exercer un choix, et que ce processus vient conforter dans sa légitimité un système politique injuste et accroître l'écart entre une direction de parti (ici, de gauche) et « la base » qui se retrouve en posture malsaine de déférence — ou d'idolâterie — à l'égard de cette direction. Le processus électoral, de plus, encourage de fait la déresponsabilisation et le désengagement politique de par le processus de délégation qu'implique nécessairement l'élection, et de la mise en spectacle de l'élite — les candidates et les candidats — face à un public plutôt passif et admiratif, l'électorat. S'engager dans Québec solidaire, c'est donc consacrer

beaucoup d'énergie et de temps dans un cadre nécessairement hiérarchique, même si la direction du parti est sincèrement préoccupée de participation et d'égalité de principe. Et plus un parti se rapproche du pouvoir officiel, plus le cadre hiérarchique devient rigide et l'influence des instances participatives, plutôt marginale.

Certes, un parti comme Québec solidaire agit à sa manière comme un catalyseur d'un certain discours critique, qui trouve à l'occasion écho dans les médias de masse[5]. Québec solidaire n'est alors qu'une forme de manifestation politique ; mais l'organisation reste un parti, avec une direction et un objectif précis, rafler des sièges à l'Assemblée nationale, la chambre de l'élite politique.

Alors, Québec solidaire peut-il espérer les suffrages anarchistes aux prochaines élections ? Si l'anarchisme classique a, en principe, une position stricte à l'égard de l'abstention électorale, l'histoire compte nombre d'exceptions : à l'époque de la guerre civile espagnole (1936-1939), des anarchistes ont même été ministres du gouvernement républicain, au nom du front uni antifasciste ; des anarchistes ont appelé à voter au second tour des élections présidentielles françaises de 2002 pour bloquer — disait-on — la menace de Jean-Marie Le Pen, chef du Front national ; sans doute des anarchistes voteraient demain si un troisième référendum se tenait pour statuer sur l'avenir du Québec ; et quelques anarchistes ont certainement voté pour Québec solidaire, ou à tout le moins pour le Bloc pot… Mais pour beaucoup d'autres anarchistes, les divers problèmes discutés ici, qu'ils soient d'ordre moral ou politique,

5. Où il reste souvent associé par les commentateurs et les journalistes à une idéologie archaïque, datée au mieux des années 1960, critique qui n'est jamais adressée aux discours [néo] libéraux s'inspirant de principes élaborés pourtant au XVIIIe siècle…

viennent miner tout désir de participer au cirque électoral. Déposer un bulletin de vote dans l'urne électorale, et donc accepter officiellement de remettre son pouvoir politique à quelqu'un d'autre, est un geste en contradiction complète avec la forme d'engagement que pratiquent tant d'anarchistes dans leurs groupes politiques et sur leurs fronts de lutte. Voter signifie donc en quelque sorte trahir l'esprit animant ces groupes et justifiant cet engagement, dans lequel tant d'énergie, de temps et d'espoir sont consacrés précisément à faire la politique autrement, de manière directe, (réellement) égalitaire, consensuelle. S'abstenir de participer aux élections relève donc d'une question de cohérence éthique, voire psychologique. L'abstention revêt une signification similaire au boycott d'une institution injuste et illégitime. Enfin, il reste ce dernier problème associé au côté spectaculaire de l'élection qui accorde une importance au décompte des voix, qui sacralise le vote individuel. Cette mythologie de l'élection est portée par une campagne d'endoctrinement menée par nul autre que le Directeur général des élections du Québec, et qui vise — avec du matériel didactique — les jeunes des écoles secondaires, lors des élections du Conseil d'élèves. L'objectif explicite du Directeur général des élections est de convaincre les citoyennes et citoyens de demain qu'il est important de voter, que c'est dans le geste du vote que réside leur (seul) pouvoir[6]. L'élection fonctionne alors dans l'imaginaire collectif comme un jeu de loterie : on entre dans l'isoloir tout gonflé d'un sentiment de fierté, croyant qu'en ce moment solennel, c'est *ma* voix qui fait la différence…

Si Françoise David perd par une voix à la prochaine élection, elle pourra me le reprocher.

---

6. À ce sujet, voir F. Dupuis-Déri, « Les élections de Conseils d'élèves : méthode d'endoctrinement au libéralisme politique », *Revue des sciences de l'éducation,* 32 (3), 2006.

Une *Patria Grande* pour l'Amérique du Sud

PAR PIERRE BEAUDET

En Amérique du Sud, berceau des forums sociaux et de l'altermondialisme, se produit aujourd'hui sous nos yeux un intéressant processus de mobilisation sociale et d'innovation politique qui secoue la chape de plomb qui sévit sur ce continent depuis 500 ans sous la domination européenne et, plus récemment, sous la pesante influence des États-Unis. Parmi les chantiers en effervescence se trouve celui de l'intégration sud-américaine. En effet, le vieux rêve de Simon Bolívar de créer « une » Amérique du Sud unie et capable de prendre sa place dans le monde connaît une nouvelle vie. Les enjeux, les contradictions, les défis sont multiples.

L'histoire bascule

Tout au long du vingtième siècle, le paysage politique, social, économique et culturel de l'Amérique latine a été dominé par l'influence des États-Unis. Et pour cause, depuis la fameuse déclaration du président James Monroe en 1823, Washington s'est arrogé le droit d'intervenir dans « son » continent. Ainsi,

jusque dans les années 1990, de terribles dictatures sont maintenues à bout de bras par les États-Unis au Chili, au Guatemala, en Argentine et dans plusieurs autres pays où des rébellions populaires sont matées dans la violence extrême. Entre-temps, l'économie de ces pays est « adaptée » sur mesure pour fournir aux États-Unis des produits miniers et agricoles appropriés par de grandes entreprises multinationales états-uniennes. Plus tard, dans le tournant de la mondialisation néolibérale, Washington entreprend d'institutionnaliser cette intégration/subordination dans le cadre de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA), projet proposé par le président Clinton en 1994.

Mais en quelques années, le paysage est chambardé. Dès le nouveau millénaire, de nouvelles générations de mouvements sociaux et politiques apparaissent du Rio Grande à la Terre de Feu. En Argentine, en Bolivie et ailleurs, ils réussissent à enrayer, voire à bloquer le projet néolibéral. Plus tard, profitant de la réouverture démocratique, les populations votent massivement pour des partis de gauche (Brésil, Uruguay, Bolivie, Équateur, etc.), espérant des transformations fondamentales.

Le continent est en effervescence et, dans cette foulée, le projet de la ZLÉA est contesté un peu partout. Une coordination hémisphérique des mouvements sociaux, l'Alliance sociale continentale, est mise en place, regroupant des mouvements et des coalitions (notamment le Réseau québécois pour l'intégration continentale qui organise en avril 2001 un historique Sommet des peuples des Amériques à Québec). Finalement en novembre 2005, le projet de la ZLÉA est effectivement enterré par les gouvernements sud-américains, au grand dam du président Bush et de son principal allié dans le dossier, le gouvernement canadien. C'est de ce grand basculement

qu'émergent de nouveaux projets d'intégration animés à partir de l'Amérique du Sud et qui s'inscrivent dans la recherche de solutions de rechange au modèle libre-échangiste et néolibéral dominant.

Le rêve de l'intégration

Bien qu'héritière d'une histoire commune à tous ses pays, l'Amérique du Sud reste un continent diversifié à beaucoup d'aspects, y compris le plan économique. Des pays « riches » (relativement au continent) comme le Chili, l'Uruguay, l'Argentine coexistent avec des zones de grande misère, dans les pays andins, en Amérique centrale. Entre eux s'interpose un géant économique et démographique, le Brésil. Certes, l'intégration continentale harmonieuse apparaît aujourd'hui comme une nécessité, tant pour renforcer les États que pour permettre au continent tout entier de jouer dans la « cour des grands » au sein d'un univers mondialisé et structuré autour de grands ensembles comme l'Amérique du Nord, l'Union européenne, la Chine.

Mais le projet reste plus facile à nommer qu'à réaliser, compte tenu non seulement des disparités mais aussi des rivalités, voire des conflits qui existent un peu partout. Jusqu'à récemment, ces obstacles ont empêché en pratique plusieurs projets d'intégration de prendre leur essor (comme le Marché commun du Sud (Mercosur), la Communauté andine des Nations, le Caricom, etc.). Le Mercosur, mis en place en 1991 par le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay et le Paraguay est peut-être allé le plus loin dans la tentative d'élaborer un cadre de coopération fonctionnel. Mais pendant longtemps, les gouvernements néolibéraux qui dominaient dans ces pays étaient bien plus intéressés à développer leurs relations bilatérales avec les États-Unis ou l'Europe qu'à renforcer les liens intracontinentaux.

C'est ce qui a changé à partir de 2002, avec l'élection du président Lula au Brésil, dans la foulée de la tenue du premier Forum social mondial à Pôrto Alegre en janvier 2001. Depuis, les avancées ont été importantes, tant sur le plan de l'élargissement du Mercosur (qui compte maintenant un nouvel État membre, le Venezuela, ainsi que cinq États associés : la Colombie, le Pérou, la Bolivie, l'Équateur et le Chili) que sur le plan des projets d'intégration que le Brésil voudrait renforcer dans le cadre de la Communauté sud-américaine des nations, lancée symboliquement à Cuzco en 2004. Pour le moment cependant, le Mercosur, qui représente une véritable force économique (250 millions d'habitants et un PNB consolidé de 2500 milliards de dollars, soit 75 % du PNB de l'Amérique du Sud), n'avance pas aussi rapidement que certains le voudraient.

Certains États accusent le Brésil d'utiliser son poids pour imposer ses priorités. Les grandes entreprises brésiliennes, dont la société publique Pétrobras, n'ont pas des pratiques très différentes des autres multinationales, comme on l'a vu lors des difficultés de la Bolivie et de l'Équateur pour reprendre le contrôle de leurs ressources. Par ailleurs, divers conflits opposent l'Argentine et l'Uruguay.

Les États-Unis entre-temps ne restent pas inactifs en tentant de signer des accords de libre-échange avec des États à qui on promet d'ouvrir le marché états-unien, ce qui est certes tentant pour des pays encore pauvres et qui sont jusqu'à un certain point en compétition les uns avec les autres. Malgré ces obstacles, l'intégration économique avance à l'aide de grands projets d'infrastructure dans le domaine des transports, de l'énergie et de l'agriculture.

Une *Patria Grande*

En décembre 2004, Fidel Castro et Hugo Chávez proposent l'Alternative bolivarienne pour les Amériques (ALBA), qui veut réaliser le projet de Bolívar de constituer en Amérique du Sud une *Patria Grande*. Peu à peu se joignent à l'ALBA la Bolivie d'Évo Morales (en 2006), le Nicaragua après le retour au pouvoir des sandinistes (2007) et plus récemment, le Honduras (2008). Plusieurs autres États dits « associés » sont également partie prenante du processus, notamment l'Équateur, l'Uruguay, la République dominicaine et les îles de la Dominique et de Saint-Kitts. Pour le moment, l'ALBA se présente comme un projet encore vague. On y entend beaucoup de déclarations quelque peu ambitieuses, mais on y voit aussi des actions concrètes qui jusqu'à un certain point concrétisent l'utopie de l'intégration.

Contrairement au Mercosur qui s'affiche comme un processus d'intégration économique, l'ALBA se présente comme un projet « contre-hégémonique » où l'Amérique du Sud, selon le sociologue Emir Sader, est « devenue le maillon le plus faible de la chaîne impérialiste » :

> En réunissant ces pays et les mouvements sociaux, l'ALBA s'est transformée en un nouvel horizon historique de l'Amérique latine et des Caraïbes, à partir duquel toutes les forces progressistes devront penser leur identité, leurs objectifs et leurs formes d'action. Elle devient un exemple modèle de l'application d'un commerce équitable, de solidarité, de coopération. Un espace alternatif au libre-échange, à la domination du marché, en révélant concrètement comment c'est par un échange entre besoins et possibilités que l'on vient à bout de l'analphabétisme, que l'on renforce l'agriculture

> familiale et la sécurité alimentaire, que l'on redonne la vue à des millions de personnes, en bref, où l'on met les besoins de la population au-dessus des mécanismes du marché et de l'accumulation du capital.[1]

Au-delà des déclarations, l'ALBA s'est structurée autour de grands projets. Dans un premier temps, le Venezuela, gros producteur de pétrole, fournit d'importantes quantités de combustible à des prix largement inférieurs à ceux du marché international[2]. En fait cet accord pétrolier inclut beaucoup plus de pays que les seuls États membres de l'ALBA puisque 14 États sont maintenant membres de Petro Caribe, que Chávez voudrait bien élargir à l'échelle du continent (projet de Petro SUR). En attendant, dans le cas d'un pays pauvre comme le Nicaragua, les avantages sont indéniables puisque la formule représente des économies d'environ 430 millions de dollars pour la seule année 2008. L'entreprise vénézuélienne de pétrole PDVSA investit de vastes sommes dans le secteur énergétique à Cuba, en Bolivie et ailleurs.[3]

Parallèlement à l'énergie, l'ALBA promeut les échanges dans toutes sortes de domaines. Avec l'appui financier du gouvernement Chávez, plus de 30 000 coopérants cubains sont ainsi actifs en santé et en éducation non seulement au

1. Emir Sader, « América Latina en Movimiento », 7 mai 2007, en ligne : http://alainet.org/. Texte traduit par RISAL, Réseau d'information et de solidarité avec l'Amérique latine (http://risal.collectifs.net/).

2. Le pays acheteur paie immédiatement 40 % de la valeur du pétrole. L'autre 60 % est reconduit dans une dette à long terme à 1 % d'intérêt.

3. Selon l'Economist Intelligence Unit, la générosité du Venezuela lui coûte cher. La dette de PDVSA est très élevée (64 milliards), ce qui lui interdit d'investir dans la croissance de la production locale qui a décrû de 3,2 millions de barils par jour (2002) à moins de 2,5 millions aujourd'hui. « Venezuela : political reform or regime demise? », *Latin America Report,* n° 27, 23 juillet 2008.

Venezuela,[4] mais aussi dans les pays les plus pauvres de la région comme Haïti, par exemple. Telesur est aussi un développement qui attire l'attention. Cet « anti-CNN » veut non seulement produire des images pour l'Amérique du Sud, mais surtout offrir une nouvelle perspective sur les évènements et les personnalités qui font l'histoire. Récemment, l'idée a été lancée par Hugo Chávez de créer une « Banque du Sud » qui remplacerait éventuellement le FMI et la Banque mondiale comme soutien financier « de dernier recours » pour les pays d'Amérique du Sud. Le projet est encore à l'état d'ébauche, mais le Président vénézuélien a annoncé une capitalisation initiale de sept milliards de dollars.

Enfin, fait singulier à remarquer, l'ALBA veut laisser une place, à côté des États, aux mouvements sociaux, au moyen du Conseil des mouvements sociaux. Lors de leur dernière rencontre à Tintoréro (Venezuela), une centaine d'organisations syndicales et populaires se sont dites en accord pour concrétiser cette présence de la société civile populaire au sein de l'ALBA en faisant la promotion du « commerce équitable » plutôt que du « libre-échange[5] ». Notons par ailleurs, dans cette même perspective d'interaction avec les mouvements sociaux, que Caracas fut l'hôte d'un volet du Forum social mondial polycentrique de 2006 (avec Bamako au Mali et Karachi au Pakistan) et que le gouvernement bolivarien a fortement appuyé son organisation.

---

4. Les coopérants cubains rendent possible le travail des « Misiones » *(Robinson, Ribas, Sucre et Vuelvan Caras),* projets spéciaux conçus par le gouvernement Chávez pour fournir les services de base dans les bidonvilles de Caracas et les villes de l'intérieur.

5. Encuentro de los Movimientos Sociales en el Marco de la V Cumbre de la Alternativa Bolivariana para los Pueblos de Nuestra América Tratado de Comercio de los Pueblos, Tintoréro (Venezuela), 28 et 29 avril 2007.

Les défis

Comme on peut l'imaginer, le projet de l'ALBA excite les imaginations et les espoirs d'un bout à l'autre du continent. Toutefois, le rêve est tempéré quand on considère les obstacles internes et externes qui compromettent le projet. Le gouvernement d'Hugo Chávez, qui est la véritable dynamo de l'ALBA, est dans une mauvaise passe depuis l'échec du référendum constitutionnel de l'an dernier. Bien que l'État dispose d'énormes surplus financiers liés aux fluctuations à la hausse des prix de l'énergie, l'économie ne va pas très bien, en témoignent les taux de chômage et la déliquescence des infrastructures. Et sur le plan politique, Chávez reste de plus en plus contesté par l'opposition de droite, mais aussi par une partie de la gauche qui craint une certaine dérive populiste et autoritaire. Néanmoins, Chávez n'a pas dit son dernier mot. Le projet de transformation qui reste à venir s'appuie sur le désir d'émancipation de millions de personnes qui voient dans la « révolution bolivarienne » le seul espoir de s'en sortir.

Ailleurs sur le continent, les gouvernements de gauche peinent à répondre aux attentes de la population. La réélection des gouvernements de gauche dans plusieurs pays (Brésil, Chili, Uruguay) est loin d'être garantie dans un contexte où des turbulences sociales s'aggravent. Tout cela se conjugue pour fragiliser les projets d'intégration et de création de la *Patria Grande*.

À quand le retour des Yankees ?

Mais sans doute les adversaires les plus redoutables de l'ALBA se retrouvent-ils au nord du Rio Grande. Certes, dans le sillon des débâcles de l'Irak et de l'Afghanistan, les États-Unis ont

été discrets en Amérique du Sud ces dernières années, ce qui a profité non seulement au Venezuela et à l'ALBA, mais aussi au Brésil qui cherche à s'afficher comme puissance régionale, voire mondiale[6].

Dans le contexte de la crise énergétique mondiale cependant, il serait surprenant que Washington « oublie » sa sphère d'intérêts rapprochée. Actuellement, les États-Unis importent près de cinq millions de barils de pétrole par jour d'Amérique du Sud, principalement du Venezuela ! Les réserves d'hydrocarbures abondent dans les pays andins, sur la côte est (au large du Brésil) et bien sûr dans le bassin caribéen. Et ces chiffres étourdissants ne tiennent même pas compte du gaz naturel dont on connaît les réserves faramineuses en Bolivie et en Équateur.

Qu'attendre donc des États-Unis sinon leur retour en force, à un moment ou à un autre ? Cela explique les investissements considérables qui sont actuellement consentis à la Colombie, où l'aide et la présence militaire américaines ont considérablement augmenté. C'est un développement révélateur pour un pays qui a la plus longue frontière avec le Venezuela et qui a avec Hugo Chávez une longue série de contentieux. Autre signe avant-coureur, l'administration Bush vient de remettre en place la IVe flotte (démembrée en 1950) et dont le mandat est de « sécuriser » la Caraïbe et les océans entourant l'Amérique du Sud.[7]

---

6. Les économistes ont inventé un nouvel acronyme pour désigner les pays qui « émergent » et qui contestent l'hégémonie de la « triade » (Amérique du Nord, Union européenne, Japon). Il s'agit des « BRICS » pour Brésil – Russie – Inde – Chine – South Africa. Il ne fait pas de doute en tout cas que ce sont ces « BRICS » qui ont fait dérailler les négociations entreprises sous l'égide de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Doha à l'été 2008.

7. Jules Dufour, « Le retour de la IVe Flotte », *Alternatives,* volume 15, nº 1, septembre 2008.

Objectifs officiels de l'ALBA (2004)

- Promouvoir le commerce et l'investissement entre les États membres sur la base de la coopération, dans le but d'améliorer la vie des peuples et non de faire des profits;
- Renforcer la coopération entre les États membres pour rendre disponibles la santé et l'éducation gratuitement aux peuples;
- Favoriser l'intégration des secteurs de l'énergie pour répondre aux besoins des peuples;
- Faciliter la création de médias parallèles pour contrebalancer les médias états-uniens et promouvoir l'identité latino-américaine;
- Promouvoir la redistribution des terres et la sécurité alimentaire;
- Développer les entreprises publiques;
- Développer le secteur industriel de façon à ce que les États membres deviennent économiquement indépendants;
- Promouvoir les mouvements de travailleurs, d'étudiants et les mouvements sociaux en général;
- S'assurer que les projets de l'ALBA soient bénéfiques pour l'environnement.

ESSAIS ET ANALYSES

PISTES DE SOLUTION

Pourquoi la décroissance au Québec

PAR LÉO BROCHIER ET SAMUEL JACQUES

La décroissance est donc un impératif de survie. Mais elle suppose une autre économie, un autre style de vie, une autre civilisation, d'autres rapports sociaux. En leur absence, l'effondrement ne pourrait être évité qu'à force de restrictions, rationnements, allocations autoritaires de ressources caractéristiques d'une économie de guerre. La sortie du capitalisme aura donc lieu d'une façon ou d'une autre, civilisée ou barbare.

André Gorz

Il ne se passe pas un moment sans que nous soyons assaillis par la décrépitude de notre monde dont la destinée est, malheureusement, de plus en plus liée à la puissance économique et technique. L'inventaire des catastrophes présentes ou à venir ne cesse de s'allonger au point où il faut désormais se demander si l'état préoccupant de la biosphère ne pourrait pas menacer le sort de l'humanité. Notre modèle de développement est un échec, et la fascination pour le progrès et la croissance économique conduit à la mise en place d'une société

d'hyperproduction et d'hyperconsommation dans laquelle l'économie tentaculaire envahit les moindres aspects de notre vie et où le lien social est de plus en plus assuré par la médiation marchande. Or l'idée de progrès est devenue problématique ; mais que dire des réponses politiques qui, prenant acte de notre situation écologique et sociale, se condamnent d'elles-mêmes en reposant sur cette même foi inébranlable.

Quand le progrès menace le progrès

De nos jours, l'idée de progrès, entendue et comprise exclusivement à travers le prisme de l'économie, est totalement assujettie au mythe de la croissance infinie. Elle se traduit par l'expansion continue de l'emprise des activités économiques sur tous les aspects de la vie humaine, ainsi que par la production et l'accumulation de marchandises de toutes sortes. Le progrès, compris comme direction assurée et progression effective, suit en général le schéma suivant : « la croissance économique détermine le développement économique qui détermine le développement social et individuel ».[1] Mais derrière cette conception, il y a aussi la réalité un peu moins rose du remplacement progressif des richesses que nous offre la nature par des déchets industriels et empoisonnés.

Inlassablement, cette obsession de la croissance comme condition du bonheur général nous place devant l'obligation de multiplier les activités économiques, d'éviter la stagnation en défrichant toujours de nouveaux champs pour la conquête marchande et, ainsi, de continuer à nous assurer de l'augmentation constante de l'emprise de l'économie sur le monde. Après la colonisation géographique globale de nouveaux mar-

1. Gilbert Rist, *Le développement : histoire d'une croyance occidentale,* Paris, Presses de science po, 1996.

chés, la sphère marchande s'attaque aujourd'hui de plus en plus aux biens communs de l'humanité. C'est ainsi qu'après la conquête de l'eau, elle étend désormais son emprise sur le vivant par le contrôle et le dépôt de brevets.

Cette victoire mondiale des élites économiques n'est pas encore suffisante pour satisfaire l'appétit insatiable du capital. C'est ainsi que la consommation ostentatoire accompagne l'obsolescence planifiée des produits manufacturés, qui se manifeste, dans notre ère du jetable, par le remplacement compulsif de ces produits par d'autres, plus nouveaux, qui se retrouvent eux-mêmes rapidement démodés. En effet, le risque de saturation du marché a poussé les industriels à limiter systématiquement la durabilité de leurs produits, ou encore, par l'intermédiaire de la publicité et de la mode, à procéder à leur dévaluation symbolique.

« Apprends à avoir besoin de ce qui est offert »[2], tel est l'impératif de cette domination qui réduit le progrès à sa seule dimension matérielle où « le plus » est le mieux, et qui soutient le règne de la consommation illimitée. « On ne finit pas par avoir ce dont on a besoin : on finit par avoir besoin de ce qu'on a[3] ». La liste des possessions matérielles dont « on ne peut se passer pour vivre » a fortement augmenté depuis les dernières décennies[4] – assurant ainsi la reproduction d'un système qui a su prouver avec le temps son inefficacité à assurer le bien-être de sa population d'une façon juste, solidaire et équitable.

2. Günter Anders, *L'obsolescence de l'homme,* Paris, Éd. de l'Encyclopédie des Nuisances, 2002 [1956].

3. *Op. cit.,* p. 202.

4. http://pewsocialtrends.org/pubs/323/luxury-or-necessity (visité le 13 août 2008). Cette recherche a également démontré que plus le revenu d'une personne est élevé, plus il y a de chances que cette personne voie ses biens comme étant des nécessités au lieu d'être des objets de luxe. Comme quoi la croissance augmente nos désirs au lieu de les assouvir.

Ce cycle d'innovation forcée[5] et accélérée, participant pleinement au dessein productiviste et consumériste, en plus de nourrir la crise sociale, est entre autres la cause de la crise écologique actuelle, du fait de l'incorporation de toujours plus de matières premières à la production. Inutile de dresser ici la trop longue liste des nuisances, mais rappelons que quelques décennies à peine ont suffi pour dilapider nos ressources naturelles et appauvrir la biosphère au point où les écosystèmes n'ont plus la capacité de se renouveler. Notre appétit de ressources naturelles est tel que si aujourd'hui le modèle de développement économique dominant, tant vanté par les hommes politiques, les pouvoirs financiers et les économistes sur la plupart des tribunes, devait s'étendre à l'ensemble des pays du globe, il nécessiterait en ressources l'équivalent de ce que pourraient fournir cinq planètes… Mais nous n'en avons qu'une, et elle ne nous appartient pas. Ajoutons à ce sombre tableau écologique que, dans cette représentation économique et idéologique du monde, l'individu est considéré comme une ressource, indispensable aux processus industriels et économiques au même titre que les ressources naturelles. Cela permet ainsi de justifier, au nom de l'efficacité économique, les licenciements massifs et la délocalisation avec, en prime, la possibilité de favoriser du même coup la déshumanisation des rapports humains qui glissent alors froidement vers la compétition des uns contre les autres et de tous contre la nature. L'identité individuelle se résout finalement dans la fonction de gagnant ou de perdant de la guerre économique mondiale. Les crises sociales apparaissent donc ainsi comme des crises individuelles, privées de toute dynamique politique, simple reflet subjectif à assumer par les victimes des lois de l'économie.

5. http://decroissance.info/Peremption-premeditee

Ainsi donc aujourd'hui, le progrès s'use et constitue même une source d'inquiétude et de pollution capable de menacer ce confort et cette paix matérielle dont toute la production moderne justifiait justement la conquête. Comment croire à un progrès sans générations futures pour en jouir ? Au contraire, tout nous porte à croire que si nous demeurons sur les rails de ce développement économique et technique, ces conséquences continueront de s'aggraver. Malheureusement, les groupes politiques actuels semblent totalement incapables de prendre la mesure de notre démesure, et ceux qui contestent la place du capitalisme restent malgré tout aveuglés par la douce illusion du progrès et de la croissance ; leur audace politique ne nous propose par conséquent qu'une faible alternative politique. Il est temps d'admettre l'effet néfaste d'anciennes réussites.

« Une autre croissance n'est plus possible »

Les responsables politiques de droite comme de gauche, qui partagent dans les faits le même bilan attristant, sont convaincus que les solutions aux problèmes de la croissance requièrent toujours davantage de croissance. C'est sans doute là la raison qui explique pourquoi nous entendons les syndicats réclamer une augmentation accrue du pouvoir de consommer de leurs membres ou encore les groupes politiques écologistes revendiquer une croissance économique maîtrisée (passant par le chemin douteux d'un développement durable grassement soutenu par l'espoir directement programmé par le capital d'une technologie propre), au lieu de les voir défendre une prise en charge responsable des problèmes.

Par leur incapacité fondamentale à briser l'imaginaire productiviste, les réponses politiques de notre régulation libérale sont devenues complètement obsolètes ; de gauche à droite, un seul objectif politique central : la croissance. Et

toujours comme seuls horizons indépassables : le productivisme et le consumérisme. Nos institutions, toutes couleurs politiques confondues, semblent manifestement peu enclines à faire cesser notre soumission à la production marchande.

Si les valeurs des partis à droite de l'échiquier politique, fondées, entre autres, sur la logique du profit et l'accumulation du capital, sont bien connues et ne feront pas ici l'objet de critiques maintes fois élaborées, nous nous interrogeons sur le fait que la gauche semble incapable d'avoir une prise réelle sur ce système et d'en modifier profondément l'orientation.

De fait, sous couvert d'un certain réalisme politique, les forces politiques et sociales de l'opposition au capitalisme au Québec continuent de partager avec leur ennemi beaucoup trop de dogmes issus de certaines conceptions élaborées au siècle des Lumières. Leurs projets politiques réchauffés de transformation du monde demeurent inlassablement ancrés dans les concepts libéraux de croissance économique, de richesse, de développement et de technique. C'est dans le contenu de ces mots que ces forces espèrent encore récolter les fruits du progrès dont elles se sont faites historiquement le porte-étendard, en ayant à cœur le noble objectif d'en faire bénéficier le plus grand nombre. Même si elle rejette bruyamment le capitalisme et le libéralisme, la gauche, de manière générale, se refuse toutefois à remettre en question leurs conditions de possibilité culturelles et politiques ; c'est pourquoi elle accepte finalement que sa propre politique se réduise à la gestion des externalités de la domination économique, se condamnant de cette façon à l'impuissance.

Au fond, le principal point de divergence qu'elle possède avec le projet néolibéral concerne essentiellement la re-

distribution et la répartition des richesses. En ce sens, les débats droite/gauche restent circonscrits au seul discours économique chiffré et à la répartition, selon les secteurs clés, des points de croissance dégagés par le système productif. Ainsi, la gauche nous propose une simple régulation des excès du système, voire un accompagnement des crises, comme le mentionne G. Breton, analysant les propositions de la plateforme de Québec solidaire : « on laisse sous-entendre que le système va continuer de fonctionner tel qu'il est présentement mais que l'on va aider ceux que le système laisse de côté »[6] en espérant bien sûr en retour leur pleine et totale collaboration économique, aggravant ainsi la déliquescence du monde. Faire ainsi reposer toutes les protections sociales, comme par exemple les retraites, sur la croissance, justifie de fait l'augmentation de la destruction marchande. Évidemment, on nous objectera à droite comme à gauche que la croissance économique est la solution à la question du chômage, ou à celle des inégalités sociales. Or force est de constater que la création d'emploi n'est plus du tout liée à l'évolution de la croissance économique, alors que celle-ci est en constante augmentation. Ne parlons même pas, après plusieurs décennies de croissance, des inégalités sociales qui se creusent actuellement tant à l'échelle mondiale qu'à l'intérieur des cadres nationaux. En vérité, alors que s'effectue un découplage entre croissance et conditions de travail, ce qui croît ce sont surtout les nuisances.

Mais entendons-nous bien ici : nous ne contestons absolument pas la nécessaire répartition des richesses de même que l'équité, notions habituellement propres à la gauche, mais seulement l'appareil techno-économique en place et sa finalité

6. Gaétan Breton, « Où est passée la gauche ? », *À bâbord!,* février-mars 2007, p. 10.

de croissance; nous aimerions faire prendre conscience aux forces politiques de la gauche québécoise du fait que les moyens et les valeurs progressistes impliqués dans leurs luttes pour la justice sociale et écologique sont désormais insuffisants pour atteindre leurs buts, car comme l'exprime Jean-Pierre Dupuis : « S'il est beau de vouloir partager équitablement un gâteau aussi gros que possible, il conviendrait peut-être de se demander d'abord s'il n'est pas empoisonné [7] ». La principale erreur de la gauche est de penser que l'économie résoudra tous les problèmes sociaux et écologiques.

Décoloniser notre imaginaire : commencer par gagner la bataille des idées

Nous pensons que les mouvements qui s'opposent à la destruction marchande du monde ne peuvent être efficaces s'ils ne s'attaquent pas réellement et impérativement, comme nous invite à le faire le concept de décroissance, à la racine des problèmes. Il est surtout vain, en effet, de lutter contre les « externalités négatives » si l'on continue de se nourrir des idéologies qui les ont rendues possibles. Vouloir éviter les maux mais continuer de désirer leurs causes est une dangereuse contradiction de la morale politique du monde actuel. Nous ne pouvons raisonnablement pas dénoncer à la fois les marées noires et la hausse des prix de l'essence; cela s'apparente plutôt à un comportement schizophrène de désirer une plus grande mobilité mais une réduction des gaz à effet de serre. On ne peut pas avoir le beurre et l'argent du beurre. Convenons donc ici, comme l'exprimait Einstein, que « le mode de pensée qui a généré un problème ne peut être celui qui va le résoudre »; il faudrait plutôt voir les choses autrement. En désirant demeurer dans le paradigme de la pensée dominante,

7. Jean-Pierre Dupuis, *Pour un catastrophisme éclairé,* Paris, Seuil, 2002.

en n'envisageant d'autre voie que celle de la croissance, nous nous empêchons d'en explorer de potentiellement fructueuses. La décroissance ne doit pas être entendue comme une décroissance économique, synonyme de récession avec toutes les conséquences qui s'y rattachent. Il s'agit plutôt de la décroissance de l'économie elle-même comme représentation idéologique dominante, qui légitime son autonomie à l'abri de toute attache et responsabilité normative et collective. C'est pourquoi la décroissance travaille à miner cette autonomie de l'économie par rapport à la société par le réencastrement de l'économique dans le social, le tout non dissocié de son assise naturelle.

Non, décidément, une autre croissance, qu'elle soit verte ou socialement juste, n'est pas possible. Il est, de plus, illusoire d'envisager un simple ralentissement de cette machine lancée à toute vapeur, en espérant être sauvés par une hypothétique technologie, ou encore d'espérer mettre en œuvre un développement durable, deux façons d'abandonner lâchement notre responsabilité vis-à-vis des prochaines générations en leur laissant le fardeau des désastres et des solutions. La sortie, par la décroissance, de cette impasse ou plutôt de ce labyrinthe, pour reprendre la métaphore de Jean-Claude Besson-Girard[8], nous oblige à modifier la trajectoire de l'humanité, par la construction d'une alternative crédible fondée sur une autre logique. Cela passe préalablement par la déconstruction des mythes qui fondent la société actuelle, c'est-à-dire, selon la formule de Serge Latouche, qu'il faut « décoloniser notre imaginaire ».

---

8. Jean-Claude Besson-Girard, « La décroissance est l'issue du labyrinthe », dans Serge Mongeau (dir.), *Objecteurs de croissance. Pour sortir de l'impasse : la décroissance,* Montréal, Écosociété, 2008, p. 14-32.

Reconstruire l'économie sur le coopérativisme

PAR JACQUES B. GÉLINAS

On allègue souvent, pour justifier le fonctionnement asocial du système économique actuel, que l'agressivité, la domination et l'accaparement égoïste sont des comportements inhérents à la nature humaine. Cela n'est vrai qu'à moitié. Si on étudie de près l'histoire des civilisations, on constate que depuis l'apparition, il y a quelque 5 000 ans, des villes-États organisées en métiers et en classes, deux tendances ont marqué concurremment l'organisation de l'activité économique dans les sociétés : 1) le courant primaire où prévalent l'instinct de domination, l'exploitation du travail des plus faibles et le pillage des biens produits par d'autres collectivités ; 2) le courant civilisateur où tend à s'affirmer un esprit de coopération et d'équité qui émane des aspirations humaines les plus profondes de liberté, d'égalité et de solidarité.

L'esclavage, le servage et la colonisation sont des systèmes économiques qui perpétuent le premier courant, celui de la domination, de l'exploitation et de la violence. De même

l'ordre économique actuel, fondé sur l'individualisme, l'accaparement, la compétition, l'agressivité et, en dernière analyse, sur la guerre économique, s'inscrit dans le droit fil de ce courant primaire.

L'autre façon de pratiquer l'économie, fondée sur la coopération, survient dans l'histoire comme une conquête de la conscience humaine. Cette avancée proprement humaine se traduit par l'élargissement progressif de l'espace des droits individuels et collectifs. Là résident le vrai progrès et le seul projet de civilisation susceptible de donner un sens à l'aventure humaine. Le système coopératif qui, à contre-courant, s'est taillé une place dans les interstices du capitalisme, fait partie de ce projet civilisateur.

La présente contribution veut rafraîchir notre mémoire sociale : rappeler comment le coopérativisme a été conçu comme une alternative au système d'appropriation capitaliste, qui ne laissait – et ne laisse encore – aux salariés qu'une portion congrue des fruits de leur travail. Aujourd'hui, l'économie coopérative continue d'être pensée en ce sens, du moins par un noyau de coopérateurs fidèles à ses valeurs fondatrices. Il s'agit d'un véritable système économique, déjà expérimenté et bien rodé, qui pourrait constituer le pilier sur lequel bâtir une économie nouvelle. Une économie solidaire qui va dans le sens de l'histoire.

Le capitalisme, un système fondé sur de faux postulats

Pourquoi, diront certains, faudrait-il songer à remplacer le capitalisme alors que ce système se révèle plus efficace que jamais ? La réponse se trouve tout entière dans le dernier ouvrage, *Le Plan B*, de Lester R. Brown, ce défenseur de la planète sans doute le mieux documenté au monde. Dès la première phrase,

l'auteur lance un grave avertissement qui résume tout le propos de son livre : « Notre économie globalisée dépasse la capacité de la planète à la soutenir, poussant notre civilisation de ce début du XXIe siècle vers le déclin et peut-être vers l'effondrement[1]. »

Le fait que cette « économie globalisée » se révèle si destructrice, malgré les mises en garde qui fusent de toutes parts depuis quatre décennies, ne peut être le résultat ni d'un dérapage fortuit, ni d'un égarement passager. Le problème ne peut résulter que d'un dysfonctionnement structurel et systémique. L'ordre capitaliste montre ses limites non seulement parce qu'il détruit notre habitat terrestre, mais parce qu'il ne réussit pas à répartir équitablement, entre tous les humains, les biens et services qu'il produit en abondance. Les émeutes de la faim qui se multiplient dans le monde devraient suffire à nous en convaincre.

Dans son livre, Lester Brown fait sienne la réflexion d'un dirigeant d'ExxonMobil : « Le socialisme s'est effondré parce qu'il n'autorisait pas le marché à dire la vérité économique ; le capitalisme pourrait bien s'effondrer parce qu'il ne permet pas au marché de dire la vérité écologique ». À cette réflexion, il faut ajouter que le marché capitaliste ne peut pas non plus dire la vérité sociale, ni même la vérité économique. Pourquoi ? Parce que tout l'édifice capitaliste est fondé sur quelques postulats très simples, voire simplistes, dépourvus de toute base scientifique : 1) La poursuite de l'intérêt personnel – le *self-interest* – constitue le moteur de l'activité économique ; 2) Le marché libre est le meilleur répartiteur des ressources et des revenus ; 3) Le droit à la propriété

1. Lester R. Brown, *Le Plan B. Pour un pacte écologique mondial,* Paris, Calmann-Lévy, 2007, p. 15.

privée, illimitée, est un droit « sacré et inviolable »; 4) La croissance annuelle du PIB peut et doit se poursuivre indéfiniment.

Ce credo sur quoi repose le capitalisme fait du système une machine d'une efficacité redoutable, mais insensible par nature aux réalités sociales et environnementales.

Émergence du coopérativisme en opposition aux valeurs capitalistes

Au XIXe siècle, sévit en Europe un capitalisme sauvage qui soumet une classe ouvrière démunie et désunie à une exploitation outrancière. En opposition à cette injustice publique apparaissent alors les grands réformateurs sociaux que sont Owen, Marx, Proudhon, Fourier, Blanc, Le Play et d'autres. Les débats de société qu'ils suscitent inspireront des prolétaires qui uniront leurs forces pour résister à la dépossession dont ils sont l'objet. Le germe de l'associationnisme est semé qui prendra diverses formes, dont l'organisation coopérative.

En 1834 naît en France l'Association chrétienne des ouvriers bijoutiers en doré. Quelques années plus tard apparaît la Compagnie des travailleurs unis de la verrerie. C'est à Rochdale, en Angleterre, qu'est fondée en 1844, par des salariés du textile, la mère des coopératives modernes : la Société des Pionniers équitables de Rochdale. Ses fondateurs se sont en effet révélés de véritables pionniers en ce qu'ils ont été les premiers à formuler et articuler de façon cohérente les principes qui serviront de fondements au mouvement coopératif partout dans le monde : libre initiative individuelle et collective, contrôle démocratique, juste répartition des excédents, éducation permanente des membres, neutralité politique et religieuse, engagement dans la communauté. Et même, grande nouveauté pour l'époque, l'égalité des sexes.

Dans le même temps, Friedrich W. Raiffeisen lance en Allemagne les coopératives d'épargne et de crédit. En Italie, naissent les premières coopératives d'habitation.

Tous ces pionniers poursuivent un but pratique : améliorer leurs conditions de vie en se réappropriant les fruits d'un travail commun. Mais les débats de société qui ont cours les incitent à situer leur action dans un contexte plus large. Ils veulent une société juste et solidaire, fondée sur des valeurs de liberté et d'égalité plutôt que sur la compétition et l'enrichissement d'un petit nombre de privilégiés.

En 1895, les coopérateurs d'Europe s'unissent pour fonder l'Alliance coopérative internationale (ACI). Les principes du coopérativisme définis et mis à jour par l'Alliance balisent aujourd'hui le chemin des vrais coopérateurs. En 2008, l'ACI regroupe 225 fédérations et représente quelque 800 millions de personnes dans le monde.

Alphonse Desjardins et la maîtrise démocratique du capital

Au Québec, c'est l'impuissance des classes populaires face aux pratiques usurières des institutions financières qui allume l'indignation agissante d'Alphonse Desjardins. Ni économiste, ni homme d'affaires, mais journaliste enraciné dans son milieu, il observe que non seulement les gens se voient forcés de recourir à des usuriers, mais que le maigre capital que certains confient aux banques prend le chemin des grands centres et même de l'extérieur, au lieu de servir au développement de leur communauté.

Dans sa quête d'une solution à ce scandale économique et social, le journaliste devenu sténographe parlementaire entre en contact avec les dirigeants du mouvement coopératif européen. Ses recherches lui font prendre conscience

des enjeux économiques et sociaux de son temps. Nous sommes à la fin du XIX[e] siècle, à l'ère des bâtisseurs d'empires économiques et des premières multinationales. Desjardins « voit clairement, écrit son biographe, le mouvement irréversible de la concentration du pouvoir économique qui accompagne le développement du capitalisme[2]. » Le milieu catholique dans lequel il évolue l'oblige à beaucoup de réserve dans sa dénonciation du système. Mais il lui arrive d'exprimer clairement ce qu'il en pense :

> Conçu d'abord pour les grandes entreprises exigeant la mobilisation d'immenses capitaux, il [le capitalisme] offre des avantages spéciaux à ceux qui les possèdent ; il tend à favoriser la centralisation des forces de ces mêmes capitaux entre les mains de quelques audacieux accaparateurs qui, sur le champ de bataille des intérêts économiques, rêvent d'exploits, conquêtes, écrasement de leurs concurrents […]. De là ces gigantesques compagnies, véritables pieuvres qui pressurent le consommateur, exterminent leurs rivaux, rendent dérisoire la concurrence que la vieille école des économistes nous présente comme un remède infaillible aux maux du monopole, puisque l'un des buts de ces formidables machines de guerre économique est de détruire, sans égard pour les faibles, cette même concurrence sur le marché national avec espoir peut-être d'en faire autant sur le marché mondial[3].

En réfléchissant sur la nature du système en place, Desjardins acquiert la conviction que l'émancipation économique des classes populaires commence par la maîtrise du capital, la-

2. Pierre Poulin, *Histoire du Mouvement Desjardins,* t. I, Montréal, Québec/Amérique, 1990, p. 101.

3. Cité par Pierre Poulin, *op. cit.,* p. 82.

quelle commence par le contrôle de l'épargne. Il reconnaît le bien-fondé de l'action syndicale, mais perçoit qu'il ne suffit pas de réclamer une plus grande part des profits accaparés par les patrons. Il faut prendre le mal à la racine. Le mal, c'est la domination du capital. Il faut que les masses, unissant leurs forces et rompant avec une mentalité d'impuissance et de résignation, acquièrent la maîtrise démocratique du capital.

L'idée de Desjardins est de mettre sur pied une organisation économique qui donne du pouvoir au peuple et l'éduque à l'importance de la chose économique. Il considère « la coopération comme un instrument de démocratisation de la vie économique[4] ». C'est un démocrate. Il fait confiance aux gens : « Il faut que le nouveau régime plonge ses racines dans les énergies créatrices et organisatrices du peuple lui-même[5]. » En créant les caisses populaires, en 1900, Desjardins a effectivement donné au peuple un outil pour se réapproprier l'économie. Mais il voit plus grand. Il souhaite que la coopération, après avoir maîtrisé la finance, s'étende à tous les secteurs : production, distribution, consommation, assurance, agriculture, logement, etc.[6]

Valeurs et principes de base du coopérativisme

Selon l'ACI, « une coopérative est une association autonome de personnes réunies volontairement pour satisfaire leurs aspirations et besoins communs dans les domaines économique, social et culturel, par la constitution d'une entreprise qui leur appartient conjointement et qu'ils contrôlent démocratiquement ».

4. *Id.,* p. 85.
5. *Id.,* p. 83.
6. *Id.,* p. 85.

Partant des principes de Rochdale et des multiples expériences réalisées par la suite partout dans le monde, l'ACI a résumé en sept points les valeurs et règles qui balisent le développement du mouvement coopératif : 1) libre initiative collective et libre adhésion personnelle ; 2) contrôle démocratique des membres sur les processus décisionnels, selon le principe un membre, un vote ; 3) participation des membres à la constitution du capital, dont au moins une partie demeure de propriété commune, impartageable ; 4) autonomie garantie par le *self-help* – « faisons-le nous-mêmes » – qui confère à la coopérative son indépendance vis-à-vis des pouvoirs publics ; 5) éducation et formation permanentes des membres, des gestionnaires et des employés ; 6) coopération entre les coopératives et renforcement du mouvement coopératif ; 7) engagement dans le développement des collectivités locales et régionales.

Le vertige du gigantisme

Aujourd'hui, qu'en est-il au Québec du mouvement coopératif voulu par Alphonse Desjardins ? Force est de constater, hélas, que le gigantisme, surtout dans les secteurs agricole et financier, a fini par marginaliser les valeurs coopératives[7].

Le cas le plus flagrant est précisément celui du Mouvement Desjardins où les chiffres mirobolants – 152 milliards d'actifs – ont grisé des dirigeants. Au lieu d'approfondir les valeurs propres du mouvement, ils s'appliquent à rivaliser avec les banques et les héros de la finance : rémunération millionnaire des dirigeants[8], réingénierie, centralisation aux dépens de l'autonomie et de l'engagement communautaire des instances

7. Voir le dossier « Les grands groupes coopératifs dans le monde », dans *Économie et solidarités,* Québec, Presses de l'Université du Québec, vol. 34, n° 2, 2003.

8. La rémunération du président et chef de la direction du Mouvement s'élevait, en 2007, à 1,6 million de dollars.

locales, éducation et formation quasi nulles, la croissance pour la croissance érigée en finalité. Le 18 août dernier, la Direction émet un communiqué éblouissant : « Desjardins parmi les plus importantes institutions financières au monde ». De quoi s'enorgueillir ! Le *Financial Times Business* de Londres, dans sa revue *The Banker*, vient de classer le Mouvement Desjardins au 96e rang des 100 plus grosses institutions financières du monde et 18e du Top 25 en Amérique du Nord. Le vertige du gigantisme étourdit et brouille la vision. C'est un fait historiquement reconnu que les plus nobles institutions, quand elles grossissent démesurément, tendent à se dénaturer.

Si le Mouvement Desjardins voulait se montrer fidèle aux cinquième, sixième et septième principes de l'ACI, il lancerait, avec les énormes moyens dont il dispose, un grand projet d'éducation et de promotion des valeurs coopératives dans tous les domaines et surtout en région. On pourrait croire que c'est précisément ce que fait « Desjardins Capital régional et coopératif ». Le nom de cette filiale, créée en 2001, est trompeur. Avec un actif de 733 millions de dollars, elle compte, en 2007, 195 entreprises qu'elle a aidées à démarrer ou à consolider. De ce nombre, 19 seulement sont des coopératives. Pis encore : des 35 millions de dollars investis dans cette poignée de coopératives, 25 millions sont allés à la milliardaire et très contestée Coop Fédérée (chiffre d'affaires : 4,6 milliards de dollars) [9].

Heureusement, au sein même du Mouvement, des dirigeants locaux ont pris le contre-pied de la haute direction en privilégiant une orientation sociale et solidaire, dans le respect des principes coopératifs. C'est le cas notamment des quatre Caisses d'économie solidaire Desjardins qui ont inscrit dans

9. Cf. le Rapport annuel 2007, *Investir le Québec,* de Desjardins Capital régional et coopératif.

leur nom la raison même de leur existence : la solidarité. En juin 2008, s'est tenu à Québec un Sommet mondial de la finance sociale et solidaire qui a créé le premier Réseau international de la finance sociale et solidaire. Ce jeune organisme comprend déjà 164 institutions financières à vocation sociale de 42 pays. Une pièce de l'alternative vient de naître.

Une alternative qui prend racine...

Une des forces du capitalisme est d'avoir réussi à faire croire en son caractère irréversible et indépassable. Au point que certains idéologues sont allés jusqu'à proclamer « la fin de l'histoire », c'est-à-dire le *statu quo* économique à perpétuité. C'est l'immobilisme absolu, défendu au Québec par un groupe de soi-disant lucides, pas assez perspicaces cependant pour percevoir que l'accaparement illimité et la croissance à l'infini sur une planète aux ressources limitées sont des chimères. La vérité, c'est que dans un monde en devenir aucun système économique n'est éternel.

Bâtir une alternative, cela signifie changer non seulement le mode de consommation, mais le mode de production, c'est-à-dire la façon dont sont contrôlés les outils de production et répartie la plus-value. C'est ce que réalise le système coopératif dont les valeurs et les règles prennent l'exact contrepied du paradigme capitaliste.

Le défi à relever n'est donc pas tant d'imaginer une alternative que de reconnaître à sa juste valeur et promouvoir un système qui a fait ses preuves, mais qui n'a pas encore donné sa pleine mesure. Bien qu'il existe des expériences locales très riches, comme par exemple au Pays basque espagnol où toute une région vit sous un régime coopératif qui a su maintenir les valeurs originelles de solidarité et de démocratie. (Voir l'encadré Le

Complexe coopératif Mondragon ci-après.) Comme monsieur Jourdain, le bourgeois gentilhomme de Molière, qui s'étonnait de faire de la prose sans le savoir, les coopérateurs d'aujourd'hui devraient aussi s'émerveiller du fait qu'ils pratiquent une forme d'économie qui, petit à petit et prosaïquement, pose les fondements d'une économie alternative. La coopération pourrait constituer le noyau central d'une nouvelle économie. Un noyau intégrateur plutôt qu'exclusif, vaisseau amiral des autres formes d'économie solidaire et sorte de référence éthico-sociale pour les entreprises privées, publiques et parapubliques.

Combien de temps faudra-t-il pour que l'économie bascule vers une prépondérance de la coopération ? Qui sait ? Les crises profondes que nous traversons présentement – écologique, alimentaire, énergétique et financière – pourraient ouvrir des « fenêtres d'opportunité » et en accélérer l'avènement. L'erreur serait cependant de viser le court terme. Un nouveau paradigme sociétal ne peut s'implanter à courte échéance. Il a besoin, pour être accepté comme réaliste et réalisable, d'une longue maturation faite de tâtonnements et d'adaptation aux diverses conjonctures. Le capitalisme a longtemps cheminé dans les entrailles du féodalisme avant de s'imposer dans le monde. L'important dans cette transition est de choisir ses valeurs et de ne pas perdre de vue l'objectif : reconstruire un système socio-économique viable pour la planète et équitable pour tous.

LE COMPLEXE COOPÉRATIF MONDRAGON
Un îlot coopératif au milieu d'un océan capitaliste

Mondragon, c'est le nom d'une petite ville située au cœur de la région Alto Deba du Pays basque espagnol. C'est là qu'ont pris racine, au milieu des années 1950, de petites coopératives de production indépendantes, qui peu à peu se sont donné des institutions communes. Pour financer le développement coopératif dans toute la région, les premiers coopérateurs eurent l'idée de capter l'épargne locale : ainsi est née la Caisse populaire ouvrière, en 1959.

Aujourd'hui, le Complexe coopératif Mondragon est le premier employeur de la région. Il compte près de 300 coopératives qui couvrent les trois secteurs névralgiques de l'économie : la production industrielle et agricole ; l'épargne, le crédit et l'assurance ; la consommation et la distribution. Pour éviter le gigantisme, chaque coopérative conserve un maximum d'autonomie, tout en obéissant aux principes de base établis par l'instance suprême de coordination : le Congrès coopératif. Ces principes, au nombre de dix, coïncident avec les valeurs et règles énoncées par l'Alliance coopérative internationale : libre adhésion ; organisation démocratique ; primauté du travail ; caractère instrumental du capital ; participation des membres à la gestion ; solidarité distributive ; intercoopération ; engagement social ; ouverture sur le monde ; éducation.

suite page 148

Dès les débuts, les fondateurs ont accordé une importance primordiale à l'éducation, à la formation et à la recherche. Peu à peu, ils ont su mettre sur pied des institutions communes pour remplir cette mission. Aujourd'hui, l'ensemble comprend une école de formation des cadres, deux écoles polytechniques, une université – Mondragon Unibertsitatea Cooperativa – et de nombreux centres d'éducation populaire à la culture coopérative. Tous ces établissements rejoignent 7 500 étudiants. Chaque coopérative verse 10 % de ses excédents à l'éducation et 20 % à un fonds de réserve pour promouvoir la coopération et aider les coopératives en démarrage ou en difficulté. Le principal animateur et inspirateur du mouvement à ses débuts, le « curé rouge » José María Arizmendiarrieta, avait l'habitude de dire que « pour démocratiser le pouvoir, il faut socialiser le savoir ».

L'altermondialisme, contrepoint à la mondialisation

Nouveaux contours de l'analyse politique[1]

PAR DOMINIQUE CAOUETTE

Montréal, 26 janvier 2008. Alors que l'élite politique et économique planétaire discute au Forum économique mondial à Davos en Suisse, des centaines d'altermondialistes marchent dans les rues de la métropole québécoise. En plein froid hivernal, ces militants participent, tout comme des milliers d'autres un peu partout dans le monde, à l'une des 600 activités organisées pour clamer bien haut que plusieurs mondialisations sont possibles, que le citoyen ordinaire doit lui aussi avoir voix au chapitre sur les enjeux de la planète et qu'une solidarité existe au-delà des frontières nationales.

1. Cet article est une version abrégée et modifiée du chapitre « Mondialisation et altermondialisation : dialectique ou dialogue? » paru dans *La politique en questions,* ouvrage rédigé par les professeurs du Département de science politique de l'Université de Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2008.

Ce phénomène d'ordre politique a de quoi fasciner. Or le chercheur en science politique ou en relations internationales se verra désarmé face à ce fait social contemporain majeur car, dans sa discipline, un biais méthodologique l'empêche de saisir toute l'ampleur de ces mobilisations sociales. En effet, l'État-nation agit tel un écran de fumée ou encore une diva analytique, occupant l'avant-scène et faisant oublier qu'au-dessus et en deçà de l'État national, une multitude d'échanges, de processus sociaux, culturels, économiques et politiques ont continué à se produire et à coexister. Pourtant, l'État national n'a jamais su et pu contrôler complètement les échanges transfrontaliers de toutes sortes, que ce soit ceux dirigés par de grands conglomérats internationaux ou encore la panoplie d'activités illicites des organisations criminelles transnationales, du piratage maritime à celui des DVD, de la traite des personnes au trafic d'organes ou encore au lucratif marché de la drogue. De la même façon, de plus en plus d'individus se mobilisent de manière transnationale autour de valeurs et de normes partagées (paix, droits de la personne, développement durable, justice sociale, égalité des hommes et des femmes, etc.).

Force est donc de constater que dans l'ombre de l'État-nation, les dynamiques transnationales opérant à partir d'une logique qui leur est propre sont toujours présentes. Aujourd'hui, le politologue doit explorer les possibilités et les défis d'une analyse à niveaux multiples. Certains, tels Ulrich Beck[2], proposent d'ailleurs de modifier radicalement l'unité d'analyse et la méthodologie utilisée afin de penser les dynamiques actuelles non plus selon un « nationalisme méthodologique »,

2. Ulrich Beck, *Pouvoir et contre-pouvoir à l'ère de la mondialisation,* Paris, Flammarion, 2003.

mais plutôt d'un point de vue cosmopolitique. Bref, tenter de saisir l'énigme contemporaine de la mondialisation et son contrepoint l'altermondialisation implique le recours à une démarche novatrice.

Dans ce texte, je m'interroge sur les dynamiques contemporaines qui marquent notre rapport au « global » tout en suggérant que la science politique reste mal équipée pour comprendre la montée de nouvelles formes d'action collective et la présence de nouveaux acteurs non étatiques transnationaux. Tout en tentant de circonscrire la portée des changements internationaux associés aux processus de mondialisation, j'explore différentes manières de concevoir la mouvance altermondialiste. De ce survol, il ressort qu'il devient de plus en plus pressant de briser certaines frontières épistémologiques qui ont marqué l'étude des relations internationales et de la politique comparée.

La mondialisation ou les mondialisations

La présente forme de mondialisation se démarque de celle des autres périodes historiques. Ce qui la caractérise en premier lieu, c'est la compression de l'espace et du temps (instantanéité des échanges de toutes sortes au moyen d'Internet, diffusion d'information en continu, spéculation sur les marchés internationaux à n'importe quelle période de la journée, coûts réduits de transport qui permettent à de plus en plus de personnes de voyager de par le monde et produits culturels qui circulent à une vitesse extrême). Cette accélération des flux internationaux est nouvelle et inégalée dans l'histoire.

Une seconde dimension, sans doute mieux connue, est l'extension et l'universalisation des marchés et des échanges. Pour s'en rendre compte, on n'a qu'à penser à l'intégration des

marchés, et ce, autant dans l'agroalimentaire que dans la production d'équipements électroniques. On peut aussi penser à l'importance grandissante des produits en provenance de l'Asie, notamment de la Chine, ou encore des flux de travailleurs migrants. La multiplication des accords de libre-échange constitue certainement un autre indicateur de l'intégration des économies nationales dans une économie mondialisée. Ce n'est pas par hasard si cette composante est associée le plus souvent à l'idée de mondialisation.

Un troisième élément de la mondialisation contemporaine est la mise en place d'un discours normatif global organisé autour de certaines normes dites universelles. Celles-ci ne sont évidemment pas neutres et plusieurs ont souligné ses origines et ses liens avec l'Occident, en particulier le libéralisme. On peut penser entre autres aux droits humains individuels, à la liberté de la presse et d'expression, à la tenue d'élections libres, à la libre concurrence, à la compétitivité, etc. La particularité du moment, c'est que ces normes visent l'ensemble des individus atomisés et définis comme sujets historiques et non plus un groupe ou une collectivité précise. Contrairement aux grandes religions qui ont elles aussi des prétentions universelles, elles ne sont pas nécessairement liées à un seul mode d'organisation politique et économique. Aujourd'hui la mise en place de ces normes et de ce discours est perçue par certains comme une nouvelle forme de pouvoir associé à une organisation économique (le capitalisme) et politique (la démocratie libérale) particulière et qui constitue un nouvel empire[3].

3. Michael Hardt et Antonio Negri, *Empire,* Paris, Exils, 2000.

Enfin, le quatrième élément qui définit les contours de la mondialisation actuelle est celui de l'identité. Aujourd'hui, l'identité « nationale » est de plus en plus contestée. Phénomène devenu particulièrement évident au sortir de la guerre froide, la multiplication des identités devient de plus en plus présente. D'une part, émergent des identités de plus en plus locales et définies selon différents critères (clan, ethnie, groupe linguistique, tribu) et, d'autre part, apparaissent des identités transnationales définies au-delà du cadre national. C'est notamment le cas des diasporas et des migrants qui exercent aujourd'hui un rôle et un poids politique et économique de plus en plus important. Ceux-ci agissent non plus en fonction d'une seule identité nationale, mais de diverses identités. Par exemple, un néo-Québécois d'origine salvadorienne peut participer tout autant au débat au Québec sur les accommodements raisonnables qu'il peut soutenir et financer un candidat ou une formation politique dans sa localité d'origine. Soudainement libérée du carcan de la confrontation Est-Ouest, l'identité est plus que jamais une dimension importante de la mondialisation. Ainsi, c'est du côté de la localisation de la mondialisation et de la diversité identitaire qu'il semble y avoir le plus à comprendre.

L'altermondialisation : multitudes, mouvements et éthique

Face au discours sur la mondialisation, particulièrement celui qui émane des tenants de l'extension des marchés et des défenseurs de normes libérales individuelles, on assiste à la montée d'un contre-discours et de pratiques sociales autres, dites parallèles. Certains peuvent y voir le double mouvement dévoilé par Karl Polanyi : un mouvement de résistance qui forcerait la mise en place de mécanismes d'ajustement et de mesures sociales pour limiter les abus et les excès d'un hyper-libéralisme exclusif. L'altermondialisation serait alors le

contre-mouvement qui permettrait de donner un visage humain à la mondialisation ou du moins assurerait la pérennité des marchés et de l'économie.

D'autres voient plutôt en l'altermondialisation une vision tout autre de la mondialisation fondée sur l'idée de multitudes, de pluralités et de diversité. Encore plus difficile à définir que la mondialisation, l'autre mondialisation serait une mouvance sociale beaucoup moins bien définie, d'où le recours à différentes terminologies souvent inspirantes, mais difficiles à saisir ou à opérationnaliser : constellation d'oppositions, multitudes, ou encore résistance intergalactique (pour reprendre l'expression des Zapatistes). Encore en gestation et profondément horizontaliste (par opposition au verticalisme de l'organisation des grands conglomérats ou des partis et organisations associés à la gauche marxiste), l'altermondialisation reste définie par ses pratiques (actions directes et concrètes) plutôt que par des axes organisationnels et un programme politique précis. Cette dispersion et cette imprécision expliquent la fascination de plus en plus grande qu'elle suscite non seulement chez les militants de toute sorte qui s'en réclament mais aussi chez les politologues, sociologues, philosophes et même les économistes qui tentent d'en comprendre les contours et les pratiques.

Pour mieux saisir ce qu'est l'altermondialisation, il est préférable d'en examiner les éléments plutôt que de prétendre embrasser l'ensemble du phénomène. Le premier élément, le mieux connu, est sans doute sa dimension militante d'action collective. Présenté succinctement, ce militantisme transnational peut être défini comme l'action collective menée dans différents États par des mouvements sociaux, des réseaux de la société civile et des individus.

Quel événement ou moment historique marque l'émergence et la croissance accélérée du militantisme transnational ? En fait, il serait futile d'en chercher un seul. Dès les années 1980 avec la mise en place des programmes d'ajustement structurel et la prise en charge de la gestion macroéconomique étatique par le FMI et la Banque mondiale, on commence à percevoir un tournant dans les pratiques et le discours de la solidarité internationale. Se dessinent alors quelques grandes caractéristiques des pratiques et du discours altermondialistes, l'insistance sur l'inclusion, l'équité, la participation et la dissidence directe dans la rue et non plus au moyen des partis politiques ou des institutions étatiques. Le soulèvement zapatiste de janvier 1994 et son appel à une résistance transcontinentale au néolibéralisme global ont aussi eu une importance particulière. Par la suite, les forums et les rassemblements parallèles aux rencontres de l'Organisation mondiale du commerce sont devenus des moments privilégiés d'expression de la dissidence. D'abord à Genève en 1998 puis l'année suivante lors de la « bataille de Seattle », une multitude d'acteurs de la société civile se sont rencontrés et ont manifesté. Les rencontres ministérielles qui ont suivi (Doha 2001, Cancún 2003, et Hong Kong en 2005), les sommets du G8, les réunions du FMI et de la Banque mondiale sont ainsi devenus des occasions importantes pour les mouvements sociaux transnationaux de se rassembler et d'agir collectivement en vue de protester contre des modes de décision jugés non démocratiques et exclusifs. Pour de nombreux participants, la libéralisation de l'économie et du commerce telle que proposée par l'OMC ou encore discutée durant la rencontre annuelle de Davos constituent des enjeux globaux qui requièrent une mobilisation citoyenne transfrontalière afin de transformer l'orientation de l'économie néolibérale en faveur d'une économie basée sur d'autres valeurs telles la justice sociale, l'équité et la durabilité.

En parallèle avec les propositions dites de rechange (notamment la taxe Tobin sur les mouvements de capitaux, la réforme des institutions internationales et des règles du commerce mondial, le commerce équitable, la non-brevetabilité du vivant, la simplicité volontaire, le développement durable, la souveraineté alimentaire, etc.), l'altermondialisme a depuis 2001 un espace symbolique de rassemblement, le Forum social mondial (FSM). Conçu initialement comme la réponse sociale au Forum économique de Davos, le FSM est devenu aux yeux de beaucoup le moment privilégié d'expression et d'affirmation du fait qu'un « autre monde est possible ». Depuis, de manière quasi annuelle, au début à Pôrto Alegre puis à Mumbai et plus récemment à Nairobi, des milliers d'altermondialistes autoproclamés se rassemblent pour témoigner de leurs expériences, de leurs analyses et de leur conviction qu'il existe des solutions de rechange à la mondialisation actuelle, sous la forme d'un ensemble hétéroclite de nouvelles pratiques sociales, politiques, économiques et culturelles issues d'un vaste effort collectif de reconceptualisation de l'ordre mondial. Et l'expérience se poursuit : en septembre 2007, le Québec tenait son premier Forum social tout juste après celui d'Atlanta aux États-Unis.

Le FSM et ses variantes régionales et locales constituent un terrain fertile de réflexion et de discours critiques sur la mondialisation. En même temps, plusieurs se questionnent sur le fait que le FSM risque de devenir à plus ou moins long terme un rituel « obligé » : quelques jours pendant lesquels un autre monde est imaginé, un peu à la manière des grands rassemblements religieux et des pèlerinages. Il n'en reste pas moins qu'au-delà du caractère possiblement ritualisé de l'exercice, le Forum constitue un espace essentiel de réflexion.

Cette dimension identitaire est importante, car elle laisse entrevoir de plus en plus la mise en place d'une solidarité transnationale basée non plus seulement sur une cause ou une problématique du Sud comme telle, mais plutôt sur des identités partagées et plurielles. D'ailleurs, certains grands mouvements sociaux, tels la Marche mondiale des femmes, le mouvement pour la souveraineté alimentaire ou encore le mouvement pour la paix fonctionnent selon des registres identitaires autres que national, religieux ou partisan. Reste à savoir jusqu'à quel point cette forme identitaire partagée est véritablement enracinée dans une pratique politique et sociale qui puisse dépasser d'autres réflexes identitaires.

Dialectique ou dialogue ? Nouveaux contours de l'analyse politique

En quoi la mondialisation et son contrepoint, l'altermondialisation, constituent-elles de véritables problématiques d'analyse politique ? Deux grands terrains théoriques me semblent alimenter au mieux les réflexions sur ces enjeux, le premier est la sociologie politique et le second, l'étude des relations internationales. Jugé par plusieurs, dont Thomas Risse[4], comme la rencontre fortuite de ces deux pistes de recherche, l'étude des relations transnationales a remis à l'ordre du jour l'importance de comprendre et d'expliquer le rôle des acteurs non étatiques et la place déterminante des normes au sein des relations internationales. D'ailleurs, l'étude des normes internationales, des acteurs non étatiques et des phénomènes associés à la mondialisation a bénéficié de la montée du constructivisme et des analyses postpositivistes.

4. Thomas Risse-Kappen (dir.), *Bringing Transnational Relations Back In: Non-State Actors, Domestic Structures and International Institutions,* Cambridge, Cambridge University Press, 1995.

Longtemps isolées des débats épistémologiques au sein des relations internationales, les approches constructivistes sont au cœur des questionnements théoriques sur la signification de la mondialisation et de l'altermondialisation. Aujourd'hui, le constructivisme semble être le paradigme privilégié en particulier pour l'étude de l'altermondialisme : d'une part, son insistance sur le rôle de l'intersubjectivité, c'est-à-dire l'importance de la co-constitution de la réalité comme produit de l'interaction sociale semble particulièrement pertinente pour saisir la mise en place du discours altermondialiste sur la mondialisation ; d'autre part, le constructivisme permet de désigner toute une série de pratiques alternatives et de normes comme composantes de ce mouvement multiforme, pluriel et éclaté. Que ce soit le rôle grandissant des normes internationales, des idées telles la justice sociale, le commerce équitable ou encore le développement durable, force est de reconnaître qu'il s'agit là de constructions discursives et narratives.

Du point de vue méthodologique, l'étude de la mondialisation et encore plus de l'altermondialisation présente une série de défis. Le premier concerne l'unité d'analyse : faut-il favoriser une approche systémique telle que celle que propose l'école du système-monde et qui appréhende l'ensemble du monde capitaliste ; ou faut-il plutôt privilégier une pluralité de niveaux d'analyse et leurs interactions lorsque l'on tente de comprendre des phénomènes transnationaux tels les migrations, les changements climatiques, la production alimentaire, le crime organisé ou encore les nouveaux enjeux de santé ? Ainsi, doit-on dépasser le statocentrisme et réconcilier la possibilité que l'individu ait une importance de plus en plus significative, tout comme les différentes formes d'organisations supranationales (traités, régimes, organisations multilatérales, ONG et réseaux de militants transnationaux) ? Pour James

Rosenau[5], cet écartèlement de l'analyse statocentrique peut être illustré par l'idée de la « fragmégration », néologisme signifiant qu'il faille maintenant tenir compte dans nos analyses à la fois des processus de fragmentation et des processus globaux d'intégration (économique, politique, culturelle, etc.). C'est à l'intérieur de ce processus dialectique, me semble-t-il, que l'on peut voir émerger les avenues les plus prometteuses pour dégager une compréhension à la fois originale et explicative de la mondialisation et de l'altermondialisation.

Sans préconiser la mise au rancart de l'étude des relations interétatiques, l'analyse des relations transnationales ouvre la voie à une compréhension plus nuancée et plus complète du monde actuel. Plutôt que de parler de la « contamination » des relations interétatiques par les relations transnationales, il semble plus fructueux d'accepter la superposition de ces formes de relations. De même, il devient peut-être plus productif d'entreprendre l'étude de la mondialisation et de l'altermondialisation à partir d'une analyse des enjeux (*issue-based analysis*).

Dernier défi à l'étude des processus mondiaux contemporains, la construction de l'identité est au cœur de nombreux questionnements théoriques. Certains croient qu'il est possible d'imaginer éventuellement une citoyenneté transnationale ou postnationale. Plutôt qu'une transposition qui impose une logique calquée sur le modèle national, il peut être plus productif d'envisager la multiplication des

5. James N. Rosenau, *Distant Proximities: Dynamics Beyond Globalization,* Princeton, Princeton University Press, 2003.

appartenances et des loyautés subjectives. Ainsi, l'identité nationale (par exemple québécoise) serait de plus en plus inscrite à l'intérieur d'une variété d'identités tout aussi subjectives que multiformes.

Bien sûr, il est trop tôt pour prétendre à la mise en place d'une identité cosmopolite ou encore de celle d'une démocratie cosmopolitique. Pour l'instant, le renouvellement des lentilles conceptuelles et méthodologiques traditionnelles au moyen desquelles on examine les relations internationales ou la politique comparée dans l'étude des dynamiques transnationales contemporaines régissant la mondialisation ou l'altermondialisation semble ouvrir la voie à une démarche heuristique féconde.

YVES PATRICK AUGUSTIN est membre de la Société littéraire de Laval. Ses poèmes ont paru dans POSSIBLES, *Carquois* et *Éthiopiques. Mots intimes,* son premier recueil, a été édité par Les presses Agrumes en 2006.

PIERRE BEAUDET est professeur à l'École de développement international et mondialisation de l'Université d'Ottawa.

LÉO BROCHIER est membre du Mouvement québécois pour une décroissance conviviale (www.décroissance.qc.ca).

RAPHAËL CANET est professeur à la Faculté des sciences sociales de l'Université d'Ottawa. Il est membre du secrétariat du Forum social québécois.

DOMINIQUE CAOUETTE est professeure au Département de science politique de l'Université de Montréal.

FRANÇOISE DAVID est porte-parole du parti politique Québec solidaire.

MARIANNE DI CROZÉ est professeure de philosophie au réseau collégial. Elle a participé à l'organisation de la première Université Populaire à Montréal (UPAM).

FRANCIS DUPUIS-DÉRI est professeur de science politique à l'UQAM, militant (contre la guerre, contre la brutalité policière, etc.) et auteur d'ouvrages sur les mouvements sociaux (dont *Les Black Blocs*, 2007 et *Québec en mouvements*, 2008).

JACQUES B. GÉLINAS est sociologue et essayiste. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages sur la mondialisation (dont *Dictionnaire critique de la globalisation,* 2008 et *La globalisation du monde. Laisser faire ou faire?*, 2000).

GABRIELLE GÉRIN étudie en science politique à l'Université York (Toronto). Elle est membre du secrétariat du Forum social québécois.

NATHALIE GUAY travaille au service de la recherche de la Confédération des syndicats nationaux (CSN). Elle est membre du secrétariat du Forum social québécois.

SAMUEL JACQUES est membre du Mouvement québécois pour une décroissance conviviale (www.décroissance.qc.ca).

MICHEL LAMBERT est directeur général de l'ONG Alternatives.

JACQUES LÉTOURNEAU est chargé des relations internationales à la Confédération des syndicats nationaux (CSN).

Diane Pacom est professeure de sociologie à l'Université d'Ottawa.

Guy Paiement est ex-président de la Table de concertation sur la faim et le développement social de Montréal et membre du comité national des Journées sociales du Québec.

Victor Piché est professeur honoraire au Département de démographie de l'Université de Montréal. Il est aussi membre du réseau Migrations et Justice.

Michel Ponce est poète. Il a étudié la musique, la littérature et la théologie orthodoxe en Grèce. Il a publié *Là-bas, toujours!* chez Humanitas cette année.

Valéry Rasplus est essayiste et sociologue en France. Il est membre du comité de rédaction de la revue *Des lois et des hommes* et fait paraître des études sociales dans de nombreuses revues. Il collabore au *Dictionnaire historique et critique du racisme* à paraître aux Presses universitaires de France.

Marie-Rose Savard Morand, auteure-compositrice-interprète, est diplômée en musique de l'Université du Québec à Montréal.

André Thibault, correspondant montréalais des Amis du *Monde diplomatique,* est aussi chargé de cours en sociologie à l'Université du Québec en Outaouais.

Claude Vaillancourt, auteur, est secrétaire général de l'Association québécoise pour la Taxation des Transactions financières pour l'Aide aux Citoyens (ATTAC-Québec).

BULLETIN D'ABONNEMENT

En vous abonnant, vous contribuez à l'essor de la revue et vous recevez un numéro en prime.

Je souscris un abonnement à POSSIBLES.

Envoyez-moi le numéro suivant, en prime :

☐ vol. 21, n° 4 : Homo violens

☐ vol. 22, n° 2 : Un art qui s'engage

☐ vol. 16, n° 4 : Formations professionnelles

Je désire que mon abonnement commence avec le vol…, n°…

NOM

ADRESSE

VILLE CODE POSTAL

TÉLÉPHONE

OCCUPATION

Ci-joint : ☐ chèque ☐ mandat-poste de … $

abonnement d'un an (deux numéros doubles) : 25 $
abonnement institutionnel : 40 $
abonnement de soutien : 40 $
abonnement étranger : 50 $
le numéro double : 14 $

Revue POSSIBLES
5070, rue de Lanaudière
Montréal (Québec) H2J 3R1

PROCHAIN NUMÉRO :
Culture d'élite et culture de masse
(parution août 2009)

	VOLUME 1 (1976-1977)
NUMÉRO 1 : 5 $	Tricofil ; sciences sociales et pouvoir
NUMÉRO 2 : 5 $	Santé ; question nationale
NUMÉRO 3/4 : 5 $	Les Amérindiens : politique et dépossession
	VOLUME 2 (1977-1978)
NUMÉRO 1 : 5 $	Fer et titane : un mythe et des poussières Nouvelles perspectives du roman québécois
NUMÉRO 2/3 : 5 $	Bas du fleuve/Gaspésie
NUMÉRO 4 : 5 $	Mouvements sociaux, coopératisme et autogestion
	VOLUME 3 (1978-1979)
NUMÉRO 1 : 5 $	À qui appartient Montréal ?
NUMÉRO 2 : 5 $	La poésie, les poètes et les possibles
NUMÉRO 3/4 : 5 $	Éducation
	VOLUME 4 (1979-1980)
NUMÉRO 1 : 5 $	Des femmes et des luttes
NUMÉRO 2 : 5 $	Projets du pays qui vient
NUMÉRO 3/4 : 5 $	Faire l'autogestion : réalités et défis Poème de Gaston Miron
	VOLUME 5 (1980-1981)
NUMÉRO 1 : 6 $	Qui a peur du peuple acadien ?
NUMÉRO 2 : 6 $	Élection 81 : question au P.Q.
NUMÉRO 3/4 : 5 $	Les nouvelles stratégies culturelles
	VOLUME 6 (1981-1982)
NUMÉRO 1 : 6 $	Cinq ans déjà… L'autogestion quotidienne
NUMÉRO 2 : 6 $	Abitibi : La voie du Nord
NUMÉRO 3/4 : 6 $	La crise… dit-on
	VOLUME 7 (1982-1983)
NUMÉRO 1 : 6 $	Territoires de l'art
NUMÉRO 2 : 6 $	Québec, Québec : à l'ombre du G
NUMÉRO 3 : 6 $	Et pourquoi pas l'amour ?
	VOLUME 8 (1983-1984)
NUMÉRO 1 : 6 $	Repenser l'indépendance
NUMÉRO 2 : 6 $	Des acteurs sans scène Les jeunes
NUMÉRO 3 : 6 $	1984 — Créer au Québec
NUMÉRO 4 : 6 $	L'Amérique inavouable

VOLUME 9 (1984-1985)

NUMÉRO 1 : 6 $ Le syndicalisme à l'épreuve du quotidien
NUMÉRO 2 : 6 $ … et les femmes
NUMÉRO 3 : 6 $ Québec vert… ou bleu ?
NUMÉRO 4 : 6 $ Mousser la culture

VOLUME 10 (1985-1986)

NUMÉRO 1 : 6 $ Le mal du siècle
NUMÉRO 2 : 6 $ Du côté des intellectuels
NUMÉRO 3/4 : 6 $ Autogestion, autonomie et démocratie

VOLUME 11 (1986-1987)

NUMÉRO 1 : 6 $ La paix à faire
NUMÉRO 2 : 6 $ Un emploi pour tous ?
NUMÉRO 3 : 6 $ Langue et culture
NUMÉRO 4 : 6 $ Quelle université ?

VOLUME 12 (1988)

NUMÉRO 1 : 6 $ Le quotidien : modes d'emploi
NUMÉRO 2 : 6 $ Saguenay/Lac Saint-Jean : les irréductibles
NUMÉRO 3 : 6 $ Le Québec des différences : culture d'ici
NUMÉRO 4 : 6 $ Artiste ou manager ?

VOLUME 13 (1989)

NUMÉRO 1/2 : 6 $ Il y a un futur
NUMÉRO 3 : 6 $ [Droits de] regards sur les médias
NUMÉRO 4 : 6 $ La mère ou l'enfant ?

VOLUME 14 (1990)

NUMÉRO 1 : 6 $ Art et politique
NUMÉRO 2 : 6 $ Québec en 2000
NUMÉRO 3 : 6 $ Culture et cultures
NUMÉRO 4 : 6 $ Vies de profs

VOLUME 15 (1991)

NUMÉRO 1 : 7 $ La souveraineté tranquille
NUMÉRO 2 : 7 $ Générations 91
NUMÉRO 3 : 7 $ Bulletins de santé
NUMÉRO 4 : 7 $ Les publics de la culture

VOLUME 16 (1992)

NUMÉRO 1 : 7 $ L'autre Montréal
NUMÉRO 2 : 7 $ What does Canada want ?
NUMÉRO 3 : 7 $ Les excentriques (les arts en régions)
NUMÉRO 4 : 7 $ Formations professionnelles

VOLUME 17 (1993)
NUMÉRO 1 : 7 $ À qui le droit ?
NUMÉRO 2 : 7 $ Parler d'ailleurs/d'ici (les communautés culturelles)
NUMÉRO 3/4 : 12 $ À gauche, autrement

VOLUME 18 (1994)
NUMÉRO 1 : 8 $ L'artiste (auto)portraits
NUMÉRO 2 : 8 $ Pensées pour un autre siècle (les inspirateurs de ⅔ ¾ ⅝)
NUMÉRO 3 : 8 $ L'État solidaire
NUMÉRO 4 : 8 $ L'Estrie

VOLUME 19 (1995)
NUMÉRO 1/2 : 10 $ Rendez-vous 1995 : mémoire et promesse
NUMÉRO 3 : 8 $ Créer à vif
NUMÉRO 4 : 8 $ Possibles@techno

VOLUME 20 (1996)
NUMÉRO 1 : 8 $ Modernité : élans et dérives
NUMÉRO 2 : 8 $ Éduquer quand même
NUMÉRO 3 : 8 $ Québec… On continue ?
NUMÉRO 4 : 8 $ L'art dehors (l'art public)

VOLUME 21 (1997)
NUMÉRO 1 : 8 $ Penser avec Giguère et Miron
NUMÉRO 2/3 : 10 $ Travailler autrement : vivre mieux ?
NUMÉRO 4 : 8 $ Homo violens

VOLUME 22 (1998)
NUMÉRO 1 : 8 $ Générations : des liens à réinventer
NUMÉRO 2 : 8 $ Un art qui s'engage
NUMÉRO 3/4 : 12 $ Québec 1998 : l'alternative

VOLUME 23 (1999)
NUMÉRO 1 : 8 $ L'affirmation régionale (les régions québécoises)
NUMÉRO 2 : 8 $ Ethnies, nations, sociétés
NUMÉRO 3 : 8 $ Avec ou sans Dieu
NUMÉRO 4 : 8 $ Nouvelles stratégies culturelles

VOLUME 24 (2000)
NUMÉRO 1 : 8 $ Québec : capitale ou succursale ?
NUMÉRO 2/3 : 10 $ Sortir de la pensée unique
NUMÉRO 4 : 8 $ Interculturalisme québécois

	VOLUME 25 (2001)
NUMÉRO 1 : 8 $	Un monde vert
NUMÉRO 2 : 8 $	Femmes et hommes
NUMÉRO 3/4 : 10 $	Rêver / Résister
	VOLUME 26 (2002)
NUMÉRO 1/2 : 12 $	Refonder la société québécoise
NUMÉRO 3 : 8 $	Une science citoyenne ?
NUMÉRO 4 : 8 $	Les cultures face à la mondialisation
	VOLUME 27 (2003)
NUMÉRO 1/2 : 10 $	Montréal 2003
NUMÉRO 3 : 8 $	Pouvoir(s) et mouvements sociaux
NUMÉRO 4 : 8 $	Une autre économie
	VOLUME 28 (2004)
NUMÉRO 1 : 8 $	Littérature et citoyenneté
NUMÉRO 2 : 8 $	Roland Giguère, poète des possibles
NUMÉRO 3/4 : 10 $	La formation au travail, virage ou mirage ?
	VOLUME 29 (2005)
NUMÉRO 1 : 8 $	Devant la politique, engagement et distance
NUMÉRO 2 : 8 $	Autogestions — Espaces de liberté
NUMÉRO 3/4 : 12 $	Jacques Ferron le « Grand Inannexable »
	VOLUME 30 (2006)
NUMÉRO 1/2 : 12 $	L'éducation au-delà de la réforme
NUMÉRO 3/4 : 12 $	La véritable aventure des revues d'idées
	VOLUME 31 (2007)
NUMÉRO 1/2 : 14 $	Les jeunes réinventent le Québec
NUMÉRO 3/4 : 14 $	Le documentaire, art engagé
	VOLUME 32 (2008)
NUMÉRO 1/2 : 14 $	L'avenir
NUMÉRO 3/4 : 14 $	L'altermondialisme : une utopie créatrice



FORUM SOCIAL QUÉBÉCOIS

un autre Québec est en marche

Rendez-vous à l'automne 2009 pour la seconde édition du FSQ !

www.forumsocialquebecois.org

ATELIERS - CONFÉRENCES - MANIFESTATIONS ARTISTIQUES